



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 septembre 1959

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 5th, 1959

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-0

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-0

Lettres patentes

(P.G. 13388-59)

A/C Mobile Homes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1959, constituant en corporation: Jean-Maurice Charbonneau, de Pont-Viau, Guy Roy et Rémi Geoffron, tous deux de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de roulottes, remorques, maisons sur roues, ou autres véhicules du genre, sous le nom de "A/C Mobile Homes Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-0 P. FRENETTE.

Letters patent

(A.G. 13388-59)

A/C Mobile Homes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1959, incorporating: Jean-Maurice Charbonneau, of Pont-Viau, Guy Roy and Rémi Geoffron, both of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in trailers, towing-cars, houses on wheels, or other vehicles similar thereto, under the name of "A/C Mobile Homes Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1959.

51369 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13222-59)

Adélarde Bélanger & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Charles-Joseph Gélinas, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Pierre Bourque et Jacques-Guy Béliveau, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie-boucher, sous le nom de "Adélarde Bélanger & Fils Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13222-59)

Adélarde Bélanger & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, incorporating: Charles-Joseph Gélinas, Queen's Counsel, of Outremont, Pierre Bourque and Jacques-Guy Béliveau, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of grocer-butcher, under the name of "Adélarde Bélanger & Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12969-59)

Adelmar Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: John Joseph Pepper, de Westmount, George Abraham Bey et Roland Durand, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et à cette fin, acquérir et détenir des propriétés immobilières, sous le nom de "Adelmar Limited", avec un capital total de \$90,200, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 900 actions privilégiées remboursables, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 12969-59)

Adelmar Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June 1959, incorporating: John Joseph Pepper, of Westmount, George Abraham Bey and Roland Durand, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and for that purpose to acquire and hold immovable property, under the name of "Adelmar Limited", with a total capital stock of \$90,200, divided into 100 common shares of a par value of \$1 each, 900 class "A" redeemable preferred shares of a par value of \$100 each and 100 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13224-59)

Alex Assaly Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1959, constituant en corporation: Alex Assaly, commerçant, Eveline M. Assaly, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alex Assaly, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Colette Assaly, secrétaire, fille majeure, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures et d'articles en cuir, sous le nom de "Alex Assaly Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 46, rue St-Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13224-59)

Alex Assaly Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1959, incorporating: Alex Assaly, tradesman, Eveline M. Assaly, housewife, wife separate as to property of the said Alex Assaly, and duly authorized by him for these present purposes, and Colette Assaly, secretary, spinster, all of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To manufacture and carry on all kinds of business dealing in shoes and leather articles, under the name of "Alex Assaly Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 46 St-Vincent Street, Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12348-59)

Allmark Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1959, constituant en corporation: David Goodman, de la ville de Hampstead, Godfroy Marin, de Pointe Claire, tous deux avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Allmark Investment Ltd.", avec un capital total de \$3,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 12348-59)

Allmark Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1959, incorporating: David Goodman, of the town of Hampstead, Godfroy Marin, of Pointe Claire, both advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Allmark Investment Ltd.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13288-59)

Ariel Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1959, constituant en corporation: S. Bernard Haltrecht, notaire, de Montréal, Stanley Haltrecht, notaire, et Maurice Gold, comptable agréé, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Ariel Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13288-59)

Ariel Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1959, incorporating: S. Bernard Haltrecht, notary, of Montreal, Stanley Haltrecht, notary, and Maurice Gold, chartered accountant, both of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Ariel Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12976-59)

Arnfyte Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman et Oscar Respitz, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Arnfyte Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$100 chacune et 70 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 12976-59)

Arnfyte Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman and Oscar Respitz, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Arnfyte Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 30 common shares of \$100 each and 70 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13596-59)

Arthur Cloutier & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 13596-59)

Arthur Cloutier & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1959, constituant en corporation: Maurice Cloutier, Roger Cloutier, directeurs de funérailles, de Québec, et Jacques Cloutier, comptable, de Sillery, pour les objets suivants:

Entrepreneurs généraux de pompes funèbres, d'embaumeurs et d'ambulanciers, sous le nom de "Arthur Cloutier & Fils Ltée", avec un capital total de \$225,000, divisé en 750 actions communes de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 284, rue d'Aiguillon, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13689-59)

Association Conservatrice de Québec-Est
(Fédéral) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Simard, marchand, Paul-Henri Lafond, Armand Trotter, entrepreneurs généraux, Paul Racine, agent d'assurance, Léo Paré, J.-Oscar Julien, agents manufacturiers, Raymond Beaulé, comptable, Fernand Paquet, employé civil, Dominique Bilodeau, professeur, Benoît Fortier, cordonnier, J.-Alexandre Masse, entrepreneur-peintre, Charles-Henri Roberge, épicière, Gaston Michaud, avocat, Jos.-T. Coulombe, employé civique, et Jean-Paul Rhéaume, manufacturier de portes, tous de Québec, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui s'intéressent de façon active à la chose publique, dans le comté fédéral de Québec-Est, et promouvoir et défendre les intérêts du parti conservateur au Canada et tout spécialement dans le comté de Québec-Est, sous le nom de "Association Conservatrice de Québec-Est (Fédéral) Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera 399, 3ième rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13535-59)

Association des Pompiers Volontaires
de Laval-Ouest Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Gaétan Bélisle, directeur de Police et de pompiers de Laval-Ouest, James Garney O'Brien, entrepreneur en chauffage, Léo Gionet, entrepreneur briqueteur et Charles-E. Poirier, officier de relations industrielles, tous de Laval-Ouest, pour les objets suivants:

Grouper en association, en vue de leurs intérêts, les pompiers volontaires de la Ville de Laval-Ouest, sous le nom de "Association des Pompiers Volontaires de Laval-Ouest Inc."

Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1959, incorporating: Maurice Cloutier, Roger Cloutier, funeral directors, of Quebec, and Jacques Cloutier, accountant, of Sillery, for the following purposes:

General contractors as funeral directors, embalmers and ambulance-men, under the name of "Arthur Cloutier & Fils Ltée", with a total capital stock of \$225,000, divided into 750 common shares of \$100 each and into 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 284 Aiguillon Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13689-59)

Association Conservatrice de Québec-Est
(Fédéral) Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Simard, merchant, Paul-Henri Lafond, Armand Trotter, general contractors, Paul Racine, insurance agent, Léo Paré, J.-Oscar Julien, manufacturer's agents, Raymond Beaulé, accountant, Fernand Paquet, civil servant, Dominique Bilodeau, professor, Benoît Fortier, cobbler, J.-Alexandre Masse, master-painter, Charles-Henri Roberge, grocer, Gaston Michaud, advocate, Jos.-T. Coulombe, civic employee, and Jean-Paul Rhéaume, door manufacturer, all of Quebec, for the following purposes:

Group into an association those persons who are actively interested in the common weal, in the Federal County of Quebec-East, promote and defend the interests of the conservative party in Canada and more particularly in the county of Quebec-East, under the name of "Association Conservatrice de Québec-Est (Fédéral) Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at 399, 3rd Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13535-59)

Association des Pompiers Volontaires
de Laval-Ouest Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Gaétan Bélisle, chief of police and firemen for Laval-West, James Garney O'Brien, heating contractor, Léo Gionet, bricklayer-contractor, and Charles-E. Poirier, industrial relations officer, all of Laval-West, for the following purposes:

To group into an association, in view of their interests, the voluntary firemen of the town of Laval-West, under the name of "Association des Pompiers Volontaires de Laval-Ouest Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Laval-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13515-59)

Astoria Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, tous deux avocats, et Nicole Paternault, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Astoria Development Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9720 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12858-59)

Avanel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1959, constituant en corporation: George Beverly Puddicombe, conseil en loi de la Reine, John Richard Hyde et Bernard Tellier, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre et/ou confectionner des blouses et robes pour dames et tous autres articles vestimentaires pour dames et toiles, sous le nom de "Avanel Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 914 boulevard Décarie, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12317-59)

Axminster Holdings & Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1959, constituant en corporation: Lou Frost, vendeur, Peter E. Margo, gérant, et Saul Lebofsky, fabricant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Axminster Holdings & Investments Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Laval-West, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13515-59)

Astoria Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, both advocates, and Nicole Paternault, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Astoria Development Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 9720 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12858-59)

Avanel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1959, incorporating: George Beverly Puddicombe, Queen's Counsel, John Richard Hyde and Bernard Tellier, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of the sale and/or manufacture of women's blouses, dresses and all other women's apparel and linens, under the name of "Avanel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 914 Décarie Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12317-59)

Axminster Holdings & Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1959, incorporating: Lou Frost, salesman, Peter E. Margo, manager, and Saul Lebofsky, manufacturer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Axminster Holdings & Investments Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13260-59)

Batina Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Godfroy Marin, avocat, de Pointe-Claire, Sylvia Vineberg et Yvonne Bélanger, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire et développer des propriétés immobilières et immeubles à des fins de placements, et agir comme bailleurs et administrateurs relativement à ceux, sous le nom de "Batina Investments Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13208-59)

Becamo Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Bernard Dupuis, industriel, de Laval-sur-le-Lac, Fernand Lareau, ingénieur, de Verdun, et Gaston Boucher, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Becamo Investment Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3333, rue Viau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13572-59)

Blican Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin, 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, Alan Golden, gérant, tous deux d'Outremont, Danièle Blanchard, de Montréal, et Huguette St-Marseille, d'Ile Perrot, toutes deux secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Blican Holdings Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$50 chacune

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13260-59)

Batina Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, incorporating: Godfroy Marin, advocate, of Pointe-Claire, Sylvia Vineberg and Yvonne Bélanger, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immoveable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Batina Investments Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13208-59)

Becamo Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, incorporating: Bernard Dupuis, industrialist, of Laval-sur-le-Lac, Fernand Lareau, engineer, of Verdun, and Gaston Boucher, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and construction operations, under the name of "Becamo Investment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3333 Viau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13572-59)

Blican Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, Alan Golden, manager, both of Outremont, Danièle Blanchard, of Montreal, and Huguette St-Marseille, of Ile Perrot, both secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Blican Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 40 common

et 180 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13290-59)

Border Land Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1959, constituant en corporation: S. Bernard Haltrecht, notaire, de Montréal, Stanley Haltrecht, notaire, et Maurice Gold, comptable, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Border Land Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12921-59)

Boucherie Côté Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1959, constituant en corporation: Marcel Côté, boucher, de St-Canut, J.-Paul Léonard, notaire, et Louise Faubert, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boucher, sous le nom de "Boucherie Côté Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 990 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Canut, comté des Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 12796-59)

Breslin Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Jake Beraznick, agent d'immeubles, Shirley Simon et Claude Morin, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Breslin Holdings Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires, catégorie "A", de \$1 chacune et 10,000 actions, catégorie "B", de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

shares of \$50 each and 180 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13290-59)

Border Land Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1959, incorporating: S. Bernard Haltrecht, notary, of Montreal, Stanley Haltrecht, notary, and Maurice Gold, chartered accountant, both of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Border Land Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12921-59)

Boucherie Côté Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1959, incorporating: Marcel Côté, butcher, of St. Canut, J.-Paul Léonard, notary and Louise Faubert, secretary, spinster of full age of majority, both of St. Jérôme, for the following purposes:

To carry on the business of a butcher, under the name of "Boucherie Côté Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 990 preferred shares of a par value of \$100 each and 200 common shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Saint Canut, county of Two Mountains, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12796-59)

Breslin Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Jake Beraznick, realtor, Shirley Simon and Claude Morin, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Breslin Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class "A" common shares of \$1 each, 10,000 class "B" shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à 972 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13253-59)

Boly Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1959, constituant en corporation: John J. Wasserman, de Westmount, Harold S. Freeman et Daniel Morris, tous deux de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Boly Realities Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13214-59)

Braemar Restaurants (North) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: William James McQuillan, George Norman Broderick, tous deux avocats, de Montréal, et Elsie Chappell, secrétaire, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs propriétaires et gérants de restaurants, cafés, salles de lunch et à dîner, sous le nom de "Braemar Restaurants (North) Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 602 boulevard Curé Labelle, L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13291-59)

Boundary Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1959, constituant en corporation: S. Bernard Haltrecht, notaire, de Montréal, Stanley Haltrecht, notaire, et Maurice Gold, comptable agréé, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous

The head office of the company will be at 972 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13253-59)

Boly Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1959, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Harold S. Freeman and Daniel Morris, both of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Boly Realities Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,700 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13214-59)

Braemar Restaurants (North) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: William James McQuillan, George Norman Broderick, both advocates, of Montreal, and Elsie Chappell, secretary, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs and owners and operators of restaurants, cafés, lunch rooms and dining rooms, under the name of "Braemar Restaurants (North) Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and 300 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 602 Curé Labelle Blvd., L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13291-59)

Boundary Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1959, incorporating: S. Bernard Haltrecht, notary, of Montreal, Stanley Haltrecht, notary, and Maurice Gold, chartered accountant, both of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under

le nom de "Boundary Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13474-59)

Buttonwood Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1959, constituant en corporation: Leo Levi, Stanley Yetnikoff, comptables agréés, et Joseph H. Freedman, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confection, vente en gros et détail ou l'un des deux, de vêtements de toutes descriptions, prêts à porter, de confection générale ou sur mesures individuelles, sous le nom de "Buttonwood Corp. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12134-59)

Canada Door Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: André Bouthillier, Jean-Guy Bouthillier, industriels, et Thérèse Léger Bouthillier, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Bouthillier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de "Canada Door Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13071-59)

Cabot Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: John Maria Cerini, Victor St-Onge, tous deux de Montréal, et Robert Learmont Jamieson, de Pointe-Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le

the name of "Boundary Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13474-59)

Buttonwood Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1959, incorporating: Leo Levi, Stanley Yetnikoff, chartered accountants, and Joseph H. Freedman, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, selling wholesale and retail or either, ready to wear, custom made and made-to-measure clothing of all descriptions, under the name of "Buttonwood Corp. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12134-59)

Canada Door Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: André Bouthillier, Jean-Guy Bouthillier, industrialists, Thérèse Léger Bouthillier, housewife, wife separate as to property of the said André Bouthillier, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in doors, sashes and other apertures, under the name of "Canada Door Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13071-59)

Cabot Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: John Maria Cerini, Victor St-Onge, both of Montreal, and Robert Learmont Jamieson, of Pointe-Claire, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of

nom de "Cabot Holdings Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13078-59)

Caribbean Estates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Michael Greenblatt, avocats, Katherine Ingledew et Claire Lubin, sténographes, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce ou le négoce d'immeubles, promouvoir, exploiter ou louer des hôtels, motels, lieux de villégiature, magasins, lignes de bateaux, pistes d'atterrissage, transport routier et effectuer des opérations agricoles et piscicoles, sous le nom de "Caribbean Estates Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13261-59)

Carine Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Godfroy Marin, avocat, de Pointe-Claire, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, ou construire et développer des propriétés immobilières et immeubles, à des fins de placements, et agir comme bailleurs et administrateurs en ce qui se rapporte à ceux, sous le nom de "Carine Investments Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13160-59)

Cartax Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1959, constituant en corporation: Lionel Albert Sperber, avocat et conseil en loi de la Reine, Rita Segal, secrétaire, fille

"Cabot Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13078-59)

Caribbean Estates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, Michael Greenblatt, advocates, Katherine Ingledew and Claire Lubin, stenographers, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in or with real estate, to promote, operate or lease hotels, motels, resorts, stores, boat lines, air strips, road transport, and to carry on agricultural and fishing operations, under the name of "Caribbean Estates Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 800 preferred shares having a par value of \$10 each and 200 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13261-59)

Carine Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, incorporating: Godfroy Marin, advocate, of Pointe-Claire, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immovable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Carine Investments Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13160-59)

Cartax Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1959, incorporating: Lionel Albert Sperber, advocate and Queen's Counsel, Rita Segal, secretary, spinster of the full age of

majeure, et Harry Segal, vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Cartax Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 11403-59)

**Centre d'Ophthalmologie Maisonneuve Inc.
Maisonneuve Ophthalmological Center Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Dr Michel Mathieu, Dr Robert Pager, tous deux d'Outremont, et Dr Jacques Noiseux, de Montréal, tous médecins, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, posséder, administrer et gérer une ou plusieurs cliniques médicales et centres d'ophtalmologie sous la direction de médecins en règle avec le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec et y promouvoir le travail d'équipe entre les membres de la profession médicale, sous le nom de "Centre d'Ophthalmologie Maisonneuve Inc.—Maisonneuve Ophthalmological Center Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13432-59)

Chez Nous Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: John Maria Cerini, Victor St-Onge, de Montréal, et Robert Learmont Jamieson, de Pointe-Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Chez Nous Development Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12836-59)

Chief Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation:

majority, and Harry Segal, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Cartax Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11403-59)

**Centre d'Ophthalmologie Maisonneuve Inc.
Maisonneuve Ophthalmological Center Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Dr. Michel Mathieu, Dr. Robert Pager, both of Outremont, and Dr. Jacques Noiseux, of Montreal, all physicians, for the following purposes:

To establish, maintain, possess, administer and direct one or several medical clinics and ophthalmological centers under the direction of physicians in good standing with the College of Doctors and Surgeons of the Province of Quebec and to promote team work between members of the medical profession, under the name of "Centre d'Ophthalmologie Maisonneuve Inc.—Maisonneuve Ophthalmological Center Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13432-59)

Chez Nous Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June 1959, incorporating: John Maria Cerini, Victor St-Onge, of Montreal, and Robert Learmont Jamieson, of Pointe-Claire, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Chez Nous Development Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12836-59)

Chief Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Leonard

Leonard Liverman, Julius Briskin, tous deux de Westmount, et Arthur Yanofsky, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Chief Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 11763-59)

**City Refuse Service Inc.
Service de Rebutis Cité Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Bernard Brisebois, entrepreneur, Gisèle Legault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Bernard Brisebois, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Gérard Tardif, notaire, tous de Pointe Claire, pour les objets suivants:

Recueillir les rebuts et vidanges et exercer le commerce qui consiste à transporter des marchandises de toutes sortes, sous le nom de "City Refuse Service Inc.—Service de Rebutis Cité Inc.", avec un capital-actions, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assis-tant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13004-59)

Clarenelle Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1959, constituant en corporation: Ari Rabin, rembourneur, Hyman C. Leibovitch, vendeur, Beckie Dolinsky, ménagère, épouse séparée de biens de Felix Orlin, et ce dernier aux fins d'autoriser son épouse pour les présentes, Eli Lerman, tailleur, et Moniek Shedletsky, entrepreneur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Clarenelle Investment Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5 actions ordinaires de \$100 chacune, 20 actions privilégiées catégorie "A" de \$100 chacune et 25 actions privilégiées catégorie "B" de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13069-59)

Congress Housing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Liverman, Julius Briskin, both of Westmount, and Arthur Yanofsky, of St. Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Chief Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11763-59)

**City Refuse Service Inc.
Service de Rebutis Cité Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Bernard Brisebois, contractor, Gisèle Legault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Bernard Brisebois, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Gérard Tardif, notary, all of Pointe Claire, for the following purposes:

To collect refuse and garbage and to carry on the business of common carriers of goods of all kinds, under the name of "City Refuse Service Inc.—Service de Rebutis Cité Inc.", with a capital stock divided into 400 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Pointe Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13004-59)

Clarenelle Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1959, incorporating: Ari Rabin, upholsterer, Hyman C. Leibovitch, salesman, Beckie Dolinsky, housewife, wife separate as to property of Felix Orlin, and the latter for the purpose of authorizing his wife hereto, Eli Lerman, tailor, and Moniek Shedletsky, contractor, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Clarenelle Investment Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5 common shares of \$100 each, 20 class "A" preferred shares of \$100 each and 25 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13069-59)

Congress Housing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: John Maria Cerini, Victor St-Onge, tous deux de Montréal, et Robert Learmont Jameison, de Pointe-Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Congress Housing Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13155-59)

Continental Electric Appliances Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1959, constituant en corporation: Maurice Plante, homme d'affaires, Jeanne-D'Arc Caron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Plante, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Yves-A. Rioux, notaire, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens et marchands d'appareils et accessoires électriques de toutes descriptions, sous le nom de "Continental Electric Appliances Ltd.", avec un capital total de \$110,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13276-59)

Coronation Towers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1959, constituant en corporation: Stuart Idelson, administrateur, Melvin Rothman, avocat, tous deux de Westmount, Godfroy Marin, avocat, de Pointe-Claire, et Joyce Davies, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Acquérir, gérer, administrer, louer, améliorer, et développer une certaine propriété immobilière en les cité et district de Montréal, maison de rapport y étant située et portant le numéro civique 6955 avenue Fielding, sous le nom de "Coronation Towers Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: John Maria Cerini, Victor St-Onge, both of Montreal, and Robert Learmont Jameison, of Pointe-Claire, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Congress Housing Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13155-59)

Continental Electric Appliances Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1959, incorporating: Maurice Plante, businessman, Jeanne-D'Arc Caron, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Plante, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Yves-A. Rioux, notary, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on the business of electricians and dealers in electric appliances and accessories of every description, under the name of "Continental Electric Appliances Ltd.", with a total capital stock of \$110,000, divided into 600 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13276-59)

Coronation Towers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1959, incorporating: Stuart Idelson, executive, Melvin Rothman, advocate, both of Westmount, Godfroy Marin, advocate, of Pointe-Claire, and Joyce Davies, secretary, fille majeure, of Verdun, for the following purposes:

To acquire, manage, administer, lease, improve and develop a certain immoveable property in the city and district of Montreal, being an apartment building situated therein bearing civic number 6955 Fielding Avenue, under the name of "Coronation Towers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-0 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12883-59)

Daisy Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Simon Kirsch, fourreur, Philip Shrague Garonce et Hyman Laddie Schnaiberg, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de développement et construction, sous le nom de "Daisy Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et 700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51369

P. FRENETTE.

(A.G. 12883-59)

Daisy Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Simon Kirsch, furrier, Philip Shrague Garonce and Hyman Laddie Schnaiberg, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a development and construction company, under the name of "Daisy Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,

51369-o

Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12416-59)

**Dauphine Automobile Club de Québec Inc.
Dauphine Automobile Club of Quebec Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Mlle Claire Barrette, avocat, Mlle Lise Barrette, étudiante, toutes deux de Westmount, Pierre Barrette, Rémi Mayrand, tous deux avocats, de Montréal, et Hélène Gosselin Morgan, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Morgan, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Napierville, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de Renault Dauphine, afin de promouvoir l'intérêt de ceux-ci dans leur voiture et promouvoir les relations sociales entre ses membres et les faire participer à toutes sortes de "rallies", sous le nom de "Dauphine Automobile Club de Québec Inc.—Dauphine Automobile Club of Quebec Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51369-o

P. FRENETTE.

(A.G. 12416-59)

**Dauphine Automobile Club de Québec Inc.
Dauphine Automobile Club of Quebec Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Miss Claire Barrette, advocate, Miss Lise Barrette, student, both of Westmount, Pierre Barrette, Rémi Mayrand, both advocates, of Montreal, and Hélène Gosselin Morgan, secretary, wife contractually separate as to property of Roger Morgan, and duly authorized by him for the purposes therein, of Napierville, for the following purposes:

Group into an association the owners of the Renault Dauphine, in view of promoting the interest of the latter in their cars and encourage social relationship among its members and cause them to participate in rallies of all kinds, under the name of "Dauphine Automobile Club de Québec Inc.—Dauphine Automobile Club of Quebec Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,

51369

Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13273-59)

Davaar Housing Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Davaar Housing Development Ltd.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

(A.G. 13273-59)

Davaar Housing Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1959, incorporating: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Davaar Housing Development Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12832-59)

Davezi Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Melvin Rothman, de Westmount, Godfroy Marin, de Pointe-Claire, tous deux avocats, et Sylvia Vineberg, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Davezi Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13593-59)

Dennix Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, de ville Mont-Royal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Clifford George Meek, de Montréal, et Guy Ambrose Miller, de St-Bruno, tous deux teneurs de livres, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, d'immeubles, construction et développement en général, sous le nom de "Dennix Development Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13166-59)

Diamond Knitting Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1959, constituant en corporation: Gordon Battah, Alphonse Battah, Ernest Battah, Norman Battah et Edwin Battah, tous marchands, de Joliette, pour les objets suivants: Confectionner, négocier et faire le commerce, importer, exporter des bas, tricotés, textiles et leurs sous-produits, sous le nom de "Diamond Knitting Incorporated", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12832-59)

Davezi Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Melvin Rothman, of Westmount, Godfroy Marin, of Pointe-Claire, both advocates, and Sylvia Vineberg, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Davezi Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13593-59)

Dennix Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: William Patrick Creagh, Law Clerk, of the town of Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, Clifford George Meek, of Montreal, and Guy Ambrose Miller, of St. Bruno, both bookkeepers, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate, construction and general development company, under the name of "Dennix Development Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13166-59)

Diamond Knitting Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1959, incorporating: Gordon Battah, Alphonse Battah, Ernest Battah, Norman Battah and Edwin Battah, all merchants, of Joliette, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in, import and export stockings, knittings, textiles and their by-products, under the name of "Diamond Knitting Incorporated", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12939-59)

**Distributeurs Champlain Inc.
Champlain Distributors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Michel Motard, comptable agréé, de Sillery, H. Logie Tweddell, industriel, et Alberta Richard Tweddell, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit H. Logie Tweddell, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, d'accessoires électriques et de couvre-planchers, sous le nom de "Distributeurs Champlain Inc.—Champlain Distributors Inc.", avec un capital total de \$125,000, divisé en 750 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13552-59)

**Distribution Bio-Chimique Inc.
Bio-Chemical Distribution Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1959, constituant en corporation: Roland Bourret, avocat, Mlle Madeleine Normandeau, secrétaire, tous deux de Montréal, et Louis Lamontagne, avocat, de St-Hubert, pour les objets suivants:

Sujet à la Loi de Pharmacie de Québec, faire le négoce de pharmaciens en gros et faire affaires comme commerçants, importateurs, exportateurs, fabricants et vendeurs en gros et en détail de produits chimiques et bio-chimiques et pharmaceutiques de toutes sortes, sous le nom de "Distribution Bio-Chimique Inc.—Bio-Chemical Distribution Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 12630-59)

Dixie Photo Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Roma Sabourin, photographe, Liliane Lamarche, ménagère, et Paul Trépanier, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting-Deputy Attorney General.

(A.G. 12939-59)

**Distributeurs Champlain Inc.
Champlain Distributors Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Michel Motard, chartered accountant, of Sillery, H. Logie Tweddell, industrialist, and Alberta Richard Tweddell, housewife, wife contractually separate as to property of the said H. Logie Tweddell, and duly authorized by him for the purposes set forth, both of St. Foy, for the following purposes:

Deal in building materials, electrical accessories and floor coverings, under the name of "Distributeurs Champlain Inc.—Champlain Distributors Inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 750 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13552-59)

**Distribution Bio-Chimique Inc.
Bio-Chemical Distribution Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1959, incorporating: Roland Bourret, advocate, Miss Madeleine Normandeau, secretary, both of Montreal, and Louis Lamontagne, advocate, of St. Hubert, for the following purposes:

Subject to the Quebec Pharmacy Act, carry on the trade of wholesale druggists and carry on business as dealers, importers, exporters, manufacturers and wholesale and retail sellers of chemical, bio-chemical and pharmaceutical products of all kinds, under the name of "Distribution Bio-Chimique Inc.—Bio-Chemical Distribution Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12630-59)

Dixie Photo Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Roma Sabourin, photographer, Liliane Lamarche, housewife, and Paul Trépanier, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

Fabriquer et exercer le commerce d'appareils, produits, fournitures et accessoires de photographie, disques et nouveautés, sous le nom de "Dixie Photo Service Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur de \$100 chacune et en 2,000 actions ordinaires d'une valeur de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 16, 45ième avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13017-59)

Dolphin Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1959, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, William I. Miller, de Montréal, Morton Bell, de St-Laurent, et Alexander Popliger, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développements et construction, sous le nom de "Dolphin Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12855-59)

Dolphin Real Estate Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, Lucille Blagdon, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Blagdon, tous deux de Montréal, et David Kirshenblatt, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et en général, faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Dolphin Real Estate Holdings Inc.", avec un capital total de \$6,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13286-59)

Elglo Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1959, constituant en corporation: Murray Lapin, de la ville de Hampstead, Alan B. Gold, Morris M. Weiner, tous deux de Montréal, tous trois avocats, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

To manufacture and operate a business dealing in apparatus, products, photographic supplies and accessories, discs and novelties, under the name of "Dixie Photo Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a value of \$100 each and into 2,000 common shares of a value of \$10 each.

The head office of the company will be at 16, 45th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13017-59)

Dolphin Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1959, incorporating: Arthur I. Bronstein, William I. Miller, of Montreal, Morton Bell, of St. Laurent, and Alexander Popliger, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Dolphin Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12855-59)

Dolphin Real Estate Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Allan Marcus, advocate, Lucille Blagdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Blagdon, both of Montreal, and David Kirshenblatt, advocate, of Côte St. Luc, for the following purposes:

To buy, sell and generally deal in real estate, under the name of "Dolphin Real Estate Holdings Inc.", with a total capital stock of \$6,000, divided into 6,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13286-59)

Elglo Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1959, incorporating: Murray Lapin, of the town of Hampstead, Alan B. Gold, Morris M. Weiner, both of Montreal, all three advocates, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Elglo Realty Corp.", avec un capital total de \$300,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 50,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 77 ouest, rue Vitré, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12853-59)

Elyon Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Morris Chalkelson, Seymour Machlovitch, avocats, de Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Aménager et exploiter des stations de taxis, et acquérir, entretenir et administrer des édifices, maisons d'entreposage et garages pour le remisage, le soin et l'entretien de taxis et véhicules de toutes sortes, sous le nom de "Elyon Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5800 avenue Clanranald, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13111-59)

**Entreprises Électriques du Québec Ltée
Electrical Enterprises of Quebec Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1959, constituant en corporation: Jean-Ernest Badeaux, avocat, de Hampstead, Margaret Ellen Cox, de Montréal, et Pauline Frenette, de St-Eustache-sur-le-Lac, toutes deux secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Entreprendre et exécuter tous travaux relatifs à l'installation, la transformation ou la réparation d'appareils ou systèmes électriques, sous le nom de "Entreprises Électriques du Québec Ltée — Electrical Enterprises of Quebec Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13243-59)

Erma Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To carry on the business of an investment company, under the name of "Elglo Realty Corp.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and 50,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at 77 Vitre Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12853-59)

Elyon Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Morris Chalkelson, Seymour Machlovitch, advocates, of Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, of St. Bruno, for the following purposes:

To provide and operate taxicab stands, and to acquire, maintain and operate buildings, storage houses and garages for the storage, caring for and keeping therein of taxicabs and vehicles of every kind, under the name of "Elyon Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5800 Clanranald Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13111-59)

**Entreprises Électriques du Québec Ltée
Electrical Enterprises of Quebec Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1959, incorporating: Jean-Ernest Badeaux, advocate, of Hampstead, Margaret Ellen Cox, of Montreal, and Pauline Frenette, of St-Eustache-sur-le-Lac, both secretaries, of full age of majority making use of their rights, for the following purposes:

To undertake and carry out all operations pertaining to the installing, transforming or repairing of electrical systems or apparatus, under the name of "Entreprises Électriques du Québec Ltée — Electrical Enterprises of Quebec Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13243-59)

Erma Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-neuf mai 1959, constituant en corporation: Marcel Karp, fabricant, de Côte St-Luc, Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, et Yolande Deslauriers, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Erma Development Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,500 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9735 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13079-59)

Esspin Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, avocat, de Ville Mont-Royal, Louis Freedman, avocat et conseil en loi de la Reine, de Côte St-Luc, et Sadie Gersovitz, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Esspin Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5826 avenue Decelles, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12977-59)

Fairmane Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman et Oscar Respitz, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Fairmane Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$100 chacune et 70 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12963-59)

Feldmors Fur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

ninth day of May, 1959, incorporating: Marce Karp, manufacturer, of Côte St. Luc, Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Yolande Deslauriers, secretary, fille majeure, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Erma Development Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$1 each and 4,500 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 9735 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13079-59)

Esspin Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: Irwin Aaron Frankel, advocate, of the Town of Mount Royal, Louis Freedman, advocate and Queen's Counsel, of Côte St. Luc, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Esspin Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5826 Decelles Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12977-59)

Fairmane Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman and Oscar Respitz, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Fairmane Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 30 common shares of \$100 each and 70 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12963-59)

Feldmors Fur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1959, constituant en corporation: Hyman Feldman, Harry Morrison, tous deux fourreurs, Philip Shrague Garonce et Hyman Laddie Schnaiberg, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucuns des commerces de marchands de vêtements, tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers et fourreurs, sous le nom de "Feldmors Fur Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12891-59)

Fuger Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Edward Perry Bedbrook, vendeur, de la ville de Como, Joseph Edward Fuger, fils, vendeur, de Pointe Claire, et Dorothy Oliver, veuve, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction général et d'immeubles, et ériger, développer et diriger un terrain de golf et des quais pour les bateaux et leur réparation, sous le nom de "Fuger Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et 370 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 78 avenue Victoria, Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12790-59)

Gatehouse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, et Charles Eric Humphrey, teneur de livres, de Verdun, pour les objets suivants:

Acheter et autrement acquérir, mariner, saler, congeler, fumer, préparer et autrement traiter, emballer et emmagasiner, vendre et autrement disposer, faire le commerce et le négoce de poissons et tous autres produits des mers, rivières et lacs, sous le nom de "Gatehouse Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1959, incorporating: Hyman Feldman, Harry Morrison, both furrier, Philip Shrague Garonce and Hyman Laddie Schnaiberg, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of clothiers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers and furriers, under the name of "Feldmors Fur Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12891-59)

Fuger Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Edward Perry Bedbrook, salesman, of the town of Como, Joseph Edward Fuger, Jr., salesman, of Pointe Claire, and Dorothy Oliver, widow, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To operate as a general construction and real estate company and to erect, develop and operate a golf course and docks for boats and their repair, under the name of "Fuger Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 370 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 78 Victoria Avenue, Pointe Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12790-59)

Gatehouse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, Clifford George Meek, bookkeeper, of Montreal, and Charles Eric Humphrey, bookkeeper, of Verdun, for the following purposes:

To purchase and otherwise acquire, to pickle, salt, freeze, smoke, cure and otherwise treat, to pack and store, to sell and otherwise dispose of and deal in and with fish and all other products of the seas, rivers and lakes, under the name of "Gatehouse Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 350 preferred shares of a par value of \$100 each and 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13092-59)

Gold Coast Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Monroe Abbey, de Westmount, Max Slapack, de Côte St-Luc, Gregory Charlap, de Montréal, tous trois avocats, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des propriétés immobilières situées dans les cité et/ou district de Montréal ou dans les environs, et entreprendre la construction, développement, gestion, location et activités des propriétés immobilières, sous le nom de "Gold Coast Development Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12591-59)

Greenlawn Developments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: Yehuda Elberg, administrateur, Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, et Daniel Kingstone, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Greenlawn Developments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13624-59)

Guide Frontenac Guide Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Gagnon, de Ste-Foy, Gilles Goulet, Guy Goulet et Fernand Paradis, de Québec, tous quatre instituteurs, pour les objets suivants:

Exercer la profession de guides touristiques, sous le nom de "Guide Frontenac Guide Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera 47, rue Languedoc, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13092-59)

Gold Coast Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Monroe Abbey, of Westmount, Max Slapack, of Côte St. Luc, Gregory Charlap, of Montreal, all three advocates, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To acquire immoveable properties located in or in the vicinity of the city and/or district of Montreal, and undertake the construction, development, management, leasing and operation of immoveable properties, under the name of "Gold Coast Development Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12591-59)

Greenlawn Developments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: Yehuda Elberg, executive, Katherine Ingledew, stenographer, spinster, and Daniel Kingstone, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Greenlawn Developments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares having a par value of \$10 each and 1,000 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13624-59)

Guide Frontenac Guide Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Marie Gagnon, of St. Foy, Gilles Goulet, Guy Goulet and Fernand Paradis, of Québec, all four teachers, for the following purposes:

To carry on the business of tourist guides, under the name of "Guide Frontenac Guide Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 47 Languedoc Street, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12902-59)

Hadomic Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Jacob Harold Blumenstein, de Montréal, Michael Garber, Conseil en Loi de la Reine, et Harry Y. Garber, tous deux de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Hadomic Investments Ltd.", avec un capital total de \$3,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,700 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13444-59)

Hamel Transport Lotbinière Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1959, constituant en corporation: Henri Hamel, René Hamel, tous deux de Ste-Croix, et Yvon Hamel, de Montréal, tous camionneurs, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et généralement faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de "Hamel Transport Lotbinière Limitée", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Croix, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 12978-59)

Harlynn Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman et Oscar Respitz, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, et immeubles, sous le nom de "Harlynn Realty Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$100 chacune et 70 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12846-59)

H. A. Tingley Ltd — Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation:

(A.G. 12902-59)

Hadomic Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Jacob Harold Blumenstein, of Montreal, Michael Garber, Queen's Counsel, and Harry Y. Garber, both of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Hadomic Investments Ltd.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 300 common shares of \$1 each and 2,700 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13444-59)

Hamel Transport Lotbinière Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1959, incorporating: Henri Hamel, René Hamel, both of Ste-Croix, and Yvon Hamel, of Montreal, all truckers, for the following purposes:

To carry on enterprises dealing in trucking and to generally transport merchandise of all kinds, under the name of "Hamel Transport Lotbinière Limitée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Croix, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12978-59)

Harlynn Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman and Oscar Respitz, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land and realty company, under the name of "Harlynn Realty Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 30 common shares of \$100 each and 70 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12846-59)

H. A. Tingley Ltd — Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: François Bois-

François Boisclair, Serge Morin, avocats, de Montréal, et Hélène La Barre, secrétaire, célibataire et en pleine possession de ses droits, de Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machinerie, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de "H. A. Tingley Ltd — Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13538-59)

Hertel Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1959, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, de St-Laurent, Jean-Paul Fortin, avocat, et Marcelle Roy, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Hertel Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 340 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune, 300 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 4,500 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 240, rue Pigeon, Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 12652-59)

Hôpital St-Camille de Fort Coulonge

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Lorrain Amyotte, garagiste, Louis Bertrand, Henri Franceur, contremaîtres, Donat LeGuerrier, notaire, Antoine-E. Titley, agronome, Alfred Rose, secrétaire, tous six du village de Fort-Coulonge, Ray Bertrand, entrepreneur, Louis-B. Germain, aubergiste, tous deux du canton de Mansfield, Loyola Johnston, marchand, du canton de Waltham, Roger LaSalle, marchand, du canton de l'Île du Grand Calumet, Owen P. Hearty, cultivateur, du canton de Litchfield, William M. Ringrose, entrepreneur de pompes funèbres, du village de Campbell's Bay, et Eric Vadneau, aubergiste, du canton de Leslie, pour les objets suivants:

Fondation, direction et administration d'un hôpital général, sous le nom de "Hôpital St-Camille de Fort Coulonge".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera au village de Fort-Coulonge, district judiciaire de Pontiac.

clair, Serge Morin, attorneys, of Montreal, and Hélène La Barre, secretary, spinster and having full use of her rights, of Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "H. A. Tingley Ltd — Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13538-59)

Hertel Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1959, incorporating: Paul Lemieux, advocate, of St. Laurent, Jean-Paul Fortin, advocate, and Marcelle Roy, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Hertel Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 340 preferred shares class "A" of a par value of \$100 each, 300 preferred shares class "B" of a par value of \$5 each and 4,500 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 240 Pigeon Street, Beloeil, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12652-59)

Hôpital St-Camille de Fort Coulonge

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Lorrain Amyotte, garage-keeper, Louis Bertrand, Henri Franceur, foremen, Donat LeGuerrier, notary, Antoine-E. Titley, agronomist, Alfred Rose, secretary, all six of the village of Fort-Coulonge, Ray Bertrand, contractor, Louis-B. Germain, inn-keeper, both of the township of Mansfield, Loyola Johnston, merchant, of the township of Waltham, Roger LaSalle, merchant, of the township of the Île du Grand Calumet, Owen P. Hearty, farmer, of the township of Litchfield, William M. Ringrose, funeral director, of the village of Campbell's Bay, and Eric Vadneau, inn-keeper, of the township of Leslie, for the following purposes:

Foundation, direction and administration of a general hospital, under the name of "Hôpital St-Camille de Fort Coulonge".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation be at the village Fort-Coulonge, judicial district of Pontiac.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13433-59)

Horizon Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: John Maria Cerini, Victor St-Onge, tous deux de Montréal, et Robert Learmont Jamieson, de Pointe-Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Horizon Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13562-59)

Hôtel Meunier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1959, constituant en corporation: Aurore Meunier, veuve, ménagère, Christine Chartrand, ménagère, épouse séparée de biens d'Alfred Chartrand, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de L'Abord-à-Plouffe, et Gérard Meunier, gérant, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de "Hôtel Meunier Limitée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3865, boulevard Lévesque, L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 12827-59)

Hyman Cohen Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross et Rollin Gallay, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Hyman Cohen Realities Inc.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13433-59)

Horizon Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: John Maria Cerini, Victor St-Onge, both of Montreal, and Robert Learmont Jamieson, of Pointe-Claire, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Horizon Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13562-59)

Hôtel Meunier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1959, incorporating: Aurore Meunier, widow, housewife, Christine Chartrand, housewife, wife separate as to property of Alfred Chartrand, and duly authorized by him for these presents, both of L'Abord-à-Plouffe, and Gérard Meunier, manager, of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on a business as hotel-keepers under the name of "Hôtel Meunier Limitée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 3865 Lévesque Boulevard, L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12827-59)

Hyman Cohen Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross and Rollin Gallay, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Hyman Cohen Realities Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13340-59)

Immeubles "Colonial" Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Lionel Dupré, courtier, André Bastien et Lucien Madore, agents, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Immeubles "Colonial" Realities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 60 actions communes de \$100 chacune et en 3,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 20, boulevard Saint-Joseph, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 12845-59)

Industrial Combustion and Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1959, constituant en corporation: Edmond Molleur, avocat, de Montréal, Alain Voizard, notaire, de Ste-Adèle-en-Haut, et Mme Henriette Leduc, secrétaire, épouse séparée de biens de François Pietryk, de Lachine, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machinerie, outils et instruments de toutes sortes, sous le nom de "Industrial Combustion and Equipment Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions, catégorie "A", de \$10 chacune et 300 actions, catégorie "B", de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5807, 8e Avenue, Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12280-58)

International Flush Door Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1959, constituant en corporation: Alban Ouellette, avocat, Fernand Bélanger, comptable, tous deux de Montréal, et Benjamin Patenaude, comptable, de St-Vincent-de-Paul, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer des portes, châssis, meubles de bois ou autres matériaux, sous le nom de "International Flush Door Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13340-59)

Immeubles "Colonial" Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Lionel Dupré, broker, André Bastien and Lucien Madore, agents, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name "Immeubles "Colonial" Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 60 common shares of \$100 each and 3,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 20 Saint-Joseph Boulevard, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12845-59)

Industrial Combustion and Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1959, incorporating: Edmond Molleur, lawyer, of Montreal, Alain Voizard, notary, of Ste-Adèle-en-Haut, and Mrs. Henriette Leduc, secretary, wife separate as to property of François Pietryk, of Lachine, for the following purposes:

To manufacture and deal in engines, machinery, tools and implements of all kinds, under the name of "Industrial Combustion and Equipment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 class "A" shares of \$10 each, 300 class "B" shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5807, 8th Avenue, Rosemont, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12280-58)

International Flush Door Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1959, incorporating: Alban Ouellette, advocate, Fernand Bélanger, accountant, both of Montreal, and Benjamin Patenaude, accountant, of St-Vincent-de-Paul, for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture doors, windows, furniture made of wood or other materials, under the name of "International Flush Door Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and into 20,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13066-59)

Isle Jésus Housing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: John Maria Cerini, Victor St-Onge, tous deux de Montréal, et Robert Learmont Jamieson, de Pointe-Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Isle Jésus Housing Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13002-59)

Jack Barry Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1959, constituant en corporation: Jack Barry, agent d'immeubles, Jack Greenstein, avocat, et Netty Mol, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles, courtiers, courtiers d'assurances, sous le nom de "Jack Barry Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13112-59)

J. A. D. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1959, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, de Montréal, Jean Gagnon, de Pierrefonds, et Claude Guérin, de Laval-sur-le-Lac, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "J. A. D. Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13066-59)

Isle Jésus Housing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: John Maria Cerini, Victor St-Onge, both of Montreal, and Robert Learmont Jamieson, of Pointe-Claire, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Isle Jésus Housing Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13002-59)

Jack Barry Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1959, incorporating: Jack Barry, realtor, Jack Greenstein, advocate, and Netty Mol, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents, brokers, insurance brokers, under the name of "Jack Barry Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13112-59)

J. A. D. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1959, incorporating: Reginald D. Tormey, of Montreal, Jean Gagnon, of Pierrefonds, and Claude Guérin, of Laval-sur-le-Lac, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "J. A. D. Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13252-59)

Janor Realities Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1959, constituant en corporation: Oscar Rubinstein, agent, de Côte St-Luc, Norman Tenenbaum, électricien, de St-Laurent, et Samuel Jacobson, marchand, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Janor Realities Company Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13252-59)

Janor Realities Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1959, incorporating: Oscar Rubinstein, agent, of Côte St. Luc, Norman Tenenbaum, electrician, of St. Laurent, and Samuel Jacobson, merchant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents in all its branches, under the name of "Janor Realities Company Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13508-59)

J. C. A. Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Georges-C. Lachance, Guy-E. Boisvert, avocats, et Jeanine Pollet, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et autres véhicules et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "J. C. A. Automobile Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3865 rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13508-59)

J. C. A. Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Georges-C. Lachance, Guy-E. Boisvert, advocates, and Jeanine Pollet, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and other vehicles and carry on business as garage-keepers, under the name of "J. C. A. Automobile Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3865 Hochelaga Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11214-59)

J. J. Legault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1959, constituant en corporation: Jean-Jacques Legault, Robert Legault, décorateurs, et Juliette Legault, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Jacques Legault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de fabrication de meubles et de décoration intérieure, sous le nom de "J. J. Legault Inc.", avec un capital divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 11214-59)

J. J. Legault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1959, incorporating: Jean-Jacques Legault, Robert Legault, decorators, and Juliette Legault, secretary, wife contractually separate as to property of the said Jean-Jacques Legault, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a furniture manufacturing company and that of interior decorating, under the name of "J. J. Legault Inc.", with a capital stock divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13228-59)

Juster Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1959, constituant en corporation: Martin Frederick Juster, agent d'immeubles, Lionel Rimoin, marchand, et Sam Abramovitch, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, et faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Juster Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13228-59)

Juster Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1959, incorporating: Martin Frederick Juster, realtor, Lionel Rimoin, merchant, and Sam Abramovitch, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company and deal in real estate, under the name of "Juster Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13255-59)

Kingsley Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, tous deux avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Kingsley Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400 ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13255-59)

Kingsley Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May 1959, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, both advocates, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Kingsley Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 400 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13238-59)

La Boulangerie Doyon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1959, constituant en corporation: Gustave Doyon, boulanger, Raymond Doyon, comptable, et Yvonne Loignon Doyon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gustave Doyon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de St-Côme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et pâtisseries, sous le nom de "La Boulangerie Doyon Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Côme, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13238-59)

La Boulangerie Doyon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1959, incorporating: Gustave Doyon, baker, Raymond Doyon, accountant, and Yvonne Loignon Doyon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gustave Doyon, and duly authorized by him for the purposes therein, all of St. Côme, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and pastry cooks, under the name of "La Boulangerie Doyon Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Côme, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13197-59)

La Flèche Limited Dividend Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'habitation à dividende limité, tel que déterminé par la Loi Nationale de l'Habitation, 1954, sous le nom de "La Flèche Limited Dividend Corporation", avec un capital total de \$250,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 301, 5165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13428-59)

Laniel Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1959, constituant en corporation: Roma Cousineau, de Montréal, Bernard Desjarlais et Albert Ouellette, de Verdun, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles, appareils ou machines servant à l'utilité ou à l'amusement du public, sous le nom de "Laniel Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13087-59)

LaSalle Blanket Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Michael Garber, conseil en loi de la Reine, Harry Yohalem Garber, tous deux avocats, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, traiter, développer, importer, exporter, acheter, vendre ou autrement faire le commerce et le négoce de couvertures de lit, et toutes sortes de tissus et produits d'iceux, sous le nom de "LaSalle Blanket Co. Ltd.", avec un capital total de \$250,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 15,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap Saint Ignace, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13197-59)

La Flèche Limited Dividend Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1959, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a limited dividend housing company, as defined by the National Housing Act, 1954, under the name of "La Flèche Limited Dividend Corporation", with a total capital stock of \$250,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Suite 301, 5165 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13428-59)

Laniel Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1959, incorporating: Roma Cousineau, of Montreal, Bernard Desjarlais and Albert Ouellette, of Verdun, all advocates, for the following purposes:

To deal in articles, apparatus or machines for the utility or amusement of the public, under the name of "Laniel Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13087-59)

LaSalle Blanket Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Michael Garber, Queen's Counsel, Harry Yohalem Garber, both advocates, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, process, develop, import, export, buy, sell or otherwise deal in blankets and with all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "LaSalle Blanket Co. Ltd.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and 15,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Cap Saint Ignace, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13104-59)

L'Association des Bibliothèques Municipales de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Marc-Ovila St-Jean, prêtre, Louis Bisson, homme d'affaires, tous deux de Hull, et Odette Lamoureux, secrétaire, de Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Favoriser le développement des bibliothèques municipales déjà existantes dans la province de Québec et aider à l'établissement de telles bibliothèques dans les municipalités où il n'en existe pas encore, sous le nom de "L'Association des Bibliothèques Municipales de Québec Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13104-59)

L'Association des Bibliothèques Municipales de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father Marc-Ovila St-Jean, priest, Louis Bisson, businessman, both of Hull, and Odette Lamoureux, secretary, of Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To favor the development of already existing libraries in the Province of Quebec and to help in the establishment of such libraries in the municipalities where do not as yet exist, under the name of "L'Association des Bibliothèques Municipales de Québec Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12859-58)

**L'Association des Citoyens de Dorion
Citoyen's Association of Dorion**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Asselin, industriel, Joseph Cloutier, constructeur, et Raoul Blais, principal d'école, tous de Dorion, pour les objets suivants:

Grouper en association, en vue de leurs intérêts, les citoyens résidant dans les limites de la ville, de Dorion, comté de Vaudreuil, district de Montréal, sous le nom de "L'Association des Citoyens de Dorion — Citoyen's Association of Dorion".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Dorion, comté de Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 12859-58)

**L'Association des Citoyens de Dorion
Citoyen's Association of Dorion**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Armand Asselin, industrialist, Joseph Cloutier, builder, and Raoul Blais, school principal, all of Dorion, for the following purposes:

To group into an association, in view of their interests, the citizens residing within the limits of the town of Dorion, county of Vaudreuil, district of Montreal, under the name of "L'Association des Citoyens de Dorion — Citoyen's Association of Dorion".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Dorion, county of Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13396-59)

L'Association Radio Amateur de la Mauricie, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: George Arthur Kemp, réalisateur technique, de la cité Jardin, Montréal, Morrison Currie Reynolds, surintendant général et gérant du personnel, et M. l'abbé Charles-E. Robert, supérieur, tous deux des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

(A.G. 13396-59)

L'Association Radio Amateur de la Mauricie, Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: George Arthur Kemp, technical producer, of Garden City, Montreal, Morrison Currie Reynolds, general superintendent and personnel manager, and Father Charles-E. Robert, priest, superior, both of Trois-Rivières, for the following purposes:

S'associer en vue de promouvoir le progrès de la radio-amateur parmi les détenteurs de licences de Radio Amateur Expérimental, sous le nom de "L'Association Radio Amateur de la Mauricie, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera 2933, Place Harper, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13445-59)

La Société Linnéenne de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Moisan, Louis Lemieux, biologistes, Charles-E. Taillon, employé civil, tous trois de Sillery, Pierre Masson, biologiste, et Charles-Édouard Leclerc, avocat, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

L'étude et la vulgarisation des sciences naturelles, sous le nom de "La Société Linnéenne de Québec Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13585-59)

Laurentide Mobile Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation: François Wilhelmy, Bernard Cousineau, avocats, et Annette Daveluy, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et généralement faire le commerce de roulottes et de tous les accessoires et ameublements s'y rapportant, sous le nom de "Laurentide Mobile Homes Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 169, rue Fleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13210-59)

Laval Beach Cabin Ltd. Cabine de Plage Laval Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1959, constituant en corporation:

To group into an association with a view of promoting the development of the radio amateur licence holders of Experimental Radio Amateurs under the name of "L'Association Radio Amateur de la Mauricie, Incorporée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at 2933, Harper Place, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13445-59)

La Société Linnéenne de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Gaston Moisan, Louis Lemieux, biologists, Charles-E. Taillon, civil employee, all three of Sillery, Pierre Masson, biologist, and Charles-Édouard Leclerc, advocate, both of Quebec, for the following purposes:

The study and popularization of natural sciences, under the name of "La Société Linnéenne de Québec Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13585-59)

Laurentide Mobile Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: François Wilhelmy, Bernard Cousineau, advocates, and Annette Daveluy, stenographer, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to generally carry on a business dealing in trailers and all accessories and furnishings pertaining thereto, under the name of "Laurentide Mobile Homes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 169 Fleury Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13210-59)

Laval Beach Cabin Ltd. Cabine de Plage Laval Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1959, incorporating: Joseph-Onil

Joseph-Onil Guérette, manufacturier, de L'Abord-à-Plouffe, Roger Savard, avocat, de St-Laurent, et Françoise Savard, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, nouveautés, articles de plage et plus particulièrement des cabines de plage portatives, sous le nom de "Laval Beach Cabin Ltd.—Cabine de Plage Laval Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions communes de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13164-59)

Le Centre des Loisirs de la Ville de Petite-Rivière

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Hervé Cantin, Roméo Grenon, chauffeurs d'autobus, et Jacques Lavoie, employé civique, tous de Petite-Rivière, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "Le Centre des Loisirs de la Ville de Petite-Rivière".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera 165, rue Darveau, Petite-Rivière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13482-59)

Le Conseil Économique et Industriel de Gaspé The Economic and Industrial Council of Gaspé

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfrid Carter, homme d'affaires, Yvon Fortin, commerçant, et Roger Bourget, commis, tous de Gaspé, pour les objets suivants:

Promouvoir l'économie de la Région Gaspésienne, sous le nom de "Le Conseil Économique et Industriel de Gaspé—The Economic and Industrial Council of Gaspé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

Guérette, manufacturier, of L'Abord-à-Plouffe, Roger Savard, advocate, of St. Laurent, and Françoise Savard, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, novelties, articles for the beach and more particularly mobile beach cabins, under the name of "Laval Beach Cabin Ltd.—Cabine de Plage Laval Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13164-59)

Le Centre des Loisirs de la Ville de Petite-Rivière

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Hervé Cantin, Roméo Grenon, chauffeurs for autobuses, and Jacques Lavoie, civil employee, all of Petite-Rivière, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center under the name of "Le Centre des Loisirs de la Ville de Petite-Rivière".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at 165 Darveau Street, Petite-Rivière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13482-59)

Le Conseil Économique et Industriel de Gaspé The Economic and Industrial Council of Gaspé

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Wilfrid Carter, business man, Yvon Fortin, tradesman, and Roger Bourget, clerk, all of Gaspé, for the following purposes:

To promote the economy of the Gaspesian Region under the name of "Le Conseil Économique et Industriel de Gaspé—The Economic and Industrial Council of Gaspé".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13274-59)

Leewood Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1959, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, avocats, et Marilyn Denny, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs et celui d'une compagnie de placements, sous le nom de "Leewood Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 265 ouest, rue Craig, chambre 350, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51363 P. FRENETTE.

(P.G. 12911-59)

Léon Sirois & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Louis de Gonzague Sirois, Gérard Sirois et Julien Sirois, tous entrepreneurs de pompes funèbres, de Matane, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de "Léon Sirois & Fils Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 11176-59)

Le Salon du Meuble (Ville-Marie) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation: André Loiselle, Émilien Rannou, tous deux marchands, et Roger Vincent, avocat, tous de Ville-Marie, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles de toutes descriptions, sous le nom de "Le Salon du Meuble (Ville-Marie) Ltée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 3,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville-Marie, district judiciaire de Témiscamingue.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13274-59)

Leewood Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1959, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, advocates, and Marilyn Denny, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders and to carry on the business of an investment company, under the name of "Leewood Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 265 Craig Street West, room 350, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12911-59)

Léon Sirois & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Louis de Gonzague Sirois, Gérard Sirois and Julien Sirois, all funeral directors of Matane, for the following purposes:

To carry on a business as funeral directors under the name of "Léon Sirois & Fils Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11176-59)

Le Salon du Meuble (Ville-Marie) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: André Loiselle, Émilien Rannou, both merchants, and Roger Vincent, advocate, all of Ville-Marie, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture of all description, under the name of "Le Salon du Meuble (Ville-Marie) Ltée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 3,500 common shares of a par value of \$10 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville-Marie, judicial district of Temiscamingue.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13067-59)

Les Édifices Boivin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Laurent Boivin, propriétaire de tabagie, Gaétane Aubé Boivin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Laurent Boivin, et dûment autorisée par lui, tous deux de Ste-Foy, et Jacques Taschereau, notaire, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les opérations d'une compagnie d'immeubles, de développement et de construction, sous le nom de "Les Édifices Boivin Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13067-59)

Les Édifices Boivin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Laurent Boivin, tobacconist, Gaétane Aubé Boivin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Laurent Boivin, and duly authorized by him, both of Ste. Foy, and Jacques Taschereau, notary, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a real estate, development and construction company, under the name of "Les Édifices Boivin Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste.-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13581-59)

Les Entreprises Cascade Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1959, constituant en corporation: Fernand Beauregard, avocat, Marie-Paule Béliveau et Micheline Tabacman, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Entreprises Cascade Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 60, rue St-Jacques, ouest, chambre 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13581-59)

Les Entreprises Cascade Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1959, incorporating: Fernand Beauregard, advocate, Marie-Paule Béliveau and Micheline Tabacman, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and that of building, under the name of "Les Entreprises Cascade Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 60 St. James Street, West, Room 102, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13076-59)

Les Entreprises Maisonnnette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: John Maria Cerini, Victor St-Onge, tous deux de Montréal, et Robert Learmont Jamieson, de Pointe-Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Les Entreprises Maisonnnette Ltée", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13076-59)

Les Entreprises Maisonnnette Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: John Maria Cerini, Victor St-Onge, both of Montreal, and Robert Learmont Jamieson, of Pointe-Claire, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Les Entreprises Maisonnnette Ltée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12768-59)

Les Entreprises Unik Limitée
(Unik Enterprises Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation: Bernard Saint-Germain, marchand, Maurice Desnoyers, architecte, et Dr Henri Labrie, médecin, tous de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Entreprises Unik Limitée" (Unik Enterprises Limited), avec un capital total de \$100,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1705, rue Girouard, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13459-59)

Les Immeubles Rockla Limitée
Rockla Estate Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Hubert Murray, ingénieur civil, Roger McCarthy, gérant, et Raymond Raymond, avocat, tous de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Immeubles Rockla Limitée — Rockla Estate Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions communes de \$10 chacune et en 160 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13226-59)

Les Immeubles St-Régis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1959, constituant en corporation: Jean Brossard, notaire, Joseph Caron, comptable, et Denyse Boyer, secrétaire, fille majeure, tous de la ville de St-Rémi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Immeubles St-Régis Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Isidore, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 12768-59)

Les Entreprises Unik Limitée
(Unik Enterprises Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: Bernard Saint-Germain, merchant, Maurice Desnoyers, architect, and Dr. Henri Labrie, physician, all of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

A business dealing in real estate and construction under the name of "Les Entreprises Unik Limitée" (Unik Enterprises Limited), with a total capital stock of \$100,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and into 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1705 Girouard Street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13459-59)

Les Immeubles Rockla Limitée
Rockla Estate Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Hubert Murray, civil engineer, Roger McCarthy, manager, and Raymond Raymond, advocate, all of Saint-Jerome, for the following purposes:

A business dealing in real estate and construction under the name of "Les Immeubles Rockla Limitée — Rockla Estate Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 160 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jerome, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13226-59)

Les Immeubles St-Régis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1959, incorporating: Jean Brossard, notary, Joseph Caron, accountant, and Denyse Boyer, secretary, spinster, all of the town of St-Rémi, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction, under the name of "Les Immeubles St-Régis Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Isidore, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11458-59)

Les Loisirs Saint Yves

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Bérubé, avocat, Guy Martin, comptable, et Paul Martin, courtier, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Établir et diriger un Centre de Loisirs, sous le nom de "Les Loisirs Saint Yves".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens mobiliers et immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Rimouski-Est, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 11458-59)

Les Loisirs Saint Yves

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Rosaire Bérubé, advocate, Guy Martin, accountant, and Paul Martin, broker, all of Rimouski, for the following purposes:

To establish and direct a Recreational Center under the name of "Les Loisirs Saint Yves".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Rimouski-East, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12401-59)

Les Projets Du Tremblay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1959, constituant en corporation: Cyrille Morand, avocat, Damase-Arthur Léonard et Léonide Lalonde, notaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Projets Du Tremblay Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11253, rue Lauzanne, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 12401-59)

Les Projets Du Tremblay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1959, incorporating: Cyrille Morand, advocate, Damase-Arthur Léonard and Léonide Lalonde, notaries, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and in construction under the name of "Les Projets Du Tremblay Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 11253 Lauzanne Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12109-59)

**Le Téléphone de Contrecoeur Ltée
Contrecoeur Telephone Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1959, constituant en corporation: Gilles Filion, avocat, Lucille Bertrand, Claire Fortier, sténographes, célibataires majeures, tous trois de Montréal, Gustave Monette, fils, avocat, de Prévile, et Rose-Aimée Poudrette, sténographe, célibataire majeure, de Boucherville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'une compagnie de téléphone et de télégraphe, sous le nom de "Le Téléphone de Contrecoeur Ltée — Contrecoeur Telephone Ltd.", avec un capital total de \$400,000, divisé en 40,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 12109-59)

**Le Téléphone de Contrecoeur Ltée
Contrecoeur Telephone Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1959, incorporating: Gilles Filion, advocate, Lucille Bertrand, Claire Fortier, stenographers, spinsters of full age of majority, all three of Montreal, Gustave Monette, junior, advocate, of Prévile, and Rose-Aimée Poudrette, stenographer, spinster of full age of majority, of Boucherville, for the following purposes:

To carry on the business and industry of a telephone and telegraph company, under the name of "Le Téléphone de Contrecoeur Ltée — Contrecoeur Telephone Ltd.", with a total capital stock of \$400,000, divided into 40,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13583-59)

Lexington Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, tous deux avocats, et Yolande Deslauriers, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Lexington Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13206-59)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs de St-Rémi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Plouffe, nettoyeur, Jean-Marie Collette, Roger Grégoire, comptables, Maurice Monière, vendeur, Albert Wells, caissier, Fernand Wells, commis, et Maurice Létourneau, journalier, tous de St-Rémi, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs de St-Rémi Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera en la ville de St-Rémi, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13591-59)

Lore Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, de ville Mont-Royal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Clifford George Meek, de Montréal, et Guy Ambrose Miller, de St-Bruno, tous deux teneurs de livres, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, d'immeubles, construction et développement en général, sous le nom de "Lore Development Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13583-59)

Lexington Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, both advocates, and Yolande Deslauriers, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Lexington Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13206-59)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs de St-Rémi Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Roland Plouffe, cleaner, Jean-Marie Collette, Roger Grégoire, accountants, Maurice Monière, salesman, Albert Wells, cashier, Fernand Wells, clerk, and Maurice Létourneau, laborer, all of St-Rémi, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs de St-Rémi Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be in the town of Saint-Rémi, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13591-59)

Lore Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, of St-Lambert, Clifford George Meek, of Montreal, and Guy Ambrose Miller, of St. Bruno, both bookkeepers, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate, construction and general development company, under the name of "Lore Development Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12669-59)

Lyncroft Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1959, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Stanley Taviss et William Levitt, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Lyncroft Realty Corp.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 9,000 actions participantes, catégorie "A", de \$1 chacune et 85,000 actions privilégiées de 6%, sans droit de vote, non-participante, non-cumulative remboursables de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 12669-59)

Lyncroft Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1959, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Stanley Taviss and William Levitt, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and construction company, under the name of "Lyncroft Realty Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 6,000 common shares of \$1 each, 9,000 Class "A" participating shares of \$1 each and 85,000 non-voting, non-participating, non-cumulative redeemable 6% preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13366-59)

MacDonald Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1959, constituant en corporation: Normand MacDonald, marchand d'automobiles, Françoise Constant, secrétaire, tous deux de Montréal, et Ghislaine Gagné, secrétaire, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "MacDonald Auto Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 190 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13366-59)

MacDonald Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1959, incorporating: Normand MacDonald, automobile dealer, Françoise Constant, secretary, both of Montreal, and Ghislaine Gagné, secretary, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To deal in automobiles and carry on business as garage-keepers, under the name of "MacDonald Auto Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 190 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13259-59)

Maestro Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Godfroy Marin, avocat, de Pointe-Claire, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire, et développer des propriétés immobilières et immeubles à des fins de placements, et agir comme bailleurs et administrateurs en ce qui se rapporte à iceux, sous le nom de "Maestro Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13259-59)

Maestro Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, incorporating: Godfroy Marin, advocate, of Pointe-Claire, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immoveable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Maestro Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13573-59)

Maga Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, Alan Golden, gérant, tous d'Outremont, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de Ile Perrot, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Maga Development Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$50 chacune et 180 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13258-59)

Magnolia Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Godfroy Marin, avocat, de Pointe-Claire, Yvonne Bélanger, et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, toutes deux de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire, et développer des propriétés immobilières et immeubles à des fins de placements, et agir comme bailleurs et administrateurs en ce qui se rapporte à ceux, sous le nom de "Magnolia Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13544-59)

Maison R. Lavallée Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation: Maurice Riel, Clermont Vermette, avocats, tous deux de LaPrairie, et Jean Girouard, avocat, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand général, sous le nom de "Maison R. Lavallée Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 35,000 actions communes de \$1 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaPrairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13573-59)

Maga Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, Alan Golden, manager, both of Outremont, and Huguette St. Marseille, secretary, fille majeure, of Ile Perrot, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Maga Development Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 40 common shares of \$50 each and 180 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13258-59)

Magnolia Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, incorporating: Godfroy Marin, advocate, of Pointe-Claire, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, both of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immovable property and real-estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Magnolia Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13544-59)

Maison R. Lavallée Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: Maurice Riel, Clermont Vermette, advocates, both of LaPrairie, and Jean Girouard, advocate, of St-Lambert, for the following purposes:

To carry on a business as general merchant, under the name of "Maison R. Lavallée Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 35,000 common shares of \$1 each and into 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at LaPrairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13584-59)

Malibou Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, et Yolande Deslauriers, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Malibou Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13584-59)

Malibou Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Yolande Deslauriers, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Malibou Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12873-59)

Marlene Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman, et Oscar Respitz, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Marlene Realty Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$100 chacune et 70 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 12873-59)

Marlene Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman and Oscar Respitz, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Marlene Realty Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 30 common shares of \$100 each and 70 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13278-59)

Medoc Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1959, constituant en corporation: Melvin Salmon, de Côte St-Luc, Moe Moscovitch, d'Outremont, tous deux avocats, Bernice Borshy et Sema Black, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Medoc Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13278-59)

Medoc Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1959, incorporating: Melvin Salmon, of Côte St. Luc, Moe Moscovitch, of Outremont, both advocates, Bernice Borshy and Sema Black, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Medoc Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12970-59)

Mercury Toys Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, Honoria Sharpe, veuve, secrétaire, et Frank Kishner, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de jouets, nouveautés, meubles, machinerie, moteurs, outils, instruments et quincaillerie, nouveautés en bois nouveautés de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Mercury Toys Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12863-59)

Midfield Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, avocats, Ernest Rashkovan, notaire, Jean Barratt, secrétaire, fille majeure, tous quatre de Montréal, et Hyman Rosenfeld, notaire, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Midfield Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1449 rue St-Alexandre, chambre 908, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13209-59)

Mocabe Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Bernard Dupuis, industriel, de Laval-sur-le-Lac, Fernand Lareau, ingénieur, de Verdun, et Gaston Boucher, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Mocabe Development Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3333, rue Viau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 12970-59)

Mercury Toys Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Boris Garmaise, attorney, Honoria Sharpe, widow, secretary, and Frank Kishner, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, furniture, machinery, engines, tools, implements and hardware and wood novelties and novelties of every kind and description, under the name of "Mercury Toys Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12863-59)

Midfield Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, advocates, Ernest Rashkovan, notary, Jean Barratt, secretary, spinster of the full age of majority, all four of Montreal, and Hyman Rosenfeld, notary, of the Town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Midfield Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, Room 908, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13209-59)

Mocabe Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, incorporating: Bernard Dupuis, industrialist, of Laval-sur-le-Lac, Fernand Lareau, of Verdun, and Gaston Boucher, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Mocabe Development Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3333 Viau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13438-59)

Modern Fruit Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Guy DesRivières, Jean Bérubé et Jacques Lapointe, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Commerce de fruits, légumes et de denrées alimentaires, sous le nom de "Modern Fruit Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,400 actions communes de \$25 chacune et en 1,600 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13438-59)

Modern Fruit Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Guy DesRivières, Jean Bérubé and Jacques Lapointe, all advocates, of Quebec, for the following purposes:

Business dealing in fruit, vegetables and in foodstuffs, under the name of "Modern Fruit Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,400 common shares of \$25 each and into 1,600 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13105-59)

Montbeliard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Maurice Riel, de LaPrairie, Jean Geoffrion, d'Outremont, et Jean Girouard, de St-Lambert, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de métaux, minerais, produits finis, neufs ou usagés, ferraille et rebuts, sous le nom de "Montbeliard Ltée", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13105-59)

Montbeliard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Maurice Riel, of LaPrairie, Jean Geoffrion, of Outremont, and Jean Girouard, of St. Lambert, all advocates, for the following purposes:

To deal in metals, ore, finished products, new or second-hand, scrap iron and rubbish, under the name of "Montbeliard Ltée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12389-59)

Montel, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Claude Rousseau, industriel, Lionel Corriveau, Réal Laberge, comptables, Georges Hébert et Paul Dolan, notaires, tous de Montmagny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils électriques ou électroniques, sous le nom de "Montel, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$5 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 12389-59)

Montel, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Claude Rousseau, industrialist, Lionel Corriveau, Réal Laberge, accountants, Georges Hébert and Paul Dolan, notaries, all of Montmagny, for the following purposes:

To deal in electrical or electronic apparatus, under the name of "Montel, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13074-59)

Montreal Laurentian Housing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 13074-59)

Montreal Laurentian Housing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: John Maria Cerini, Victor St-Onge, tous deux de Montréal, et Robert Learmont Jamieson, de Pointe-Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Montreal Laurentian Housing Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13094-59)

Morejay Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, avocats et Iris New, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Morejay Realities Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12648-59)

M. S. H. Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Ben Scheeter, Michael Awada, avocats, et Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, développement et construction et de placements, sous le nom de "M. S. H. Holdings Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 485 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3448 rue Peel, suite 301, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13307-59)

Napoléon Paul Gauthier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1959, constituant en corporation: Napoléon-Paul Gauthier, entrepreneur forestier, Irène Gauthier, ménagère, fille majeure, tous

second day of May, 1959, incorporating: John Maria Cerini, Victor St-Onge, both of Montreal, and Robert Learmont Jamieson, of Pointe-Claire all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Montreal Laurentian Housing Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13094-59)

Morejay Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, advocates, and Iris New, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Morejay Realities Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12648-59)

M. S. H. Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Ben Scheeter, Michael Awada, advocates, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company and the business of an investment company, under the name of "M. S. H. Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 150 common shares of a par value of \$1 each and 485 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 3448 Peel Street, Suite 301, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13307-59)

Napoléon Paul Gauthier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1959, incorporating: Napoléon-Paul Gauthier, forestry contractor, Irène Gauthier, housewife, spinster of full age, both of Chicou-

deux de Chicoutimi, et Laurent Gauthier, entrepreneur forestier, de St-Honoré, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de "Napoléon Paul Gauthier Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13476-59)

Neptune Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1959, constituant en corporation: Michael Jutzenka, constructeur, Leonard H. Wisse et Avrom Podbere, notaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Neptune Construction Company", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4950 chemin de la Reine Marie, suite 425, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 10939-59)

Norelco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit février 1959, constituant en corporation: Daniel Lazare, Louis Tannenbaum, avocats, et Miriam Bernard, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Norelco Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune, 250 actions ordinaires de \$10 chacune et 750 catégorie "A" de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4446 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13081-59)

North America Leather Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzweig, William Levitt, tous deux de Montréal, Manuel Shacter, de Dorval, et Samuel Leon Mendelsohn, Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

timi, and Laurent Gauthier, forestry contractor, of St-Honoré, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in lumber under the name of "Napoléon Paul Gauthier Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13476-59)

Neptune Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1959, incorporating: Michael Jutzenka, builder, Leonard H. Wisse and Avrom Podbere, notaries, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Neptune Construction Company", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4950 Queen Mary Road, Suite 425, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10939-59)

Norelco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1959, incorporating: Daniel Lazare, Louis Tannenbaum, advocates, and Miriam Bernard, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Norelco Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 5,000 preferred shares of \$10 each, 250 common shares of \$10 each and 750 Classe "A" shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4446 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13081-59)

North America Leather Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: Leo Rosentzweig, William Levitt, both of Montreal, Manuel Shacter, of Dorval, and Samuel Leon Mendelsohn, Queen's Counsel, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce de manufacturiers, exportateurs, importateurs, négociants, acheteurs et vendeurs en gros et détail de cuir et marchandises de cuir de toutes sortes et descriptions, tissus textiles et toutes sortes de tissus et produits d'iceux, sous le nom de "North America Leather Industries Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12638-59)

Northern Homes and Trailers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Adrien-E. Daigle, commerçant, Bernard Côté, avocat, tous deux de Sept-Iles, et Louis-E. Daigle, conducteur C.N.R., d'Edmunston, N.B., pour les objets suivants:

Erection et vente de maisons de toutes catégories, préfabriquées ou non, et commerce et installation de roulottes, sous le nom de "Northern Homes and Trailers Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13271-59)

Ortona Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1959, constituant en corporation: Boris Garmaise, Cyril Edgar Schwisberg, Irwin S. Brodie, avocats, Honoria Sharpe, veuve, secrétaire, et Frank Kishner, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Ortona Investment Corp.", avec un capital total de \$600,000, divisé en 150,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 45,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12876-59)

Packaging Laboratories and Designing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Godfroy Marin, de Pointe-Claire, Melvin Leonard Rothman, de Westmount, Boris Berbrier, de Montréal, tous trois avocats, Dorothea Calver

To carry on the business of manufacturers, exporters, importers, jobbers, buyers and sellers, wholesale and retail, of leather and leather goods of all kinds and descriptions, textile fabrics and all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "North America Leather Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12638-59)

Northern Homes and Trailers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Adrien-E. Daigle, dealer, Bernard Côté, advocate, both of Sept-Iles, and Louis-E. Daigle, C.N.R. conductor, of Edmunston, N.B., for the following purposes:

To erect and sell houses of all categories, prefabricated or not, and carry on the business of equipping trailers, under the name of "Northern Homes and Trailers Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13271-59)

Ortona Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1959, incorporating: Boris Garmaise, Cyril Edgar Schwisberg, Irwin S. Brodie, attorneys, Honoria Sharpe, widow, secretary, and Frank Kishner, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ortona Investment Corp.", with a total capital stock of \$600,000, divided into 150,000 common shares of a par value of \$1 each and 45,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12876-59)

Packaging Laboratories and Designing Ltd.

Notice is hereby given under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Godfroy Marin, of Pointe-Claire, Melvin Leonard Rothman, of Westmount, Boris Berbrier, of Montreal, all three advocates, Dorothea Calver and Sylvia

et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, toutes deux de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger des recherches et vérifications dans le but d'inventer, dessiner, tracer, acheter et faire le commerce de méthodes, formules, dessins, patentes et articles brevetés, matériaux ou machines et appareils de toutes sortes et descriptions en ce qui se rapporte au commerce d'emballage, sous le nom de "Packaging Laboratories and Designing Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12952-59)

Palder Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack et Arthur Shulman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains immeubles et construction, sous le nom de "Palder Construction Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1440 rue Tower, chambre 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13080-59)

Paradise Island Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: Leon Scheres, agent d'immeubles, Jack Greenstein, avocat, et Netty Mol, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Paradise Island Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 90 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12481-59)

Parsons & Engelsman Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Vineberg, secretaries, spinsters, both of Montreal, for the following purposes:

To conduct research and testing, to devise, design, plan, purchase and deal in methods, designs, formulae, patents, patented articles, materials, or machines and apparatus of every kind and description connected with the packaging business, under the name of "Packaging Laboratories and Designing Ltd.", with a total stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12952-59)

Palder Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack and Arthur Shulman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate and construction company, under the name of "Palder Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1440 Tower Street, Room 102, Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13080-59)

Paradise Island Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: Leon Scheres, realtor, Jack Greenstein, advocate, and Netty Mol, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Paradise Island Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 90 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12481-59)

Parsons & Engelsman Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1959, constituant en corporation: John Everett Todd, notaire, de Westmount, Leonard Charles Bull, gérant de bureau, et Robert Reynolds, comptable, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles en général, amélioration et construction, sous le nom de "Parsons & Engelsman Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions avec une valeur nominale ou au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13267-59)

Patron Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Godfroy Marin, avocat, de Pointe-Claire, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire, et développer des propriétés immobilières et immeubles à des fins de placements, et agir comme bailleurs et administrateurs en ce qui se rapporte à ceux, sous le nom de "Patron Investments Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12623-58)

Paul Besner Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1959, constituant en corporation: Alban Ouellette, avocat, Fernand Bélanger et Lucien St-Onge, comptables, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, distribuer, à titre d'agent de Dow Brewery Ltd. ou de toute autre brasserie, de la bière aux détenteurs de permis de la Commission des Liqueurs de Québec, sous le nom de "Paul Besner Incorporée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, comté Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 11468-59)

Pêche et Pisciculture de Saint-Irénée Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1959, incorporating: John Everett Todd, notary, of Westmount, Leonard Charles Bull, office manager, and Robert Reynolds, accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate, improvement and construction business, under the name of "Parsons & Engelsman Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares with a nominal or par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13267-59)

Patron Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, incorporating: Godfroy Marin, advocate, of Pointe-Claire, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immoveable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Patron Investments Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12623-58)

Paul Besner Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1959, incorporating: Alban Ouellette, advocate, Fernand Bélanger and Lucien St-Onge, accountants, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, distribute, as agents of the Dow Brewery Ltd. or of any other brewery, beer to holders of permits from the Quebec Liquor Commission of Quebec, under the name of "Paul Besner Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and into 20,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Dorion, county of Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
54369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11468-59)

Pêche et Pisciculture de Saint-Irénée Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1959, constituant en corporation: Joseph-Didier Gauthier, industriel, Napoléon-Paul Trudel et Jean-Philippe Trudel, contre-maîtres, tous de Saint-Irénée, pour les objets suivants:

Exploitation pour fins commerciales d'un lac et d'une pisciculture, ainsi que d'une hôtellerie, sous le nom de "Pêche et Pisciculture de Saint-Irénée Inc.", avec un capital total de \$99,900, divisé en 999 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Irénée, comté de Charlevoix, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13715-59)

Perreault & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juillet 1959, constituant en corporation: Vincent Spain, commerçant, Mme Dolorès Spain Perreault, veuve, ménagère, tous deux de La Tuque, et Henri Chassé, notaire, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres et faire tous les ouvrages et choses se rapportant aux funérailles et enterrements, sous le nom de "Perreault & Fils Inc.", avec un capital total de \$125,000, divisé en 750 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13443-59)

Pierrefonds Cartage and Trucking Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1959, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Clifford George Meek, de Montréal, et Guy Ambrose Miller, de St-Bruno, tous deux teneurs de livres, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport et d'entrepôt, sous le nom de "Pierrefonds Cartage and Trucking Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 90 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 12983-59)

Pomar Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1959, incorporating: Joseph-Didier Gauthier, industrialist, Napoléon-Paul Trudel and Jean-Philippe Trudel, foremen, all of Saint-Irénée, for the following purposes:

Exploitation of a lake for commercial purposes and fish-breeding, as well as the operation of a hotel, under the name of "Pêche et Pisciculture de Saint-Irénée Inc.", with a total capital stock of \$99,900, divided into 999 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Irénée, county of Charlevoix, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13715-59)

Perreault & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1959, incorporating: Vincent Spain, dealer, Mrs. Dolorès Spain Perreault, widow, housekeeper, both of La Tuque, and Henri Chassé, notary, of Québec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of undertakers and carry out all the operations and things pertaining to funerals and burials, under the name of "Perreault & Fils Inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 750 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Tuque, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13443-59)

Pierrefonds Cartage and Trucking Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1959, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, Clifford George Meek, of Montreal, and Guy Ambrose Miller, of St-Bruno, both bookkeepers, for the following purposes:

To carry on business as a transportation and warehousing company under the name of "Pierrefonds Cartage and Trucking Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and into 90 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Pointe Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12983-59)

Pomar Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Pomar Investment Ltd.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51366 P. FRENETTE.

(P.G. 12968-59)

Preferred Homes Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1959, constituant en corporation: Issie Taras, fabricant, Philip Shrague Garonce et Hyman Laddie Schnaiberg, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Preferred Homes Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13266-59)

Ravenna Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Godfroy Marin, avocat, de Pointe-Claire, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire et développer des propriétés immobilières et immeubles à des fins de placements, et agir comme bailleurs et administrateurs en ce qui se rapporte à ceux, sous le nom de "Ravenna Investments Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13323-59)

Rex Ville Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Pomar Investment Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12968-59)

Preferred Homes Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1959, incorporating: Issie Taras, manufacturer, Philip Shrague Garonce and Hyman Laddie Schnaiberg, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Preferred Homes Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13266-59)

Ravenna Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, incorporating: Godfroy Marin, advocate, of Pointe-Claire, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immovable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Ravenna Investments Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13323-59)

Rex Ville Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day

du premier juin 1959, constituant en corporation: Jack Zlatis, Joe Cossever, Hyman Koch, fourreurs, Allan L. Wagner, vendeur, et Mike Fleisman, marchand, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Rex Ville Development Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 90 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 919, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12612-59)

Saint-John's Paving Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1959, constituant en corporation: Bruno Côté, industriel, André Bessette, manouvrier, et Irène Charette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Bruno Côté, tous de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en travaux de pavage et en constructions de toutes sortes, sous le nom de "Saint-John's Paving Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13158-59)

Ste-Marie Steamship Line Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1959, constituant en corporation: Laurent-P. Bolduc, avocat, Jacqueline Boivin et Albert Cloutier, secrétaires, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de navigation et acquérir et employer tous vaisseaux et navires nécessaires à cette fin, sous le nom de "Ste-Marie Steamship Line Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13413-59)

St. Philippe Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation:

of June, 1959, incorporating: Jack Zlatis, Joe Cossever, Hyman Koch, furriers, Allan L. Wagner, salesman, and Mike Fleisman, merchant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Rex Ville Development Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 90 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Room 919, 132 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12612-59)

Saint-John's Paving Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June 1959, incorporating: Bruno Côté, industrialist, André Bessette, day labourer, and Irène Charette, housewife, wife contractually separate as to property of the said Bruno Côté, all of Saint John, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors in paving and building operations of all kinds, under the name of "Saint-John's Paving Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Johns, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13158-59)

Ste-Marie Steamship Line Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1959 incorporating: Laurent-P. Bolduc, advocate, Jacqueline Boivin and Albert Cloutier, secretaries, all of Quebec, for the following purposes:

To operate a navigation company and to acquire and employ all ships and boats necessary for this purpose, under the name of "Ste-Marie Steamship Line Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13413-59)

St. Philippe Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Perry Meyer, Philip

Perry Meyer, Philip Meyerovitch, conseils en loi de la Reine, de Montréal, Hyman Solomon, de ville Mont-Royal, et Louis Feigenbaum, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "St. Philippe Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12632-59)

Sako Electrical Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1959, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, de Côte St-Luc, Sema Black, secrétaire, fille majeure, Irving L. Adessky et Moses Moscovitch, avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs électriciens et sous-entrepreneurs; exécuter toutes sortes d'installations électriques et réparations; faire le commerce d'appareils électriques, outillage et dispositifs de toute nature et description, sous le nom de "Sako Electrical Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13588-59)

Santoral Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en loi, de ville Mont-Royal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Clifford George Meek, de Montréal, et Guy Ambrose Miller, de St-Bruno, tous deux teneurs de livres, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, d'immeubles, construction et développement en général, sous le nom de "Santoral Development Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12600-59)

Saykaly Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Meyerovitch, Queen's Counsel, of Montreal, Hyman Solomon, of the town of Mount Royal, and Louis Feigenbaum, of St. Laurent, all attorneys, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "St. Philippe Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Côte Saint Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12632-59)

Sako Electrical Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1959, incorporating: Charles Brownstein, advocate, of Côte St. Luc, Sema Black, secretary, spinster of the full age of majority, Irving L. Adessky and Moses Moscovitch, advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electrical contractors and sub-contractors; to make all kinds of electrical installations and repairs; to deal in electrical appliances, equipment and apparatus of every nature and description, under the name of "Sako Electrical Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preference shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13588-59)

Santoral Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, Clifford George Meek, of Montreal, and Guy Ambrose Miller, of St. Bruno, both bookkeepers, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate, construction and general development company, under the name of "Santoral Development Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12600-59)

Saykaly Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation: Joseph Helal, Royal Werry, conseils en Loi de la Reine, et Samuel Berger, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

En général, faire toutes choses et exercer, gérer les activités d'une compagnie de placements, sous le nom de "Saykaly Realities Ltd.", avec un capital total de \$300,000, divisé en 2,930 actions privilégiées, catégorie "A", de \$100 chacune, 5,000 actions privilégiées, catégorie "B", de \$1 chacune et 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12700-59)

Seaford Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Harry L. Aronovitch, de la ville Côte St-Luc, Samuel Chait, Maxwell Shenker et Nahum Gelber, tous trois de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, assembler et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, textiles, verre et sous-produits d'iceux, sous le nom de "Seaford Corporation", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 1612, 1255 rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12609-59)

Service Unic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Tremblay, industriel, de Saguenayville, Marcel Tremblay, employé de bureau et Jeannette Hébert Tremblay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Tremblay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du buandiers, nettoyeurs et teinturiers, sous le nom de "Service Unic Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 91, boulevard Saint-Jean-Baptiste, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau de Procureur général, le dix-huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Joseph Helal, Royal Werry, Queen's Counsels, and Samuel Berger, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To generally do all things to carry and manage the operations of an investment company, under the name of "Saykaly Realities Ltd.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 2,930 Class "A" preferred shares of \$100 each, 5,000 Class "B" preferred shares of \$1 each and 2,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12700-59)

Seaford Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1959, incorporating: Harry L. Aronovitch, of the town of Côte St. Luc, Samuel Chait, Maxwell Shenker and Nahum Gelber, all three of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, assemble and deal in all kinds of products, articles and merchandise, made in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, textiles, glass and by-products of same, under the name of "Seaford Corporation", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 4,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Suite 1612, 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12609-59)

Service Unic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June 1959, incorporating: Jean-Paul Tremblay, industrialist, of Saguenayville, Marcel Tremblay, office employee, and Jeannette Hébert Tremblay, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Tremblay, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of laundrymen, cleaners and dyers, under the name of "Service Unic Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 91 Saint Jean-Baptiste Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13007-59)

Sheffield Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1959, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Stanley Taviss, et William Levitt, tous deux de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Effectuer des placements et détenir des terrains et immeubles, sous le nom de "Sheffield Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13221-59)

Simon Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1959, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, de St-Laurent, Jean-Paul Fortin, avocat, et Marcelle Roy, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Simon Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes et en 3,000 actions privilégiées toutes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1598, rue Bleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 12839-59)

Siniarski Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Michael Drazner, Harold Gossack, avocats, et Abe Golden, enquêteur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, effectuer des placements, se procurer construire, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échanger, transformer, réparer, améliorer, hypothéquer, nantir, ou autrement disposer de terrains, constructions et autres propriétés immobilières, sous le nom de "Siniarski Investments Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13007-59)

Sheffield Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1959, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Stanley Taviss and William Levitt, both of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To invest in and hold land and real estate, under the name of "Sheffield Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13221-59)

Simon Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1959, incorporating: Paul Lemieux, advocate, of St. Laurent, Jean-Paul Fortin, advocate, and Marcelle Roy, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Simon Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares and 3,000 preferred shares, all of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1598 Fleury Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12839-59)

Siniarski Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Michael Drazner, Harold Gossack, advocates, and Abe Golden, investigator, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, invest in, purchase, build, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange, alter, repair, improve, mortgage, hypothecate, pledge or otherwise dispose of lands, buildings and other immoveable properties, under the name of "Siniarski Investments Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13616-59)

Skyline Hotels (Montreal) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1959, constituant en corporation: Frank I. Ritchie, fils, avocat et conseil en Loi de la Reine, Achille Raymond, comptable, tous deux de Montréal, et Maurice Martel, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de tout statut ou règlement passé en vertu d'icelles ou en foi de, exercer le commerce d'hôtel, auberge, restaurant, cafés, tavernes, brasserie, salle de rafraîchissements, et propriétés de pension de famille, pourvoyeurs licenciés de provisions, de vins, bière et tabacs, et aussi en général, fournir des distractions au public, sous le nom de "Skyline Hotels (Montreal) Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13616-59)

Skyline Hotels (Montreal) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1959, incorporating: Frank I. Ritchie Jr., advocate and Queen's Counsel, Achille Raymond, accountant, both of Montreal, and Maurice Martel, advocate, of Outremont, for the following purposes:

Subject to the provisions of any statute or regulations passed thereunder in that behalf, to carry on the business of hotel, inn, restaurant, café, tavern, beer house, refreshment room and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and tobacco purveyors, and caterers for public amusements generally, under the name of "Skyline Hotels (Montreal) Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 900 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13456-59)

Southland Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Arthur F. Garmaise, avocat, John McDougall, Monique Ducharme, secrétaires, tous trois de Montréal, et Mary Watt, secrétaire, de Verdun, pour les objets suivants:

Conduire, exercer et entreprendre de toute façon ou manière que ce soit et dans toutes leurs spécialités respectives, les commerce, négoce et activités et constructeurs généraux, entrepreneurs et développeurs, sous le nom de "Southland Realty Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 601, 159 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13456-59)

Southland Realty Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Arthur F. Garmaise, attorney, John McDougall, Monique Ducharme, secretaries, all three of Montreal, and Mary Watt, secretary, of Verdun, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in, in any way or manner whatsoever and in any and all their respective branches the businesses, trades and activities of general builders, contractors and developers, under the name of "Southland Realty Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Suite 601, 159 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12982-59)

Stadia Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss, William Levitt, tous trois de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Stadia Investment Ltd.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 12982-59)

Stadia Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss, William Levitt, all three of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Stadia Investment Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13110-59)

Steel & Concrete Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1959, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, de Montréal, Jean Gagnon, de Pierrefonds, et Claude Guérin, de Laval-sur-le-Lac, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, ainsi que le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Steel & Concrete Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13236-59)

Style Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1959, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack et Arthur Shulman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de courtiers en immeubles et agents à commission, sous le nom de "Style Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 253 "Sheraton Drive", Montréal-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12966-59)

Summerhaven Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1959, constituant en corporation: Issie Taras, fabricant, Philip Shrague Garonce et Hyman Laddie Schnaiberg, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et activités de constructeurs généraux et entrepreneurs, sous le nom de "Summerhaven Construction Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13110-59)

Steel & Concrete Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1959, incorporating: Reginald D. Tormey, of Montreal, Jean Gagnon, of Pierrefonds, and Claude Guérin, of Laval-sur-le-Lac, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors as well as a business dealing in building materials, under the name of "Steel & Concrete Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13236-59)

Style Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack and Arthur Shulman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as real estate brokers and omission agents, under the name of "Style Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 253 Sheraton Drive, Montreal West, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12966-59)

Summerhaven Construction Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1959, incorporating: Issie Taras, manufacturer, Philip Shrague Garonce and Hyman Laddie Schnaiberg, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and activities of general builders and contractors, under the name of "Summerhaven Construction Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13355-59)

Sun Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1959, constituant en corporation: Roger Beaulieu, Eugène Jurisic, tous deux avocats, de Montréal, et Rita Savaria Boivin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Benoît Boivin, de Fabreville, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de contrôle, de gestion et d'investissement, sous le nom de "Sun Holding Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13355-59)

Sun Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1959, incorporating: Roger Beaulieu, Eugène Jurisic, both advocates, of Montreal, and Rita Savaria Boivin, secretary, wife contractually separate as to property of Benoît Boivin, of Fabreville, for the following purposes:

To carry out the operations of a management, holding and investment company, under the name of "Sun Holding Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13003-59)

Sunnybank Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1959, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, tous trois de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Effectuer des placements, et détenir des terrains et immeubles, sous le nom de "Sunnybank Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13003-59)

Sunnybank Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1959, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all three of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To invest in and hold land and real estate, under the name of "Sunnybank Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13713-59)

Taverne Sabourin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1959, constituant en corporation: Camille Benoît, comptable agréé, Micheline Corbeil, avocate, célibataire, tous deux de Montréal, et Henri-Paul Lemay, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la loi concernant ces matières, exercer le commerce de tavernier et de restaurateur, sous le nom de "Taverne Sabourin Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 9,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4108, boulevard Gouin, est, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13713-59)

Taverne Sabourin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1959, incorporating: Camille Benoît, chartered accountant, Micheline Corbeil, advocate, spinster, both of Montreal, and Henri-Paul Lemay, advocate, of Outremont, for the following purposes:

Subject to the provisions of the act respecting the following, carry on the business of tavern-keeper and restaurateur, under the name of "Taverne Sabourin Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 9,500 preferred shares of a par value of \$10 each and 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 4108 Gouin Boulevard, East, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13143-59)

Taxis Lucerne, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1959, constituant en corporation: Antonio Barbeau, Rosaire Curodeau, propriétaires de taxis, et J.-Émile Beauchamp, rentier, tous de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder ou louer des postes pour le stationnement ou remisage de taxis et autres voitures de louage, ainsi que pour la réception et la transmission des appels par téléphone ou autrement, sous le nom de "Taxis Lucerne, Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13143-59)

Taxis Lucerne, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1959, incorporating: Antonio Barbeau, Rosaire Curodeau, taxi owners, and J.-Émile Beauchamp, annuitant, all of Quebec, for the following purposes:

To acquire, possess or rent parking or storage stations for taxis and other rented carriages as well as for the reception and transmission of telephone calls, or other calls, under the name of "Taxis Lucerne, Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13281-59)

Technical Producers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1959, constituant en corporation: Christian Picoulas, agent d'immeubles, de Roxboro, Joseph Frankel, restaurateur, et Gaston Éthier, marchand, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais, et les négocier, et exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de "Technical Producers Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13281-59)

Technical Producers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May 1959, incorporating: Christian Picoulas, realtor, of Roxboro, Joseph Frankel, Restaurateur, and Gaston Éthier, merchant, both of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and to deal with same; to carry on the business of a holding company, under the name of "Technical Producers Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13436-59)

Terreland Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1959, constituant en corporation: Pierre Choquette, avocat, Isabelle Embregts, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, et Jeanne Dionne, secrétaire, fille majeure, de Sillery, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Terreland Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 13436-59)

Terreland Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1959, incorporating: Pierre Choquette, advocate, Isabelle Embregts, secretary, spinster of full age, both of Quebec, and Jeanne Dionne, secretary, spinster of full age, of Sillery, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and building, under the name of "Terreland Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12957-59)

Tex-Dye Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1959, constituant en corporation: David Lack, Avrum Cohen, tous deux avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à teindre, finir, nettoyer et traiter les textiles, bas, articles vestimentaires et tous autres produits et marchandises de nature semblable ou connexe, sous le nom de "Tex-Dye Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13442-59)

The Glen-Dorion Golf and Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1959, constituant en corporation: Pierre Choquette, avocat, Isabelle Embregts, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, et Jeanne Dionne, secrétaire, fille majeure, de Sillery, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif et promouvoir en particulier le sport du golf, du tennis, du badminton, du curling et de la natation, sous le nom de "The Glen-Dorion Golf and Country Club Inc.", avec un capital total de \$775,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$1,250 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13441-59)

The Glen-Dorion Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1959, constituant en corporation: Pierre Choquette, avocat, Isabelle Embregts, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, et Jeanne Dionne, secrétaire, fille majeure, de Sillery, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif et promouvoir en particulier le sport du golf, du tennis, du badminton, du curling et de la natation, sous le nom de "The Glen-Dorion Golf Club Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(A.G. 12957-59)

Tex-Dye Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1959, incorporating: David Lack, Avrum Cohen, both advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dyeing, finishing, cleaning and processing textiles, hosiery, wearing apparel and all other goods and products of similar or allied nature, under the name of "Tex-Dye Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and 450 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13442-59)

The Glen-Dorion Golf and Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1959, incorporating: Pierre Choquette, advocate, Isabelle Embregts, secretary, spinster, both of Quebec, and Jeanne Dionne, secretary, spinster, of Sillery, for the following purposes:

To form and manage a sporting club and encourage more particularly the sports of golf, tennis, badminton, curling and swimming, under the name of "The Glen-Dorion Golf and Country Club Inc.", with a total capital stock of \$775,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$1,250 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13441-59)

The Glen-Dorion Golf Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1959, incorporating: Pierre Choquette, advocate, Isabelle Embregts, secretary, both of Quebec, and Jeanne Dionne, secretary, spinster of full age, of Sillery, for the following purposes:

To form and direct a sports club and to especially promote golf, tennis, badminton, curling and swimming, under the name of "The Glen-Dorion Golf Club Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13246-59)

Towne Bakeries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1959, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, Lewis Batshaw, étudiant, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs et fabricant de biscuits, sous le nom de "Towne Bakeries Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51369

P. FRENETTE.

(P.G. 13085-59)

Trans-Atlantic Industrial Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Trans-Atlantic Industrial Centre Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51369

P. FRENETTE.

(P.G. 12763-59)

Valentine & Son Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Antony Valentine, Jacques Valentine et Stieger Erwin, tous charpentiers, de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de "Valentine & Son Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 210 chemin St-Charles, Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51369

P. FRENETTE.

(A.G. 13246-59)

Towne Bakeries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1959, incorporating: Harry Blank, advocate, Lewis Batshaw, student, and Rhoda Cohen, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Towne Bakeries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1959.

P. FRENETTE.

51369-o

Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13085-59)

Trans-Atlantic Industrial Centre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Trans-Atlantic Industrial Centre Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE.

51369-o

Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12763-59)

Valentine & Son Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1959, incorporating: Anthony Valentine, Jacques Valentine and Stieger Erwin, all carpenters, of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, for the following purposes:

To manufacture and to trade all and any kind of doors, windows and other openings, under the name of "Valentine & Son Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 210 St. Charles Road, Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, county of Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE.

51369-o

Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13088-59)

**Vallée Interiors Inc.
Intérieurs Vallée Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Morton Bell, Arthur I. Bronstein et William I. Miller, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés et exercer dans toutes ses spécialités, le commerce de décorateurs intérieurs, sous le nom de "Vallée Interiors Inc.—Intérieurs Vallée Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3940 rue Cool, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13088-59)

**Vallée Interiors Inc.
Intérieurs Vallée Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Morton Bell, Arthur I. Bronstein and William I. Miller, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties and to carry on in all its branches the business of interior decorators, under the name of "Vallée Interiors Inc.—Intérieurs Vallée Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 3940 Cool Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13153-59)

Valleyfield Motors Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1959, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, André Levesque et Jules Bernatchez, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Négocier et faire le commerce de véhicules-moteurs, camions, pièces de moteurs, aéronefs, moteurs d'iceux, bateaux motorisés, appareils de radio, réfrigérateurs, bicyclettes, motocyclettes et accessoires, sous le nom de "Valleyfield Motor Sales Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13153-59)

Valleyfield Motors Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1959, incorporating: Sydney Lazarovitz, André Levesque and Jules Bernatchez, all lawyers, of Quebec, for the following purposes:

To trade and deal in motor cars, motor trucks, motor parts, aircraft, aircraft motors, motor boats, radios, refrigerators, bicycles, motorcycles and accessories, under the name of "Valleyfield Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12001-59)

Vienna Meat Market & Delicatessen Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1959, constituant en corporation: Martin Spataru, boucher détaillant, Kathe Spataru, geb. Winkler, ménagère, épouse dudit Martin Spataru, mariée en vertu de la Loi d'Autriche, tous deux de Montréal, et Marvin Shiller, comptable agréé, de St-Martin, pour les objets suivants:

Faire le commerce, acheter ou autrement vendre ou négocier des viandes, produits alimentaires, confiserie, produits laitiers et articles d'épicerie et acquérir des terrains et constructions à des fins de négoce ou placements, sous le nom de "Vienna Meat Market & Delicatessen Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires et 200 actions privilégiées, toutes de \$100 chacune.

(A.G. 12001-59)

Vienna Meat Market & Delicatessen Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1959, incorporating: Martin Spataru retail butcher, Kathe Spataru, geb. Winkler, housewife, wife of the said Martin Spataru, married under the law of Austria, both of Montreal, and Marvin Shiller, chartered accountant, of St. Martin, for the following purposes:

To deal, purchase and sell or trade otherwise in meats, foodstuffs, confectionary, dairy and grocery articles and to acquire land and buildings for trading or investment purposes, under the name of "Vienna Meat Market & Delicatessen Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares and 200 preferred shares all of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 759 ouest, rue Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 12492-59)

Western Homes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Fernand Larose, notaire, Bernard Larose, acteuaire, et Roger Lefebvre, vendeur, tous de Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Western Homes Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 66, rue Notre-Dame, Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 12289-59)

Westmount High Old Boys' Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1959, constituant en corporation sans capital-actions: William McCrudden, ingénieur des ventes, John R. Waterston, ingénieur, John E. Todd, notaire, John J. Pepper, avocat, tous quatre de Westmount, Alex Jennings, associé, de Hampstead, François Mercier, de Ville Mont-Royal, Roland Durand, George A. Bey, tous deux de Montréal, Jacques Leduc, d'Outremont, tous quatre avocats, Jocelyne Legault, Dagmar Gebhardt, Hélène Latour, Louise Coquerault, toutes les quatre de Montréal, Ann Meredith, de St-Lambert, Berthe Rondeau, de St-Vincent-de-Paul et Luce Lefebvre, de Longueuil, toutes les sept secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts de "Westmount High School" et préserver, continuer les associations et traditions de "Westmount High School", autrefois connue comme étant "Westmount Academy" et comme "Côte St. Antoine School", sous le nom de "Westmount High Old Boys' Association Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à 10 Academy Road, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at 759 Jean Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12492-59)

Western Homes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Fernand Larose, notary, Bernard Larose, actuary, and Roger Lefebvre, salesman, all of Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Western Homes Ltd.", with a total capital of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 66 Notre-Dame Street, Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12289-59)

Westmount High Old Boys' Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: William McCrudden, sales engineer, John R. Waterston, engineer, John E. Todd, notary John J. Pepper, advocate, all four of Westmount, Alex Jennings, partner, of Hampstead, François Mercier, of the town of Mount Royal, Roland Durand, George A. Bey, both of Montréal, Jacques Leduc, of Outremont, all four advocates, Jocelyne Legault, Dagmar Gebhardt, Hélène Latour, Louise Coquerault, all four of Montréal, Ann Meredith, of St. Lambert, Berthe Rondeau, of St. Vincent-de-Paul, and Luce Lefebvre, of Longueuil, all seven secretaries, spinsters, for the following purposes:

To promote the interests of "Westmount High School" and to preserve and perpetuate the associations and traditions of "Westmount High School", formerly known as "Westmount Academy", formerly known as "Côte St. Antoine School", under the name of "Westmount High Old Boys' Association Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at 10 Academy Road, Westmount, judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13154-59)

Wonder Delicatessen & Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1959, constituant en corporation: Ester Adler, gérante, épouse séparée de biens de Moses Adler, Shirley Simon et Claude Morin, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs et propriétaires et gérants de restaurants, cafés, salles de lunch et à dîner, sous le nom de "Wonder Delicatessen & Restaurant Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 13154-59)

Wonder Delicatessen & Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1959, incorporating: Ester Adler, manager, wife separate as to property of Moses Adler, Shirley Simon and Claude Morin, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs and owners and operators of restaurants, cafés, lunch rooms and dining rooms, under the name of "Wonder Delicatessen & Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 5,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12786-59)

**Yuma Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1959, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, David Henry Holland, avocat, tous deux de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, John Lawrence McCrory, tous deux commis en loi, Clifford George Meek, teneur de livres, tous trois de Montréal, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, de Verdun, et James Harold Stafford, commis, de Beloeil, (Station), pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais, et les négocier, sous le nom de "Yuma Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(A.G. 12786-59)

**Yuma Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1959, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, David Henry Holland, advocate, both of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, John Lawrence McCrory, both law clerks, Clifford George Meek, bookkeeper, all three of Montreal, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, of Verdun, and James Harold Stafford, clerk, of Beloeil, (Station), for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Yuma Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13360-59)

Yvan Latouche Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Yvan Latouche, entrepreneur, de Sillery, Joseph-P.-A. Gravel, conseil en loi de la Reine, et François de B. Gravel, avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le

(A.G. 13360-59)

Yvan Latouche Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Yvan Latouche, contractor, of Sillery, Joseph-P.-A. Gravel, Queen's Counsel, and François de B. Gravel, advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Yvan

nom de "Yvan Latouche Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369-o P. FRENETTE.

(P.G. 13005-59)

Zigmund Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1959, constituant en corporation: Mary Baron White, ménagère, épouse séparée de biens de Maurice White, et autorisée par ce dernier, Bessie Finegold Greenberg, ménagère, épouse séparée de biens de Zalman Greenberg et autorisée par ce dernier, Leah Baron Kogan, ménagère, épouse séparée de biens d'Isidore Kogan, et autorisée par ce dernier, Isidore Yasin, restaurateur, et Regina Blachman Fajertag, ménagère, épouse séparée de biens de Sam Fajertag, et autorisée par ce dernier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Zigmund Investment Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5 actions ordinaires de \$100 chacune, 20 actions privilégiées, catégorie "A", de \$100 chacune et 25 actions privilégiées, catégorie "B", de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

(P.G. 13269-59)

231 Verchères Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Léo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "231 Verchères Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et 700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51369 P. FRENETTE.

CORRECTION

Duran Investments Inc.

Dans le titre de l'avis de lettres patentes publiées dans le numéro 10 de la *Gazette officielle de Québec* du 7 mars 1959, à la page 1062, veuillez lire: "Duran Investments Inc.", au lieu de "Durand Investments Ltd."

51369-o

Latouche Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51369 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13005-59)

Zigmund Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May 1959, incorporating: Mary Baron White, housewife, wife separate as to property of Maurice White, and authorized by him, Bessie Finegold Greenberg, housewife, wife separate as to property of Zalman Greenberg, and authorized by him, Leah Baron Kogan, housewife, wife separate as to property of Isidore Kogan, and authorized by him, Isidore Yasin, restaurateur, and Regina Blachman Fajertag, housewife, wife separate as to property of Sam Fajertag, and authorized by him, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Zigmund Investment Corp.", with a total capital stock of \$5,000 divided into 5 common shares of \$100 each, 20 Class "A" preferred shares of \$100 each and 25 Class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13269-59)

231 Verchères Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, incorporating: Léo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "231 Verchères Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51369-o Acting Deputy Attorney General.

CORRECTION

Duran Investments Inc.

In the title of letters patent published in number 10 of the *Quebec Official Gazette* of March 7, 1959, on page 1062, kindly read: "Duran Investments Inc." instead of "Durand Investments Ltd."

51369

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal,
Cour supérieure, N° 483177. Dame Jolan
Erdei, épouse commune en biens de Steve
Nikoriak, tous deux de la cité de Montréal, a
institué une action en séparation de biens contre
sondit mari.

Le Procureur de la demanderesse,
J. R. BOGANTE, C.R.

10 est, rue St-Jacques,
UN 1-6116

51393

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 483177. Dame Jolan
Erdei, wife common as to property of Steve
Nikoriak, both of the City of Montreal, has
instituted an action in separation as to property
from her said husband.

J. R. BOGANTE, Q.C.,
Attorney for the plaintiff.

10, St. James East,
UN 1-6116

51393-o

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 839
Section "A"

Québec, le 27 août 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif
aux métiers de l'imprimerie dans la région de
Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure
prévue à l'article 8 de la Loi de la convention
collective (Statuts refondus de Québec 1941,
chapitre 163 et amendements), le Ministre du
Travail a donné avis de son intention de sou-
mettre à l'appréciation et à la décision du
Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modi-
fications au décret numéro 3088 du 7 août 1946
et amendements, relatif aux métiers de l'im-
primerie dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE lesdits avis ont été publiés
dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des
29 novembre et 3 décembre 1958;

ATTENDU QUE les objections formulées ont
été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la
proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3088, soit modifié
comme suit:

1° Le sous-paragraphe "l" du paragraphe 2
de l'article I est remplacé par le suivant:

"l) Le présent décret ne s'applique pas aux
établissements qui, avant le 1er novembre 1958,
publiaient ou imprimaient un ou des journaux
hebdomadaires dans toute la juridiction terri-
toriale, sauf dans l'île de Montréal et dans un
rayon de dix (10) milles de ladite île."

2° Le sous-paragraphe suivant est ajouté au
paragraphe 2 de l'article I:

"m) Le présent décret ne s'applique pas aux
établissements des zones II et III dont la pro-
duction principale consiste en papeterie scolaire,
à l'exception des manuels scolaires."

3° Les articles XIX et XXIV sont remplacés
par les suivants:

"XIX. Taux minima de salaires:

a) Atelier de composition — Composing room:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 839
Section "A"

Quebec, August 27, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating
to the printing trades in the region of Mont-
real.

WHEREAS, pursuant to the procedure es-
tablished under section 8 of the Collective
Agreement Act (Revised Statutes of Quebec
1941, chapter 163 and amendments), the Minis-
ter of Labour has given notice of his intention
to submit to the consideration and decision of
the Lieutenant-Governor in Council certain
amendments to the decree number 3088 of
August 7, 1946 and amendments, relating to the
printing trades in the region of Montreal;

WHEREAS the said notices have been published
in the *Quebec Official Gazette*, issues of November
29 and December 3, 1958;

WHEREAS the objections set forth have been
duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recom-
mendation of the Honourable the Minister of
Labour:

THAT the said decree, number 3088, be
amended as follows:

1. The sub-paragraph "l" of paragraph 2 of
article I is replaced by the following:

"l) The present decree does not apply to the
establishments which, before November 1, 1958,
published or printed one or more weekly news-
papers in the entire territorial jurisdiction,
except in the Island of Montreal and a radius
of ten (10) miles from the said Island."

2. The following sub-paragraph is added to
paragraph 2 of article I:

"m) The present decree does not apply to the
establishments of zones II and III whose main
production consists in school stationery, except-
ing school text-books."

3. Articles XIX and XXIV are replaced by
the following:

"XIX. Minimum hourly wage rates:

Zones

I		II		III	
Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit
Day rates	Night rates	Day rates	Night rates	Day rates	Night rates
\$2.25	\$2.57	\$1.89	\$2.17	\$1.76	\$2.02
2.25	2.57	1.89	2.17	1.76	2.02

Compagnon typographe — Journeyman compositor..
Compagnon opérateur de clavier — Journeyman Key-
board operator.....

	Zones					
	I		II		III	
	Taux de jour Day rates	Taux de nuit Night rates	Taux de jour Day rates	Taux de nuit Night rates	Taux de jour Day rates	Taux de nuit Night rates
Correcteur d'épreuves — Proof reader: (employé précédemment comme compagnon typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves) — (who has been employed as journeyman compositor before being assigned to proof reading).....	\$2.25	\$2.57	\$1.89	\$2.17	\$1.76	\$2.02
Compagnon opérateur de fondeuse — Casterman: (doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier) — (must be capable of taking complete charge of castors and keyboards, but need not be keyboard operator).....	2.25	2.57	1.89	2.17	1.76	2.02
Aide sur fondeuse — Caster runner:						
1 ^{ère} année — 1st year:						
1 ^{er} semestre — 1st six months.....	0.71	0.82	0.62	0.71	0.59	0.68
2 ^e semestre — 2nd six months.....	0.74	0.85	0.63	0.72	0.60	0.69
2 ^e année — 2nd year:						
1 ^{er} semestre — 1st six months.....	0.77	0.89	0.67	0.77	0.65	0.75
2 ^e semestre — 2nd six months.....	0.80	0.92	0.69	0.80	0.66	0.76
3 ^e année — 3rd year:						
1 ^{er} semestre — 1st six months.....	0.95	1.09	0.86	0.99	0.85	0.98
2 ^e semestre — 2nd six months.....	1.06	1.22	0.93	1.07	0.90	1.04
Après 3 années révolues, les aides sur fondeuses sont rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs mais en aucun cas le salaire ne doit être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3 ^e année, 2 ^e semestre — Thereafter, caster runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year, 2nd six months apprentice.						
b) Atelier d'impression — Press room:						
i. Presses à plateau, presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiples plateaux; presses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats automatiques ou margées à la main — Platen presses; Card presses; Envelope presses; Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses; Platen presses with web attachment; Multiple platen presses; Poaten or other type presses used for hot or cold embossing; Multicopying machines of every size and description, automatic or hand fed:						
Compagnon pressier — Journeyman pressman..	1.95	2.24	1.60	1.84	1.52	1.75
Assistant-pressier — Assistant pressmen.....	1.88	2.16	1.51	1.74	1.48	1.70
Margeur — Feeder.....	1.50	1.73	1.29	1.48	1.22	1.40
ii. Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical — une couleur — tous formats — automatiques ou margées à la main. — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 inches in width; Machine for Power Printing, die embossing and die cutting in one continuous operation; Flat bet cylinder presses — one colour — all sizes — whether automatic or hand fed:						
Compagnon pressier — Journeyman pressman..	2.25	2.57	1.89	2.17	1.76	2.02
Assistant-pressier — Assistant pressman.....	1.95	2.24	1.60	1.84	1.52	1.75
Margeur — Feeder.....	1.63	1.87	1.35	1.55	1.29	1.48
iii. Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36 pouces et plus; presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; presses rotatives margeant papier à						

	Zones					
	I		II		III	
	Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit
	Day rates	Night rates	Day rates	Night rates	Day rates	Night rates
feuilles mobiles; presses rotatives à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur, presses à retiration — automatiques ou margées à la main — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over; "Tubular rotary presses" 16 page or any rotary press of same capacity; Rotary presses, sheet fed; Two-colour rotary presses; Two-colour flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; perfecting presses — whether automatic or hand fed:						
Compagnon-pressier — Journeyman pressman...	\$2.50	\$2.82	\$1.99	\$2.29	\$1.92	\$2.21
Assistant pressier — Assistant pressman.....	1.95	2.24	1.60	1.84	1.52	1.75
c) <i>Atelier de reliure et de finition — Bookbinding and finishing department:</i>						
Compagnon relieur — Journeyman bookbinder.....	2.25	2.57	1.89	2.17	1.76	2.02
Opérateur de — Operator on:						
Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; machines à régler (plumes ou disques) — Paper and cloth-cutting machines, when using straight or serrated knives; Ruling machines — Pen and/or Disk...	2.25	2.57	1.89	2.17	1.76	2.02
Opérateur de — Operator on:						
Machines à plier; machines à assembler automatiques, machines à couper le carton; machines rotatives à couper la toile, le papier ou le carton; machines à collationner automatiques, rotatives ou margées à la main; machines à biseauter le carton ou le cuir; machines à faire les couvertures; machines à endosser; machines à frapper et à gaufrer; machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machines); machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; machines à arrondir; machines à coller de plus de 24 pouces de largeur — Folding machines; Automatic gathering machines; Shaer-board cutters; Rotary linen, paper or board cutters; Collators — rotary, automatic or hand fed; Board or leather bevelling machines; Case-making machines; Back-lining machines; Casing-in machines (not more than two helpers per machine); Backing machines; Stamping machines — automatic or hand; Power machines, as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width.....	2.25	2.57	1.89	2.17	1.76	2.02
Opérateur sur — Operator on:						
Rogneuses jusqu'à 25 pouces — Paper trimmers and choppers, up to 25 inches.....	1.51	1.75	1.25	1.44	1.20	1.38
Main d'œuvre féminine — Female help:						
Fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là — opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin. — Femal employees, and males when replacing females — hand operations of every description considered as women's work.....	1.14	1.31	0.95	1.09	0.89	1.02
Margeuse — Feeding:						
Machines à régler; machines à estamper; machines à plier. — Ruling machines; Folding machines; Stamping machines.....	1.14	1.31	0.95	1.09	0.89	1.02
Opératrice — Operating:						
Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à numérotter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployés; machines à poser les feuillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur. — Punching machines; Stit-						

	Zones					
	I		II		III	
	Taux de jour Day rates	Taux de nuit Night rates	Taux de jour Day rates	Taux de nuit Night rates	Taux de jour Day rates	Taux de nuit Night rates
ching machines; Sewing machines; Eyeletting machines; Numbering machines; Perforating machines; Gathering Tables; Round-cornering machines as used on bookcases, or covers Tinning machines; Pasting machines in size smaller than 24 inches in width.....	\$1.14	\$1.31	\$0.95	\$1.09	\$0.89	\$1.02
Apprentie (féminine) — Apprentice (female):						
Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariées. Toute personne ayant moins de 36 mois d'expérience est considérée comme apprentie.— The number of apprentices shall not exceed one third (1/3) of the total number of female employees. Any person having less than thirty-six (36) months experience at the trade shall be considered as an apprentice:						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months.....	0.62	0.71	0.58	0.67	0.54	0.62
2e semestre — 2nd six months.....	0.68	0.78	0.60	0.69	0.60	0.69
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months.....	0.76	0.87	0.71	0.82	0.67	0.77
2e semestre — 2nd six months.....	0.83	0.95	0.81	0.93	0.76	0.87
3e année — 3rd year:						
1er semestre — 1st six months.....	0.90	1.04	0.85	0.98	0.80	0.92
2e semestre — 2nd six months.....	0.96	1.10	0.91	1.05	0.84	0.97
d) i. Apprenti (Atelier de Composition, Réglage, Coupage, Reliure et Finition) — Apprentice (Composition, Ruling, Cutting, Bindery and Finishing Departments):						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months.....	0.71	0.82	0.62	0.71	0.59	0.68
2e semestre — 2nd six months.....	0.74	0.85	0.63	0.72	0.60	0.69
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months.....	0.77	0.89	0.67	0.77	0.65	0.75
2e semestre — 2nd six months.....	0.80	0.92	0.69	0.79	0.66	0.76
3e année — 3rd year:						
1er semestre — 1st six months.....	0.95	1.09	0.86	0.99	0.85	0.98
2e semestre — 2nd six months.....	1.06	1.22	0.93	1.07	0.90	1.04
4e année — 4th year:						
1er semestre — 1st six months.....	1.16	1.33	0.99	1.14	0.97	1.12
2e semestre — 2nd six months.....	1.30	1.50	1.11	1.28	1.08	1.24
5e année — 5th year:						
1er semestre — 1st six months.....	1.51	1.74	1.36	1.56	1.30	1.50
2e semestre — 2nd six months.....	1.67	1.92	1.40	1.61	1.34	1.54
6e année — 6th year:						
1er semestre — 1st six months.....	1.77	2.04	1.46	1.68	1.40	1.61
2e semestre — 2nd six months.....	1.88	2.16	1.58	1.82	1.51	1.74
ii. Atelier d'impression (toutes presses) — Press department (all presses):						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months.....	0.71	0.82	0.60	0.69	0.53	0.61
2e semestre — 2nd six months.....	0.85	0.98	0.72	0.83	0.65	0.75
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months.....	1.00	1.15	0.86	0.99	0.80	0.92
2e semestre — 2nd six months.....	1.17	1.35	0.97	1.12	0.90	1.04
3e année — 3rd year:						
1er semestre — 1st six months.....	1.32	1.52	1.11	1.28	1.03	1.18
2e semestre — 2nd six months.....	1.47	1.69	1.24	1.43	1.14	1.31
4e année — 4th year:						
1er semestre — 1st six months.....	1.63	1.87	1.38	1.59	1.28	1.47
2e semestre — 2nd six months.....	1.78	2.05	1.48	1.70	1.39	1.60
iii. Presse groupe B-i — Presses group B-i:						
5e année — 5th year.....	1.88	2.16	1.51	1.74	1.48	1.70
6e année — 6th year.....	1.89	2.17	1.52	1.75	1.49	1.71
7e année — 7th year.....	1.93	2.22	1.56	1.79	1.50	1.73
iv. Presses groupe B-ii et Groupe B-iii. — Presses group B-ii and group B-iii:						
5e année — 5th year.....	1.95	2.24	1.60	1.84	1.52	1.75
6e année — 6th year.....	2.06	2.37	1.72	1.98	1.60	1.84
7e année — 7th year.....	2.15	2.47	1.88	2.16	1.74	2.00

"XXIV. Taux minima de salaires:

"XXIV. Minimum hourly wage rates:

Zones					
I		II		III	
Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit
Day rates	Night rates	Day rates	Night rates	Day rates	Night rates

e) Aide inexpérimenté (masculin) — Helper
(Male) unskilled:

Tous départements — All departments:

1ère année — 1st year:

1er semestre — 1st six months..... \$0.71 \$0.82 \$0.62 \$0.71 \$0.59 \$0.68

Subséquent — Thereafter..... 0.85 0.98 0.76 0.87 0.73 0.84"

a) Département de la caméra — Camera department:

Opérateur de caméra employé exclusivement à la préparation de négatifs et/ou de positifs pour reproduction par machines à multicopier de format 14" x 20" ou moindre.— Camera operator who exclusively produces negatives and/or positives for reproduction by multicopying machines up to and including 14 x 20 inches.....

2.08 2.29 1.76 1.94 1.63 1.79

b) Département de la préparation des plaques.— Plate-making department:

i. Opérateur de châssis pneumatiques et de contacts négatifs employé exclusivement à la préparation de plaques pour reproduction par machines à multicopier de format 14" x 20" ou moindre.— Vacuum frame and contact-negative operator who exclusively produces plates for reproduction by multicopying machines up to and including 14 x 20 inches.....

2.08 2.29 1.76 1.94 1.63 1.79

ii. Opérateur de grainoir employé au grainage de plaques pour reproduction par machines à multicopier de format 14" x 20" ou moindre.— Plate grainers engaged on graining plates for reproduction by multicopying machines of a press size up to and including 14 x 20 inches....

1.97 2.17 1.66 1.83 1.53 1.68

c) Machines à multicopier.— Multicopying machine:

i. Opérateur de machine à multicopier de tout genre de format 12" x 19" ou moindre.— Operator on multicopying machine of any description of a press size less than 12 x 19 inches:

1ère année — 1st year:

1er semestre — 1st six months..... 0.84 0.92 0.72 0.79 0.65 0.72

2e semestre — 2nd six months..... 1.06 1.17 0.90 0.99 0.83 0.91

2e année — 2nd year:

1er semestre — 1st six months..... 1.28 1.41 1.08 1.19 1.00 1.10

2e semestre — 2nd six months..... 1.48 1.63 1.25 1.38 1.16 1.28

Subséquent — Thereafter..... 1.69 1.86 1.43 1.57 1.33 1.46

ii. Opérateur de machine à multicopier de tout genre de format de plus de 12" x 19" jusqu'à 14" x 20" inclusivement.— Operator on multicopying machine of any description of a press size over 12 x 19 inches up to and including 14 x 20 inches:

1ère année — 1st year:

1er semestre — 1st six months..... 0.90 0.99 0.77 0.85 0.70 0.77

2e semestre — 2nd six months..... 1.17 1.29 0.99 1.09 0.91 1.00

2e année — 2nd year:

1er semestre — 1st six months..... 1.44 1.58 1.21 1.33 1.13 1.24

2e semestre — 2nd six months..... 1.71 1.88 1.44 1.58 1.34 1.47

Subséquent — Thereafter..... 1.97 2.17 1.66 1.83 1.53 1.68

d) Apprentis — Apprentices:

Le taux minimum initial des apprentis débutants des départements de la Caméra ou de la préparation des plaques est de — For new employees engaged as apprentices in the Camera and/or the Plate-making Departments, the maximum starting rate is.....

1.11 1.22 0.94 1.03 0.87 0.96

Ce taux est augmenté à chaque six (6) mois à raison de 1/10e de la différence entre le taux initial de l'apprenti et le taux du compagnon du même métier que l'apprenti. — (Per hour) with an increase every six months of 1/10 of the difference between appropriate journeyman rate and the starting rate."

"Les augmentations accordées par le présent amendement ne sont obligatoirement ajoutées aux salaires déterminés par contrat individuel ou convention particulière que dans la mesure et la proportion où lesdits salaires sont inférieurs aux taux du présent décret."

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

51408-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 839
Section "B"

Québec, 27 août 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, rendu obligatoire par le décret numéro 141 du 8 février 1951 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 février 1959;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 141, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "a" et les sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe "b" de l'article II sont remplacés par les suivants:

"II. Jurisdiction: a) Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprend les districts judiciaires de Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, Bonaventure et les parties des districts des Trois-Rivières, de Saint-François et d'Arthabaska non assujetties au décret régissant l'industrie de l'imprimerie dans le district de Montréal.

Pour les fins d'application, cette juridiction est divisée en trois (3) zones comme suit:

Zone I: La cité de Québec et le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles.

Cependant, les salaires minima pour les imprimeries de la rive sud sont de 3% inférieurs à ceux établis pour la présente zone I.

Zone II: Les cités de Rivière-du-Loup et Thetford-Mines, les villes de Rimouski, Mont-Joli, Matane, Montmagny, Donnacona, St-Georges de Beauce Est et Ouest, Beauceville Est et Ouest et Ste-Marie de Beauce, la municipalité de St-Joseph de Beauce.

"Wage increases granted by the present amendment shall be obligatorily added to the wages determined by individual contracts or private agreements only insofar as, and to the extent of the difference between the above mentioned wages and the rates of the present decree, should the said wages be lower than the said rates."

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

51408-o

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 839
Section "B"

Quebec, August 27, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing industry in the region of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing industry in the region of Québec, rendered obligatory by the decree number 141 of February 8, 1951 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 7, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 141, be amended as follows:

1. Paragraph "a" and sub-paragraphs 1 and 2 of paragraph "b" of article II are replaced by the following:

"II. Jurisdiction: a) Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree comprises the judicial districts of Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, Bonaventure and those parts in the districts of Trois-Rivières, St. François and Arthabaska not covered to the decree governing the printing industry in the Montreal region.

For the purposes of enforcement of the decree, this jurisdiction is divided in three (3) zones as follows:

Zone I: The city of Québec and the territory comprised in a radius of fifteen (15) miles.

However, the minimum wages for printing establishments of the south shore shall be 3% less than those of the present zone I.

Zone II: The cities of Rivière-du-Loup and Thetford-Mines, the towns of Rimouski, Mont-Joli, Matane, Montmagny, Donnacona, St-Georges de Beauce, East and West, Beauceville, East and West and Ste-Marie-de-Beauce, the municipality of St-Joseph de Beauce.

Les salaires minima payables dans la présente zone sont de 10% inférieurs à ceux établis pour la zone I.

Zone III: Le reste de la juridiction territoriale.

Les salaires minima payables dans la présente zone sont de 15% inférieurs à ceux établis pour la zone I.

"b) *Jurisdiction professionnelle*: 1. Pour les fins d'application du décret, la juridiction professionnelle comprend toute personne employée à produire des imprimés ou travaux connexes, y compris les typographes, les linotypistes, les monotypistes, les fondeurs, les régleurs, les pressiers, les clicheurs, les relieurs, les finisseurs, les coupeurs, les photograpeurs, les lithograpeurs, les électrotypeurs, qu'ils soient employés dans un atelier spécialisé, dans une entreprise privée, industrielle, d'enseignement ou école d'apprentissage utilisant des presses ou travaux connexes, des presses "offset", à l'aniline, photolithographiques ou lithographiques, y compris les impressions "à la soie" et les photogravures, dans un atelier d'institution religieuse, dans une entreprise commerciale ou dans tout autre établissement, et soit que telle opérations constitue le commerce principal de telle entreprise, ou qu'elle soit secondaire à tout autre commerce ou moyen de subsistance. Le décret régit également les travaux exécutés sur des duplicateurs à stencils, genre miméographe, des multigraphes et au moyen de tout autre procédé de reproduction graphique, quand ces appareils sont utilisés pour des fins commerciales ou de subsistance.

Aucun atelier ne doit être subdivisé en entreprises distinctes ou indépendantes l'une de l'autre.

2. Pour les fins d'application du décret, les départements suivants sont considérés comme branches distinctes du métier:

i. Tous les divers départements des journaux quotidiens astreints au décret.

ii. Pour tout autre établissement: composition, y compris les fondeuses, presses, réglage, photogravure, électrotypie, lithographie, photo-litho, reliure et tout autre procédé de reproduction graphique."

2° A l'article III, les mots "Classe C" sont remplacés par les mots "Classe B" et les mots "Classe D" sont remplacés par les mots "Classe C".

3° Le paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"a) *Travail de jour*:

COMPAGNONS (OUVRIERS QUALIFIÉS)

Classe "A"	Taux horaires	
	1er janv. 1960	
Typographe, opérateur de claviers et fondeuses.....	\$1.95	\$2.01
Finisseur, doreur en reliure....	1.95	2.01
Clicheur.....	1.935	1.995
Pressier (offset — cylindres à caractère — presses automatiques et autres).....	1.925	1.985
Relieur et Régleur.....	1.885	1.945
Photogravure et Lithographie:		
Opérateur de caméra; retoucheur; opérateur de machine à projection; tireur d'épreuve; transporteur; opérateur de machine à composition; photo-mécanique; opérateur de chassis pneumatiques; préposé à l'assemblage de positif et négatif, à l'imposition et à la		

The minimum wages payable in the present zone shall be 10% less than those of zone I.

Zone III: The remainder of the territorial jurisdiction.

The minimum wages payable in the present zone shall be 15% less than those of zone I.

"b) *Professional jurisdiction*: 1. For the purposes of enforcement of the decree, the professional jurisdiction comprises all male and female persons engaged in the production of printed matters or to operations connected therewith, including typographers, linotypists, monotypists, caster runners, pressmen, stereotypers, bookbinders, finishers, cutters, photo-engravers, litho-engravers, electrotypers, whether they be employed in a trade plant, in a private or industrial establishment or in a school for learners or apprentices using typographic offset, aniline, photo-lithographic and lithographic presses, including silk impressions and photogravures, in a religious institution's shop, in a commercial or any other establishment and whether such operation constitutes the main trade of such establishment or an accessory to any other trade or means of subsistence. The decree also governs operations performed on stencil duplicators (mimeograph), multigraphers and by means of any other graphic reproduction process when such apparatus are used for commercial or subsistence purposes.

No establishment or shop may be subdivided into distinct or independant enterprises.

2. For the purposes of enforcement of the decree, the following departments are considered as distinct branches of the trade:

i. All departments of the daily newspapers subject to the decree:

ii. For any other establishment: composition, including casters, presses, ruling, photogravure, electrotyping, lithography, photo-litho, bookbinding and any other graphic reproduction process."

2. In article III, the words "Class C" are replaced by the words "Class B" and the words "Class D" are replaced by the words "Class C".

3. Paragraph "a" of article V is replaced by the following:

"a) *Day work*:

JOURNEYMEN (SKILLED WORKERS)

Class "A"	Hourly Rates	
	Jan. 1, 1960	
Compositor, keyboard operator and casterman.....	\$1.95	\$2.01
Bookbinding finisher, gilder....	1.95	2.01
Stereotyper.....	1.935	1.995
Pressman (offset — type cylinder — automatic and other presses).....	1.925	1.985
Bookbinder and ruler.....	1.885	1.945

Photo-engraving and lithography:
Camera operator; corrector; projector operator; proof maker; transfer man; photo-mechanical composing machine operator; vacuum frame

<i>Classe "A":</i>	<i>Taux horaires 1er janv. 1960</i>		<i>Class "A"</i>	<i>Hourly Rates Jan. 1, 1960</i>	
mise en page (layoutman); préposé au grainoir, etc.	\$1.885	\$1.945	operator; layout man; plate grainers, etc.	\$1.885	\$1.945
<i>Aide:</i>			<i>Helper:</i>		
1ère année	0.925	0.985	1st year	0.925	0.985
2ème année	0.965	1.025	2nd year	0.965	1.025
<i>Class "B":</i>			<i>Class "B"</i>		
Typographe	1.815	1.875	Compositor	1.815	1.875
Pressier (presses à plateau, mar- gées à la main)	1.815	1.875	Pressman (hand fed platen presses)	1.815	1.875
<i>Class "C":</i>			<i>Class "C"</i>		
Finisseur, doreur en reliure	1.88	1.94	Bookbinding finisher, gilder	1.88	1.94
Relieur et régleur	1.855	1.915	Bookbinder and ruler	1.855	1.915

APPRENTIS:

<i>Classe "A":</i>		
1ère année	0.775	0.835
2ème année	0.875	0.935
3ème année:		
1er semestre	0.975	1.035
2ème semestre	1.075	1.135
4ème année:		
1er semestre	1.175	1.235
2ème semestre	1.275	1.335
5ème année:		
1er semestre	1.375	1.435
2ème semestre	1.485	1.545
<i>Classes "B" et "C":</i>		
1ère année	0.75	0.81
2ème année	0.85	0.91
3ème année:		
1er semestre	0.915	0.975
2ème semestre	1.015	1.075
4ème année:		
1er semestre	1.115	1.175
2ème semestre	1.215	1.275
5ème année:		
1er semestre	1.285	1.345
2ème semestre	1.415	1.475

APPRENTICES:

<i>Class "A"</i>		
1st year	0.775	0.835
2nd year	0.875	0.935
3rd year:		
1st six months	0.975	1.035
2nd six months	1.075	1.135
4th year:		
1st six months	1.175	1.235
2nd six months	1.275	1.335
5th year:		
1st six months	1.375	1.435
2nd six months	1.485	1.545
<i>Classes "B" and "C"</i>		
1st year	0.75	0.81
2nd year	0.85	0.91
3rd year:		
1st six months	0.915	0.975
2nd six months	1.015	1.075
4th year:		
1st six months	1.115	1.175
2nd six months	1.215	1.275
5th year:		
1st six months	1.285	1.345
2nd six months	1.415	1.475

MAIN D'OEUVRE FÉMININE DU DÉPARTEMENT
DE LA RELIURE ET DU RÉGLAGE

<i>Classes "A" et "C":</i>		
1ère année:		
1er semestre	0.79	0.85
2ème semestre	0.81	0.87
2ème année:		
1er semestre	0.875	0.935
2ème semestre	0.90	0.96
3ème année:		
1er semestre	0.925	0.985
2ème semestre	1.025	1.085
4ème année:		
1er semestre	1.075	1.135
2ème semestre	1.125	1.185
<i>Class "B":</i>		
1ère année:		
1er semestre	0.755	0.815
2ème semestre	0.775	0.835
2ème année:		
1er semestre	0.835	0.895
2ème semestre	0.86	0.92
3ème année:		
1er semestre	0.885	0.945
2ème semestre	0.975	1.035
4ème année:		
1er semestre	1.025	1.085
2ème semestre	1.07	1.13

OPÉRATEUR DE MACHINE À MULTICOPIER

1ère année:		
1er semestre	0.775	0.835
2ème semestre	0.875	0.935

FEMALE EMPLOYEES
BOOKBINDING AND RULING DEPARTMENT

<i>Classes "A" and "C"</i>		
1st year:		
1st six months	0.79	0.85
2nd six months	0.81	0.87
2nd year:		
1st six months	0.875	0.935
2nd six months	0.90	0.96
3rd year:		
1st six months	0.925	0.985
2nd six months	1.025	1.085
4th year:		
1st six months	1.075	1.135
2nd six months	1.125	1.185
<i>Class "B"</i>		
1st year:		
1st six months	0.755	0.815
2nd six months	0.775	0.835
2nd year:		
1st six months	0.835	0.895
2nd six months	0.86	0.92
3rd year:		
1st six months	0.885	0.945
2nd six months	0.975	1.035
4th year:		
1st six months	1.025	1.085
2nd six months	1.07	1.13

MULTICOPYING MACHINE OPERATOR

1st year:		
1st six months	0.775	0.835
2nd six months	0.875	0.935

	Taux horaires 1er janv. 1960	
2ème année:		
1er semestre.....	\$0.975	\$1.035
2ème semestre.....	1.075	1.135
Subséquentement.....	1.225	1.285"

	Hourly Rates Jan. 1, 1960	
2nd year:		
1st six months.....	\$0.975	\$1.035
2nd six months.....	1.075	1.135
Thereafter.....	1.225	1.285"

4° Le paragraphe "a" de l'article VIII est remplacé par le suivant:

"VIII. *Congés payés*: a) Lorsque chômées et ouvrables, les fêtes suivantes doivent être payées au taux des heures régulières de travail: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le 1er juillet (Confédération), l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël. Toutefois, pour bénéficier de ces fêtes payées, le salarié doit avoir travaillé le dernier et le premier jour ouvrable qui précède et suit la fête à moins d'une raison valable, ou à moins d'avoir obtenu la permission de son employeur. Dans le cas de litige pour l'interprétation de "raison valable" le comité paritaire en sera le juge."

5° L'article XVII est remplacé par le suivant:

"XVII. *Durée du décret*: Le présent décret, dans sa teneur modifiée, demeure en vigueur jusqu'au 1er janvier 1961 inclusivement. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de l'année 1961 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

51408-o

4. Paragraph "a" of article VIII is replaced by the following:

"VIII. *Holidays with pay*: a) When the following days are working days but are not worked by the employees, they shall be paid at the rate of regular hours of work: New Year's Day, Epiphany, July 1 (Confederation Day), Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. However, to be entitled to these holidays with pay, employees must have worked the working day before and the working day following the holiday except for sufficient reason or unless the absence had been authorized by the employer. In the event of disputes as to the interpretation of the term "sufficient reason", the Parity Committee shall decide.

5. Article XVII is replaced by the following:

"XVII. *Duration of the decree*: The present decree, as amended, remains in full effect until January 1, 1961, inclusively. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before January 1st, of the year 1961 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

51408-o

Avis divers

(P.G. 12188-54)

LA CORPORATION DES ADMINISTRATEURS PROFESSIONNELS
THE CORPORATION OF PROFESSIONAL ADMINISTRATORS

Règlement N° 2

"Le nombre des directeurs de "La Corporation des Administrateurs Professionnels — The Corporation of Professional Administrators" est changé de "trois" qu'il était auparavant à celui de "huit" et le règlement général N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence."

Je, soussigné, Robert Morin, secrétaire de "La Corporation des Administrateurs Professionnels — The Corporation of Professional Administrators", certifie, par ces présentes, que le texte ci-haut mentionné est une vraie copie du règlement N° 2 de la Corporation, adopté à une assemblée des directeurs, tenue le 15 avril 1959 et je certifie également, que ledit règlement N° 2 a été adopté à l'unanimité par tous les membres de la Corporation, à une assemblée générale spéciale, tenue en la cité de Québec, le 16 avril 1959.

En foi de quoi, j'ai signé à Québec, ce 20 mai 1959.

Le Secrétaire,
ROBERT MORIN.

51371-o

Miscellaneous notices

(A.G. 12188-54)

LA CORPORATION DES ADMINISTRATEURS PROFESSIONNELS
THE CORPORATION OF PROFESSIONAL ADMINISTRATORS

By-law No. 2

"The number of the Directors of "La Corporation des Administrateurs Professionnels — The Corporation of Professional Administrators" is changed from "three" that it was heretofore to that of "eight" and the general by-law No. 1 of the company is therefore amended."

I, the undersigned, Robert Morin, Secretary of "La Corporation des Administrateurs Professionnels — The Corporation of Professional Administrators", certify by these presents, that the text above mentioned is a true copy of by-law No. 2 of the Corporation, adopted at a meeting of the Directors, held on April 15, 1959 and I also certify that the said by-law No. 2 was unanimously adopted by all the members of the Corporation, at a special general meeting, held in the city of Québec, on April 16, 1959.

In testimony whereof, I have signed at Québec, this 20th day of May, 1959.

ROBERT MORIN,
Secretary.

51371

(P.G. 12225-59)

RICHMAR DEVELOPMENT CORP.*Règlement N° 20*

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à quatre directeurs."

Vraie copie certifiée du règlement N° 20 de "Richmar Development Corp."

51379

Le Secrétaire,
GREGORY CHARLAP.

(A.G. 12225-59)

RICHMAR DEVELOPMENT CORP.*By-law No. 20*

"That the number of the Directors of the Company be increased from three to four directors."

Certified true copy of by-law No. 20 of "Richmar Development Corp."

51379-o

GREGORY CHARLAP,
Secretary.

(P.G. 11650-56)

O.T.J. DE ST-JOSEPH DE BEAUCE

Extraits des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés aux assemblées générales tenues le 3 juillet 1958 et le 19 juin 1959, concernant le changement du siège social de Saint-Joseph-de-Beauce à la municipalité du village de Saint-Joseph, comté de Beauce, et l'augmentation du nombre des directeurs de trois à six:

"Art. 2 — Son siège social est situé dans la municipalité de Saint-Joseph Village, comté de Beauce."

"Art. 18 — *Conseil d'administration: Composition:* a) Le Conseil d'administration se compose de six (6) administrateurs élus par l'Assemblée générale."

Certifié vraie copie.

51380-o

Le Secrétaire,
HENRI CLICHE.

(A.G. 11650-56)

O.T.J. DE ST-JOSEPH DE BEAUCE

Excerpts of the by-laws of the above mentioned corporation as adopted at the general meetings held on July 3, 1958 and June 19, 1959, concerning the change of the head office of Saint-Joseph-de-Beauce at the municipality of the village of Saint-Joseph, county of Beauce, and the increase in the number of the Directors from three to six:

"Art. 2 — Its head office is situated in the municipality of Saint-Joseph Village, county of Beauce."

"Art. 18 — *Administration Board: Composition:* a) The Administration Board is composed of six (6) administrators elected by the General Assembly."

Certified true copy.

51380

HENRI CLICHE,
Secretary.

(P.G. 11650-56)

O.T.J. DE ST-JOSEPH DE BEAUCE

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt-huit août 1959, approuvé les règlements de l'"O.T.J. de St-Joseph de Beauce", comprenant les articles 1 à 37 inclusivement, tels qu'adoptés aux assemblées générales tenues le 3 juillet 1958 et le 19 juin 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau de Secrétaire de la province le vingt-huit août 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
51380-o **RAYMOND DOUVILLE.**

(A.G. 11650-56)

O.T.J. DE ST-JOSEPH DE BEAUCE

Notice is given that, on the recommendation of the Deputy-Attorney general, the Honourable Secretary of the Province has, on August twenty-eighth, 1959, approved the by-laws of the "O.T.J. de St-Joseph de Beauce", comprising section 1 to 37 inclusively, as adopted at the general meetings held on July 3, 1958 and June 19, 1959, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on August twenty-eighth, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
51380 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13738-57)

BARNABÉ MOTORS LTD.*Règlement spécial "B"*

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement spécial "B" des règlements de "Barnabé Motors Ltd.", (ici nommée la "compagnie"), comme suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre (4) à six (6), de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de six (6) directeurs.

2. Deux directeurs constitueront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée du règlement spécial "B" des règlements de "Barnabé Motors Ltd.", décrété par le bureau de direction à une assemblée

(A.G. 13738-57)

BARNABÉ MOTORS LTD.*Special By-law "B"*

Be it enacted and it is hereby enacted as Special By-law "B" of the by-laws of "Barnabé Motors Ltd.", (herein called the company) as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from four (4) to six (6) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of six (6) directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified, and revised in order to give effect to this by-law.

Certified to be a true copy of Special By-law "B" of the by-laws of "Barnabé Motors Ltd.", enacted by the Board of Directors at a meeting

dûment convoquée et tenue le 23e jour d'avril 1959, et approuvé, sanctionné et confirmé à l'unanimité, par tous les actionnaires de la compagnie, à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée et tenue le 23e jour d'avril 1959.

(Seeau)

51381

Le Secrétaire,
A. K. LAWÉE.

(P.G. 14046-58)

**DORCHESTER COMMERCE REALTY
LIMITED**

Règlement XXV

Qui est un règlement amendant le règlement N° 11 et augmentant le nombre des directeurs de 7 à 9.

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de 7 à 9, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de 9 directeurs.

2. Le premier paragraphe du règlement N° 11 est, par les présentes, amendé en conséquence.

Copie certifiée du règlement N° XXV dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 7 août 1959, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 7 août 1959, à laquelle tous les actionnaires de la compagnie étaient présents.

Montréal, Qué. 7 août 1959.

Le Secrétaire-trésorier.

51382

W. A. CURRIE.

(P.G. 12284-55)

**AMERICAN HOME BUILDERS
CORPORATION**

Règlement N° XVIII

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété et adopté comme Règlement N° 18 de la Compagnie;

1° Que le nombre des Directeurs de la Compagnie soit, et il est par les présentes réduit de quatre (4) à trois (3), de façon à ce que le Bureau de Direction de la Compagnie soit formé de trois (3) Directeurs à compter de l'approbation du présent Règlement par les actionnaires de la Compagnie et de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*;

2° Que tous les règlements, résolutions et procédures de la Compagnie, incompatibles avec le présent règlement et plus particulièrement le Règlement III (1) soient et ils sont par les présentes amendés, modifiés et abrogés en autant qu'il est nécessaire pour donner plein effet au présent Règlement.

Certifiée vraie copie du Règlement N° XVIII décrété par les Directeurs de "American Home Builders Corporation", à une assemblée dûment tenue à Montréal, le 2 décembre, 1958, et subséquemment approuvée à l'unanimité par tous les actionnaires présents et formant quorum à une assemblée générale spéciale de ceux-ci dûment convoquée et tenue à Montréal, le 2 décembre, 1958.

51383-o

Le Secrétaire,
PIERRE TROTTIER.

(P.G. 12747-58)

SEPT-ILES ESSO SERVICE INC.

Règlement N° 26

Augmentation du nombre des directeurs.

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Sept-Iles Esso Service Inc.", ce qui suit:

duly called and held on the 23rd day of April, 1959, and unanimously approved, sanctioned and confirmed by all the shareholders of the company, at a special general meeting of the shareholders duly called and held on the 23rd day of April, 1959.

(Seal)

51381-o

A. K. LAWÉE,
Secretary.

(A.G. 14046-58)

**DORCHESTER COMMERCE REALTY
LIMITED**

By-Law XXV

Being a By-law amending By-law No. 11 and increasing the number of Directors from 7 to 9.

1. The number of Directors of the company is hereby increased from 7 to 9 so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of 9 Directors.

2. The first paragraph of By-law 11 is hereby amended accordingly.

Certified copy of By-law No. XXV duly adopted at a meeting of the Directors held on August 7, 1959, and unanimously approved at a special general meeting of the company held on August 7, 1959, at which were present all the shareholders of the company.

Montreal, Que., August 7, 1959.

51382-o

W. A. CURRIE,
Secretary-Treasurer.

(A.G. 12284-55)

**AMERICAN HOME BUILDERS
CORPORATION**

By-Law No. XVIII

Be it enacted and it is hereby enacted and adopted as Company's By-law No. 18;

1. That the number of Directors of the Company be and the same is hereby decreased from four (4) to three (3), in order that the Board of Directors of the Company be composed of there (3) Directors as from the confirmation of this By-law by the shareholders of the Company and the publication thereof in the *Quebec Official Gazette*.

2. That all the by-laws, resolution and proceedings of the Company, inconsistent with the present By-law and more particularly By-law III (1) be and they are hereby amended, modified and repealed insofar as required in order to give full effect to said By-law.

Certified true copy of By-law No. XVIII enacted by the Directors of "American Home Builders Corporation", at a meeting duly held at Montreal, December 2, 1958, and subsequently unanimously confirmed by all the shareholders present and forming quorum at a special general meeting of the latter duly called and held at Montreal, December 2, 1958.

51383

PIERRE TROTTIER,
Secretary.

(A.G. 12747-58)

SEPT-ILES ESSO SERVICE INC.

By-law No. 26

Increasing the number of Directors.

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Sept-Iles Esso Service Inc.", as follows:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq, de manière que le bureau de direction de la compagnie, soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à celui, sont par les présentes, amendés, modifiés, révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Certifié copie véritable du règlement N° 26 de "Sept-Iles Esso Service Inc.", lequel a été dûment décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie dûment tenue le vingt-deuxième jour de juin 1959, et a été confirmé subséquemment par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le vingt-deuxième jour de juin 1959.

51394 Le Secrétaire,
PAUL A. OUMET.

(P.G. 12291-58)

PLACEMENTS KENNEBEC INC.

Règlement N° 5

Augmentant le nombre des directeurs de quatre à cinq.

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq membres."

Je soussigné, secrétaire de la compagnie, certifie que l'extrait du règlement N° 5 de la compagnie est en tout point conforme au règlement N° 5 tel qu'adopté à l'unanimité par les membres du conseil d'administration de la compagnie le 17 juillet 1959 et approuvé à l'unanimité à une assemblée des actionnaires tenue subséquemment le même jour.

Québec, le 24 juillet 1959.

51409-o Le Secrétaire,
Mme LAURENT POIRÉ.

(P.G. 10919-56)

SAINEVILLE TRANSPORT INC.

Règlement N° 7

Concernant la réduction du nombre des directeurs.

Le nombre des directeurs de la compagnie "Sainville Transport Inc.", est changé de quatre (4) qu'il était auparavant (pour les directeurs provisoires) à celui de trois (3), et les règlements de la compagnie sont modifiés en conséquence.

Copie certifiée du règlement N° 7 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le deuxième jour de mars 1959 et approuvé par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale de la compagnie le même jour.

(Sceau) Le Secrétaire,
51411-o RAYMOND ROCHON.

L'ORGANISATION DES PLOMBIERS,
POSEURS D'APPAREILS
DE CHAUFFAGE ET FERBLANTIERS
DES CANTONS DE L'EST
(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt juillet 1959, autorisé le changement de nom du syndicat professionnel

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified to be a true copy of by-law No. 26 of "Sept-Iles Esso Service Inc.", which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company duly held on the twenty-second day of June, 1959, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the twenty-second day of June, 1959.

Dated this twenty-second day of June, 1959.

51394-o PAUL A. OUMET,
Secretary.

(A.G. 12291-58)

PLACEMENTS KENNEBEC INC.

By-law No. 5

Increasing the number of directors from four to five.

"The affairs of the company shall be managed by a board of directors composed of five members."

I, the undersigned, secretary of the company, certify that the excerpt from company's by-law No. 5 is in every point consistent with by-law No. 5, as unanimously adopted by the members of the company's board of directors July 17, 1959, and unanimously confirmed at a meeting of directors subsequently held the same day.

Quebec, July 24, 1959.

51409 Mrs. LAURENT POIRÉ,
Secretary.

(A.G. 10919-56)

SAINEVILLE TRANSPORT INC.

By-law No. 7

Changing the number of directors.

The number of the directors of the company "Sainville Transport Inc.", is changed from four (4) of which is was herebefore (for the provisional directors) to three (3), and the by-laws of the company are modified accordingly.

Certified copy of By-law No. 7 duly adopted at a meeting of the directors held on the second day of March, 1959 and approved by all the shareholders of the company at a general special meeting of the company held on the same day.

(Seal) RAYMOND ROCHON,
51411-o Secretary.

L'ORGANISATION DES PLOMBIERS,
POSEURS D'APPAREILS
DE CHAUFFAGE ET FERBLANTIERS
DES CANTONS DE L'EST
(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the twentieth day of July, 1959, authorized the changing of the

"Organisation des Plombiers-Poseurs d'Appareils de Chauffage et Ferblantiers de Sherbrooke", dont la formation, sous le nom primitif de "L'Organisation des Plombiers, Chauffage et Ferblantiers Indépendants de Sherbrooke", a été autorisée le 27 mars 1946, avec siège social à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, en celui de "L'Organisation des Plombiers, Poseurs d'Appareils de Chauffage et Ferblantiers des Cantons de l'Est", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le cinq août 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

51410-o

(P.G. 14768-59)

MOUNT ROYAL PRESS LIMITED

Règlement N° 23

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme le règlement spécial "23" de la compagnie, ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à sept, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de sept directeurs.

2° Que quatre directeurs constitueront le quorum du bureau de direction.

3° Que tous les règlements antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui soient, par les présentes, révoqués et amendés de manière à donner effet au précédent.

Véritable copie certifiée du règlement N° 23 de la compagnie "Mount Royal Press Limited", lequel a été dûment décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie dûment tenue le cinquième jour d'août 1959, et confirmé subseqüemment par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie, présents ou représentés, à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le cinquième jour d'août 1959.

Daté ce dix-septième jour d'août 1959.

(Seau)

Le Secrétaire-trésorier,
PHILIP T. R. PUGSLEY.

51420

name of the Professional Syndicates "Organisation des Plombiers-Poseurs d'Appareils de Chauffage et Ferblantiers de Sherbrooke", the formation of which, under the original name of "Organisation des Plombiers, Chauffage et Ferblantiers Indépendants de Sherbrooke", had been authorized March 27, 1946, with head office in Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, to that of "L'Organisation des Plombiers, Poseurs d'Appareils de Chauffage et Ferblantiers des Cantons de l'Est", and such, pursuant to the provisions of sections 7 and 8 of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, the fifth day of August, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,

51410 Assistant-Secretary of the Province.

(A.G. 14768-59)

MOUNT ROYAL PRESS LIMITED

By-law No. 23

Be it and it is hereby enacted as special by-law "23" of the company as follows:

1. That the number of directors of the company be and it is hereby increased from three to seven so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven directors.

2. That four directors shall constitute a quorum of the board.

3. That all previous by-laws of the company inconsistent herewith be and they are hereby repealed and amended in order to give effect to the foregoing.

Certified to be a true copy of by-law number 23 of the company "Mount Royal Press Limited", which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company duly held on the fifth day of August, 1959, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all shareholders of the company present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the fifth day of August, 1959.

Dated this seventeenth day of August, 1959.

(Seal)

PHILIP T. R. PUGSLEY,
51420-o Secretary-Treasurer.

Chartes — Abandon de

FAMILY HOLDINGS CORP.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Family Holdings Corp." donne, par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 27 août 1959.

Le Secrétaire,

(Signé) JEAN McFARLANE.

51378

GRAHAM BOULEVARD REALTY CORP.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Graham Boulevard Realty Corp.", a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte, au Procureur général de la province de Québec.

31 août 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
HELEN G. KRANE.

51412

Charters — Surrender of

FAMILY HOLDINGS CORP.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Family Holdings Corp.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, August 27th, 1959.

(Sgd) JEAN McFARLANE,

51378-o

Secretary.

GRAHAM BOULEVARD REALTY CORP.

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act that "Graham Boulevard Realty Corp.", intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

August 31st, 1959.

HELEN G. KRANE,
Secretary-Treasurer.

51412-o

N. & A. FILM & AMUSEMENT
CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "N. & A. Film & Amusement Corporation", a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte, au Procureur général de la province de Québec.

31 août 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
51413 SAMUEL J. ADILMAN.

N. & A. FILM & AMUSEMENT
CORPORATION

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act that "N. & A. Film & Amusement Corporation", intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

August 31st, 1959.

51413-0 SAMUEL J. ADILMAN,
Secretary-Treasurer.

Curatelle publique

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Succession vacante de Louis-George Pratte, en son vivant, mécanicien de la paroisse de St-Maurice, district de Trois-Rivières.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 1er avril 1958 par un juge de la Cour supérieure siégeant à Trois-Rivières dans le district de Trois-Rivières, et que, sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
51396-0 Montréal 18.

Public Curatorship

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Vacant Estate of Louis-Georges Pratte, mechanic, in his lifetime of the parish of St-Maurice, district of Trois-Rivières.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on April 1st, 1958, by a judge of the Superior Court sitting at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR,
187, Sainte-Catherine Street (West),
51396 Montréal 18.

Demandes à la Législature

CONGREGATION SHOMRIM LABOKER-
BETH YEHUDAH AND AFFILIATED
CONGREGATION SHAARE TEFILLAH

Avis public est par les présentes donné que Messieurs Robert Brettschneider, manufacturier, Phil Fainer, manufacturier, Ben Rochman, entrepreneur de transports, Sam Eisman, marchand, David Phillips, opérateur, Louis Eisman, marchand, Moses Lewis, manufacturier, Larry Silverman, comptable, Moses Labensohn, contremaître, Louis Bistrisky, manufacturier, Ben Feldman, épicier, Hyman Fleisher, boucher, Samuel Labensohn, secrétaire, Joseph A. Mendelsohn, avocat, Abe Zinman, fourreur, Solomon Gitlitz, marchand, Lazarus Robin, marchand, Solomon Kaufman, marchand, Max Katz, marchand, David Kauffman, rentier, Hyman Lecker, rentier, Arthur Tabac, agent d'achats, Harry Kolber, notaire, et Nathan Nathanson, contrôleur, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi les incorporant, eux et d'autres qui, ultérieurement, pourraient en devenir membres, en une congrégation religieuse connue sous le nom de "Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and Affiliated Congregation Shaare Tefillah", avec le droit et le pouvoir d'acquiescer et de posséder des biens immobiliers requis pour une synagogue ou maison du culte, pour une résidence de rabbin ou de ministre du culte, pour un cimetière ou terrain d'inhumation; de vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner les biens de la congrégation ou toute partie de ceux-ci et d'acquiescer d'autres biens immobiliers à la

Applications to Legislature

CONGREGATION SHOMRIM LABOKER-
BETH YEHUDAH AND AFFILIATED
CONGREGATION SHAARE TEFILLAH

Public notice is hereby given that Messrs. Robert Brettschneider, manufacturer, Phil Fainer, manufacturer, Ben Rockman, transporter, Sam Eisman, merchant, David Phillips, operator, Louis Eisman, merchant, Moses Lewis, manufacturer, Larry Silverman, accountant, Moses Labensohn, foreman, Louis Bistrisky, manufacturer, Ben Feldman, grocer, Hyman Fleisher, butcher, Samuel Labensohn, secretary, Joseph A. Mendelsohn, lawyer, Abe Zinman, furrier, Solomon Gitlitz, merchant, Lazarus Robin, merchant, Solomon Kaufman, merchant, Max Katz, merchant, David Kauffman, retired, Hyman Lecker, retired, Arthur Tabac, purchasing agent, Harry Kilber, notary, and Nathan Nathanson, comptroller, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious Congregation under the name of "Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and Affiliated Congregation Shaare Tefillah", with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a Synagogue or place of worship, for a residence for a Rabbi or officiating minister, for a cemetery or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory

place de ceux-ci; de libeller, faire accepter et endosser pour les propres fins de la congrégation, lettres de change, billets promissaires et autres effets négociables, sous la signature de ses officiers, ou d'autres que pourrait désigner son conseil d'administration; de tenir des registres pour les actes de statut civil; de nommer de temps à autre un rabbin ou des rabbins ou un ministre ou des ministres du culte; de le ou les démettre et d'en nommer un ou d'autres à sa ou à leur place; ledit rabbin ou lesdits rabbins et/ou le ou les ministres du culte de la congrégation auront autorité et pouvoir de tenir des registres pour les actes de statut civil et d'exercer, relativement à cela, tous les autres pouvoirs civils pertinents aux ministres des congrégations religieuses; le ou les rabbins, le ou les ministres de culte n'ayant pas besoin d'obtenir un permis du gouverneur ou d'une personne administrant le gouvernement, tel que décrété dans la loi de l'ancienne province du Bas-Canada, 9-10, George IV, ch. 75, et possédant néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite loi sur les ministres ainsi licenciés; et de prendre l'actif et le passif des corporations "Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah" et "Congregation Shaare Tefillah", toutes deux déjà dûment incorporées par loi privée, le tout avec le consentement desdites corporations.

Montréal, 6 août 1959.

Le Procureur pour les requérants,
51332-35-4-o ISIDORE POPLIGER, C.R.

**THE STEEL COMPANY OF CANADA,
LIMITED**

Avis public est par les présentes donné que "The Steel Company of Canada, Limited", se présentera à la législature de la province de Québec lors de sa prochaine session afin de faire passer une loi déclarant valides et légaux certains titres de propriété immobilière et ratifiant des conventions entre ladite compagnie et la corporation de la paroisse de Contrecoeur ainsi que Les commissaires d'écoles de la municipalité de Contrecoeur, du comté de Verchères.

Les Procureurs de la requérante,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN.
51405-36-4-o

notes and other negotiable instruments under the signature of its officers or others as may be determined by its board of directors; to keep registers for acts of Civil Statute; to appoint from time to time, a Rabbi or Rabbis or officiating Minister or Ministers, and to remove him or them, and appoint another or others in his or their place, the said Rabbi or Rabbis and/or officiating Minister or Ministers of the Congregation to have authority and power to keep registers for acts of Civil Status, and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such Rabbi or Rabbis and/or officiating Minister or Ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, ch. 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said act on Ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of the corporations of the "Congregation Shomrim-Laboker-Beth Yehudah" and "Congregation Shaare Tefillah", both already duly incorporated by private act, the whole with consent of the said corporations.

Montreal, August 6, 1959.

ISIDORE POPLIGER, Q.C.,
51332-35-4-o Attorney for the petitioners.

**THE STEEL COMPANY OF CANADA,
LIMITED**

Public notice is hereby given that "The Steel Company of Canada, Limited", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to declare valid and legal certain titles of immoveable properties and to ratify agreements passed by the said company with the corporation of the parish of Contrecoeur and The school commissioners for the municipality of Contrecoeur, in the county of Verchères.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN,
Attorneys for Petitioner.
51405-36-4-o

**Département de
l'Instruction publique**

N° 739-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE
ST-EUGÈNE-DE-GRANTHAM**

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Eugène-de-Grantham, dans le comté de Drummond en celui de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Eugène, même comté.

Québec, le 25 août 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
51376-36-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 740-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE
DE ST-EUGÈNE-DE-GRANTHAM**

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Eugène-de-Grantham, dans le comté de Drummond, en celui

**Department of
Education**

No. 739-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF
ST-EUGÈNE-DE-GRANTHAM**

Application is made to change the name of the school municipality of St-Eugène-de-Grantham, in the county of Drummond into that of the school municipality of the parish of St-Eugène, same county.

Quebec, August 25, 1959.
O. J. DÉSALNIERS,
51376-36-2 Superintendent of Education.

No. 740-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF THE
VILLAGE OF ST-EUGÈNE-DE-GRANTHAM**

Application is made to change the name of school municipality of the village of St-Eugène-de-Grantham, in the county of Drummond, into

de la municipalité scolaire du village de St-Eugène, même comté.

Québec, le 25 août 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51377-36-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 526-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE ST-CHARLES

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Charles, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité scolaire du village de St-Charles, même comté.

Québec, le 31 août 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51402-36-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 1280-58.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE SPAULDING

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 19 août 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire de Spaulding, dans le comté de Frontenac en celui de la municipalité scolaire de Audet, dans le comté de Frontenac.

Ce changement prendra effet le 13 septembre 1959.

Québec, le 27 août 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51403-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 544-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE PORTAGE- DU-FORT

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 19 août 1959, d'annexer pour les contribuables catholiques seulement, le territoire de la municipalité scolaire de Litchfield-Lower, dans le comté de Pontiac à la municipalité scolaire de Portage-du-Fort, même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 28 août 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51403-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 379-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE PERRON

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 19 août 1959, d'annexer à la municipalité scolaire de Perron, dans le comté d'Abitibi-Est, le territoire des cantons Louvicourt, Vauquelin et Villebon, territoire non organisé au point de vue scolaire.

Ce changement prendra effet le 4 septembre 1959.

Québec, le 28 août 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51403-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 620-58.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE ST-ROMUALD-DE-MOFFET

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 19 août 1959, d'annexer à la municipalité scolaire de St-Romuald-de-Moffet, dans le comté de Témis-

that of the school municipality of the village of St-Eugène, same county.

Quebec, August 25, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
51377-36-2 Superintendent of Education.

No. 526-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST. CHARLES

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of St. Charles, in the county of St. Hyacinthe, to the school municipality of the village of St. Charles, same county.

Quebec, August 31, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
51402-36-2 Superintendent of Education.

No. 1280-58.

SCHOOL MUNICIPALITY OF SPAULDING

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated August 19, 1959, has been pleased to change the name of the school municipality of Spaulding, in the county of Frontenac to that of the school municipality of Audet, in the county of Frontenac.

This change shall take effect September 13, 1959.

Quebec, August 27, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
51403 Superintendent of Education.

No. 544-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF PORTAGE- DU-FORT

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated August 19, 1959, has been pleased to annex for the Catholic ratepayers only, the territory of the school municipality of Litchfield-Lower, in the county of Pontiac, to the school municipality of Portage-du-Fort, same county.

This change will take effect on July 1st, 1960.

Quebec, August 28, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
51403 Superintendent of Education.

No. 379-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF PERRON

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated August 19, 1959, has been pleased to annex to the school municipality of Perron, in the county of Abitibi-Est, the territory of the townships of Louvicourt, Vauquelin and Villebon, non-organized territory from an educational point of view.

This change will take effect on September 4, 1959.

Quebec, August 28, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
51403 Superintendent of Education.

No. 620-58.

SCHOOL MUNICIPALITY OF ST-ROMUALD-DE-MOFFET

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated August 19, 1959, has been pleased to annex to the School Municipality of St. Romuald-de-Moffet, in the

comingue, le territoire suivant, lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire:

Toute cette partie du canton Brodeur, limitée à l'ouest par la limite ouest dudit canton, au nord et au nord-ouest par la limite entre ce canton et celui de Bauneville; à l'est par une ligne partant du coin sud-ouest du lot 26 rang II, et tracée en direction nord jusqu'à la limite nord du canton Brodeur; au sud par la ligne séparant les 2e et 3e rangs dudit canton, ladite ligne continuée dans une direction est jusqu'à la limite est dudit canton.

Ce changement prendra effet le 4 septembre 1959.

Québec, le 28 août 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51403-o O. J. DÉSALNIERS.

county of Témiscamingue, the following territory which is not as yet organized for school purposes:

All that part of the township of Brodeur bounded easterly by the east boundary of said township, northerly and northwesterly by the boundary between said township and that of Bauneville; westerly by a line commencing at the southwest corner of lot 26, range II, and extending in a northerly direction as far as the north boundary of the township of Brodeur; southerly by the dividing line between ranges two and three of said township, the said line extending in an easterly direction as far as the easterly boundary of said township.

This change will take effect on September 4, 1959.

Quebec, August 28, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
51403 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (municipalité de ville de Charlesbourg) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 279-1-2 à 279-1-5, 279-1-7 à 279-1-11 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 23 juillet 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51370-o

Cadastre officiel du village d'Aylmer (municipalité de ville d'Aylmer) division d'enregistrement de Gatineau.

Avis est par la présente donné que les lots 29 à 56, 84 à 114, 138 à 169, 198 à 225, 253 à 280, 308 à 331, 370 à 387, 426 à 443, 482 à 487 et une partie des rues North, Parker, King, Queen, Bancroft, College, Court, Bagot, Mary, Anna, Tyler sont annulés et le lot 2187 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 24 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51370-o

Cadastre officiel de la paroisse de Longueuil (municipalité de cité de Longueuil) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 37-68, 37-237, 37-240 et les lots 37-168 à 37-181, 37-220 à 37-236, 37-238, 37-239, 37-271 à 37-278 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51370-o

Cadastre officiel du village de Longueuil (municipalité de la ville de Longueuil) division d'enregistrement de Chambly.

Department of Lands and Forest

NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (municipality of town of Charlesbourg) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 279-1-2 to 279-1-5, 279-1-7 to 279-1-11 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code. Québec, July 23, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51370-o

Official cadastre of village of Aylmer (municipality of town of Aylmer) registration division of Gatineau.

Notice is hereby given that lots 29 to 56, 84 to 114, 138 to 169, 198 to 225, 253 to 280, 308 to 331, 370 to 387, 426 to 443, 482 to 487 and a part of streets North, Parker, King, Queen, Bancroft, College, Court, Bagot, Mary, Anna, Tyler are cancelled and lot 2187 has been added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 24, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51370-o

Official cadastre of the parish of Longueuil (municipality of city of Longueuil) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that a part of lots 37-68, 37-237, 37-240 and lots 37-168 to 37-181, 37-220 to 37-236, 37-238, 37-239, 37-271 to 37-278 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 24, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51370-o

Official cadastre of village of Longueuil (municipality of the town of Longueuil) registration division of Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 1-27 à 1-42, 1-42-A, 1-43 à 1-45, 1-48 à 1-59, 1-59-B, 1-60 à 1-73, 1-73-A, 1-74 à 1-81, 1-81-A, 1-82 à 1-87, 1-87-A, 1-88 à 1-105, 1-109 à 1-116, 1-119 à 1-128, 1-128-A, 1-129, 1-129-A, 1-130 à 1-161, 1-219-B, 1-219-C, 1-220 à 1-236, 1-236-A, 1-237 à 1-240, 1-250 à 1-263 et partie des lots 1-46, 1-47, 1-59-A, 1-106 à 1-108, 1-117, 1-118, 1-161-A, 1-249 et 1-264 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51370-o

Cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski (municipalité de ville de Rimouski), division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que les lots 48-11-1 et 48-11-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51370-o

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport (municipalité de Ste-Thérèse-de-Lisieux), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 803-3-2 et 803-3-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51370-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin (municipalité de ville de Pont-Viau), division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 328-3-1-1, 328-3-6 à 328-3-9 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51370-o

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marguerite (municipalité de ville d'Estérel), division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 24, 25, 29, 30-A, 30-B, 31-A, 31-B, 32-A, 32-B, 33 à 35 partie des lots 26 à 28, 24-1 à 24-25, 25-1 à 25-23, 26-1 à 26-19, 27-1 à 27-8 du rang V; les lots 32 à 37 et partie des lots 25 à 31 et 38 à 41 du rang VI; les lots 31, 32-A, 32-B, 33-A, 33-B, 34-A, 34-B, 35-A, 35-B, 36-A, 36-B, 37-A, 37-B, 38-A et 38-B du rang VII sont annulés et le Bloc "B" est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51370-o

Notice is hereby given that lots 1-27 à 1-42, 1-42-A, 1-43 to 1-45, 1-48 to 1-59, 1-59-B, 1-60 to 1-73, 1-73-A, 1-74 to 1-81, 1-81-A, 1-82 to 1-87, 1-87-A, 1-88 to 1-105, 1-109 to 1-116, 1-119 to 1-128, 1-128-A, 1-129, 1-129-A, 1-130 to 1-161, 1-219-B, 1-219-C, 1-220 to 1-236, 1-236-A, 1-237 to 1-240, 1-250 to 1-263 and part of lots 1-46, 1-47, 1-59-A, 1-106 to 1-108, 1-117, 1-118, 1-161-A, 1-249 and 1-264 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 24, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51370-o

Official cadastre of the town of St-Germain de Rimouski, (municipality of town of Rimouski), registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lots 48-11-1 and 48-11-2 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 20, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51370-o

Official cadastre of the parish of Beauport (municipality of Ste-Thérèse-de-Lisieux), registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 803-3-2 and 803-3-3 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 19, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

51370-o

Official cadastre of the parish of St-Martin (municipality of town of Pont-Viau), registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 328-3-1-1, 328-3-6 to 328-3-9 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 13, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51370-o

Official cadastre of the parish of Ste-Marguerite (municipality of town of Estérel), registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 24, 25, 29, 30-A, 30-B, 31-A, 31-B, 32-A, 32-B, 33 to 35 and part of lots 26 to 28, 24-1 to 24-25, 25-1 to 25-23, 26-1 to 26-19, 27-1 to 27-8 rang V; lots 32 to 37 and part of lots 25 to 31 and 38 to 41 range VI; lots 31, 32-A, 32-B, 33-A, 33-B, 34-A, 34-B, 35-A, 35-B, 36-A, 36-B, 37-A, 37-B, 38-A, and 38-B range VII are cancelled and Bloc "B" has been added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 14, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51370-o

Cadastre officiel du canton de Brompton (municipalité de village de St-Grégoire de Greenlay) division d'enregistrement de Richmond.

Avis est par la présente donné que les lots 10-A-60, 10-A-61, 10-A-62, 10-A-64 et 10-A-66 sont annulés en vertu de l'article 2174A de Code civil.

Québec, le 21 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51370-o

Official cadastre of township of Brompton (municipality of village of St-Grégoire de Greenlay), registration division of Richmond.

Notice is hereby given that lots 10-A-60, 10-A-61, 10-A-62, 10-A-64 and 10-A-66 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 21, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51370-o

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye (municipalité de cité de Ste-Foy), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 409-81 et 409-90 sont annulés et les lots 409-62 à 409-66, 409-75 à 409-80, 409-82 à 409-89, 409-91 à 409-98, 409-100 à 409-103, 409-110 et 409-118 sont corrigés en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 24 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51370-o

Official cadastre of the parish of Ste-Foye (municipality of city of Ste-Foy), registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 409-81 and 409-90 are cancelled and lots 409-62 to 409-66, 409-75 to 409-80, 409-82 to 409-89, 409-91 to 409-98, 409-100 to 409-103, 409-110 and 409-118 are corrected in virtue of articles 2174 and 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 24, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51370-o

Examens du Barreau

Bar Examinations

BARREAU DE TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDATS À L'ÉTUDE DU DROIT CANDIDATES FOR THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Descoteaux.....	Claude.....	21	Trois-Rivières.
Brière.....	Jules.....	20	Grand'Mère.

Cap-de-la-Madeleine, 25 août 1959 — Cap-de-la-Madeleine, August 25, 1959.

Le Secrétaire du Barreau de Trois-Rivières,
GUY LEBRUN,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

51427-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Guilbert.....	Joseph Serge Alain.....	19	1234, Boulevard St-André, Acton-Vale, P.Q.

Sorel, 25 août 1959. — Sorel, August 25th, 1959.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
PAUL-A. PÉLOQUIN,
Secretary of Richelieu Bar.

51427-o

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Basque.....	Jean-Claude.....	22	7 Maple, Kénogami, P.Q.
Blanchette.....	Daniel.....	20	470 de Tilly, Chicoutimi, P.Q.
Gagnon.....	Bernard.....	22	Village Bellevue, St-Félicien, P.Q.
Tremblay.....	André.....	21	245 St-Maurice, Jonquière, P.Q.

Chicoutimi, le 31 août 1959 — Chicoutimi, August 31, 1959.

Le Secrétaire-trésorier du Barreau du Saguenay,
CLAUDE RUÉLLAND,
Secretary-Treasurer of Saguenay Bar.

51427-o

Liquidations — Avis de**LA COMPAGNIE D'ASSURANCE
MUTUELLE CONTRE LE FEU DE LA
PAROISSE DE STE-GENEVIÈVE**

Avis est par les présentes donné, tel qu'il est prévu par l'article 276 de la Loi des assurances de Québec, que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Geneviève", à une assemblée générale spéciale de ses membres tenue le 6 juin 1959 a: (1) décidé de liquider ses affaires, (2) nommé liquidateur M. Rosaire Wilson, domicilié à 15720 rue Pierrefonds, Ste-Geneviève, P.Q. (3) fixé au 6 juillet 1959, la date à laquelle ses polices cesseront d'être en vigueur.

Donné à Ste-Geneviève, ce sixième jour de juin 1959.
Le Secrétaire,
51330-35-2-o ROSAIRE WILSON.

**L'ASSOCIATION DE BIENFAISANCE
DES POMPIERS DE MONTRÉAL**

Avis est donné que "L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal" en assemblée générale spéciale les 5, 6 et 7 août 1959, a adopté un règlement par lequel elle a décidé de liquider volontairement ses affaires en conformité des dispositions de la Loi des Assurances de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 299) et de mettre fin à ses opérations le 20 septembre 1959. A cette date, elle cessera d'accepter aucun contrat et sera dissoute. Elle se propose de nommer le 1er septembre 1959, M. Lactance Roberge, C.A., directeur des finances de la cité de Montréal, Hôtel de Ville, Montréal, aux fins de liquider les affaires de ladite Association.

L'ASSOCIATION DE BIENFAISANCE
DES POMPIERS DE MONTRÉAL,
Par le 1er Vice-Président,
A. DURETTE.
Par le Secrétaire,
R. LELIÈVRE.
51331-35-2-o

Winding up Notices**LA COMPAGNIE D'ASSURANCE
MUTUELLE CONTRE LE FEU DE LA
PAROISSE DE STE-GENEVIÈVE**

Notice is hereby given, as provided in section 276 of the Quebec Insurance Act, that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Geneviève", at a special general meeting of its members held on June the 6th 1959, has: (1) decided to liquidate its business, (2) named as liquidator Mr. Rosaire Wilson, domiciled at 15720 Pierrefonds, St. Ste-Geneviève, P.Q. and (3) fixed the 6th of July 1959, as the date upon which its policies will cease to be in force.

Given at Ste-Geneviève, this sixth day of June, 1959.
ROSAIRE WILSON,
51330-35-2-o Secretary.

**L'ASSOCIATION DE BIENFAISANCE
DES POMPIERS DE MONTRÉAL**

Notice is given that "L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal" while in a special general meeting August 5, 6 and 7, 1959, adopted a by-law by which it decided to voluntarily wind-up its affairs pursuant to the provisions of the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941, chapter 299) and terminate its operations September 20, 1959. At which date it shall cease to accept contracts and shall be dissolved. It proposes to appoint, on September 1st, 1959, Mr. Lactance Roberge, C.A., Finance Director of the city of Montreal, City Hall, Montreal, for the purpose of winding-up the affairs of said Association.

L'ASSOCIATION DE BIENFAISANCE
DES POMPIERS DE MONTRÉAL,
Per A. DURETTE,
1st Vice-President.
Per R. LELIÈVRE,
Secretary.
51331-35-2

**Ministère des Finances
Assurances****AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET
DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT**

Avis est donné, par les présentes, que "Economic Insurance Company Limited", enregistrée sous le numéro 614, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1898 qui l'autorise, à compter du 18 août 1959, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Biens immobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Explosion; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à 105, rue Fenchurch, Londres, Angleterre.

La compagnie a nommé Monsieur E. P. Rees, 315, rue St-Sacrement, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 août 1959.

Pour le Ministre des finances,
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
51397-36-2-o Surintendant des assurances.

**Department of Finance
Insurance****NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND
CERTIFICATE OF REGISTRATION**

Notice is hereby given that "Economic Insurance Company Limited", registered under number 614, has obtained the license and certificate of registry number 1898 authorizing it, as from the 18th of August, 1959, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Boiler (excluding machinery); Explosion; Plate glass; Real property; And in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situate at 105 Fenchurch Street, London, England.

The company has appointed Mr. E. P. Rees, 315 St. Sacrement Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of August, 1959.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
51397-36-2-o Superintendent of Insurance.

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses
autres royaumes et territoires, Chef du Com-
monwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront
ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,
C. E. CANTIN, } ATTENDU qu'une de-
mande Nous a été
faite à l'effet de détacher
le territoire ci-après dé-
crit de la municipalité de la paroisse de Saint-
Isidore de Lauzon, dans le comté municipal de
Dorchester, et de l'annexer à la municipalité du
village de Saint-Isidore, dans le même comté
municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la
loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à
cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code
municipal, la présente proclamation entrera en
vigueur le premier janvier suivant la date de sa
publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis
de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un
décret en date du 29 juillet 1959, portant le
numéro 734, et conformément aux dispositions
du Code municipal de Notre province de Québec,
Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

"Un territoire faisant actuellement partie de
la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore de
Lauzon, comprenant, en référence au cadastre
officiel de la paroisse de Saint-Isidore, les lots
ou parties de lots et leurs subdivisions présentes
et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles,
cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans
les limites suivantes, à savoir: Partant d'un
point sur la limite actuelle de la municipalité
du village de Saint-Isidore, marquant le coin
nord-ouest du lot 449; de là, successivement, les
lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-
est du lot 449 jusqu'à l'axe du ruisseau Sainte-
Geneviève; ledit axe du ruisseau Sainte-Geneviève
traversant le lot 449, un chemin public et les
lots 437, 434 et 432 en suivant les directions
astronomiques et longueurs suivantes: S. 15°
00' E.-54' pieds, S. 17° 30' O.-512' pieds, S. 10°
00' O.-738' pieds, S. 2° 30' E.-233' pieds et
S. 10° 00' E.-310' pieds; la ligne séparative des
lots 426 et 432 dans la direction N. 76° 00' O.-
sur une longueur de 416' pieds; puis, suivant les
limites actuelles de la municipalité du village
de Saint-Isidore, une ligne traversant le lot 432
dans la direction N. 32° 00' E.-sur une longueur
de 307' pieds; la ligne séparative des lots 432
et 434 dans la direction N. 76° 00' O. sur une
longueur de 173' pieds; une ligne traversant le
lot 434 dans la direction N. 13° 30' E.-sur une
longueur de 269' pieds; la ligne séparative des
lots 434 et 437 dans la direction N. 76° 00' O.-
jusqu'au coin sud-ouest du lot 437; la ligne sépa-
rative des lots 437 et 440; le côté sud-ouest d'un

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of
God of the United Kingdom, Canada and Her
other Realms and Territories, Queen, Head of
Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall
come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, } WHEREAS We have been
Deputy Attorney } requested to detach
General. } the territory hereinafter de-
scribed of the municipality of
the parish of Saint-Isidore de Lauzon, in the mu-
nicipal county of Dorchester, in order that it be
annexed to the municipality of the village of
Saint Isidore, in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law
have been complied with;

WHEREAS it is deemed advisable to grant
this request;

WHEREAS under section 42 of the Municipal
Code, the present Proclamation shall enter into
force on the first day of January following the
date of its publication in the *Quebec Official
Gazette*;

THEREFORE, with the consent and advice of
Our Executive Council, expressed in a decree,
dated July 29, 1959, bearing number 734,
and in accordance with the provisions of the
Municipal Code of Our Province of Quebec,
We hereby declare and enact,

THAT the following territory, to wit:

"A territory presently forming part of the
municipality of the parish of Saint Isidore de
Lauzon, comprising, with reference to the official
cadastre of the parish of Saint-Isidore, the lots or
parts thereof and their present and future subdivi-
sions, as well as the roads, streets, lanes, water-
courses or parts thereof, enclosed within the fol-
lowing boundaries, to wit: Commencing at a
point along the present boundary of the munici-
pality of the village of Saint Isidore, marking the
northwesterly corner of lot 449; thence, successi-
vely, the following lines and demarcations: the
northeasterly line of lot 449 as far as the centre
point of the Sainte Geneviève Brook; the said
centre point of the Sainte Geneviève Brook cross-
ing lot 449, a public road and lots 437, 434 and
432 along the following astronomical directions
and distances: S. 15° 00' E.-54' feet, S. 17° 30'
W.-512' feet, S. 10° 00' W.-738' feet, S. 2° 30' E.-
233' feet and S. 10° 00' E.-310' feet; the dividing
line of lots 426 and 432 in a N. 76° 00' W. direc-
tion along a distance of 416' feet; thence, along
the present limits of the municipality of the
village of Saint Isidore, a line crossing lot 432
in a N. 32° 00' E.-direction along a distance of
307' feet; the dividing line of lots 432 and 434 in
a N. 76° 00' W. direction — along a distance of
173' feet; a line crossing lot 434 in a N. 13° 30' E.
direction — along a distance of 269' feet; the di-
viding line of lots 434 and 437 in a N. 76° 00' W.
direction — as far as the southwesterly corner of
lot 437; the dividing line of lots 437 and 440; the
southwesterly side of the public highway in a

chemin public dans la direction N. 76° 00' O. jusqu'au prolongement de la ligne est du lot 451; ledit prolongement et ladite ligne est du lot 451; une ligne traversant le lot 449 jusqu'au coin sud-est du lot 452 et, enfin, la ligne séparant le lot 449 du lot 452 jusqu'au point de départ" — lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore de Lauzon, dans le comté municipal de Dorchester, et sera annexé à la municipalité du village de Saint-Isidore, dans le même comté municipal.

Toutes les directions sont astronomiques et les dimensions de mesure anglaise.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour d'août en l'année mil neuf cent cinquante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
51369-o RAYMOND DOUVILLE.

N. 76° 00' W. direction — as far as the prolongation of the easterly line of lot 451; the said prolongation and the said easterly line of lot 451; a line crossing lot 449 as far as the southeasterly corner of lot 452 and, finally, the dividing line lot 449 from lot 452 as far as the point of commencement" — which territory shall, as from the first day of January following the date of the publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, be detached from the municipality of the parish of Saint Isidore de Lauzon, in the municipal county of Dorchester, and shall be annexed to the municipality of the village of Saint Isidore, in the same municipal county.

All the directions are astronomical and the dimensions in english measure.

THAT this Proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-sixth day of August, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-nine the eighth year of Our Reign.

By command.

RAYMOND DOUVILLE,
51369 Assistant Secretary of the Province.

Sièges sociaux

ALLMARK INVESTMENT LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Allmark Investment Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 21e jour d'avril 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 400 avenue Atlantic, 3e étage.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 20e jour de juillet 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
51372 DAVID SCHACHTER.

DUCHARME LTÉE — DUCHARME LTD.

Avis est donné par les présentes que la Compagnie "Ducharme Ltée — Ducharme Ltd." constituée en corporation par lettres patentes émises le 14 mars 1940, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau dans ladite cité, au numéro 842 ouest, rue Notre-Dame.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mai 1954.
Le Secrétaire,
51373-o ANDRÉ DUCHARME.

Head Offices

ALLMARK INVESTMENT LTD.

Notice is hereby given that "Allmark Investment Ltd." incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 21st day of April 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 400 Atlantic Avenue, 3rd Floor.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 20th day of July, 1959.

DAVID SCHACHTER,
51372-o Secretary-Treasurer.

DUCHARME LTÉE — DUCHARME LTD.

Notice is hereby given that the Company "Ducharme Ltée — Ducharme Ltd." incorporated by letters patent issued on March 14, 1940, and having its head office in the city of Montreal, has established its office in the said city, at number 842 Notre-Dame Street, West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its main office.

Given at Montreal, this first day of May, 1954.
ANDRÉ DUCHARME,
51373 Secretary.

MONTMORENCY CONSTRUCTION INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Montmorency Construction Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 octobre 1953, et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau principal au N° 869 est, Boulevard Charest.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 20e jour d'août 1959.

(Sceau)
51374-o

Le Président,
CHARLES H. BLAIS.

**PACKAGING LABORATORIES
AND DESIGNING LTD.**

Avis est, par les présentes donné que la compagnie "Packaging Laboratories and Designing Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 13e jour de mai 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, dite province, a établi son bureau à 718 ouest, rue St-Paul.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 19e jour de mai 1959.

51375

Le Secrétaire,
GODFROY MARIN.

(P.G. 12284-55)

**AMERICAN HOME BUILDERS
CORPORATION**

Règlement N° XVI

Sur motion, dûment proposée et secondée, il fut unanimement résolu:

"Qu'il soit et il est par les présentes décrété et adopté comme règlement N° 16 de la compagnie:

Que le bureau principal de la compagnie est transporté du N° 4, rue Giroux, Laval des Rapides où il était auparavant, au N° 10710, de la rue Grande-Allée, Montréal."

Copie certifiée du règlement N° 16 dûment adopté à une assemblée des directeurs de "American Home Builders Corporation", le 15 avril 1958, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 15 avril 1958 par les actionnaires détenant 100% des actions, représentés à cette assemblée.

Montréal, ce 15ième jour d'avril 1958.

51383-o

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO GIROUX.

(P.G. 12282-56)

**BURNER EQUIPMENT LTD.
ÉQUIPEMENT DE BRÛLEURS LTÉE**

Règlement spécial "A"

Un règlement qui change le siège social de la compagnie de Montréal à Outremont.

Qu'il soit décrété:

Que le siège social de la compagnie soit, à compter du 1er mai 1959, transporté de la cité de Westmount à la cité d'Outremont, Québec.

Vraie copie certifiée.

Daté en la cité d'Outremont, P.Q., ce 23e jour de juin 1959.

(Sceau)
51384

Le Secrétaire-trésorier,
ROSS KING.

MONTMORENCY CONSTRUCTION INC.

Notice is hereby given that the company "Montmorency Construction Inc.", constituted as a corporation by letters patent dated October 10, 1953, and having its head office in the city of Quebec, has established its head office at No. 869 Boulevard Charest, East.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head offices.

Given at Quebec, this twentieth day of August, 1959.

(Seal)
51374

CHARLES H. BLAIS,
President.

**PACKAGING LABORATORIES
AND DESIGNING LTD.**

Notice is hereby given that "Packaging Laboratories and Designing Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 13th day of May, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said province, has established its office at 718 St. Paul Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 19th day of May, 1959.

51375-o

GODFROY MARIN,
Secretary.

(A.G. 12284-55)

**AMERICAN HOME BUILDERS
CORPORATION**

By-law No. XVI

Upon motion, duly proposed and seconded, it was unanimously resolved:

"Be it enacted and the same is hereby enacted and adopted as company's by-law No. 16:

That the head office of the company is moved from No. 4 Giroux Street, Laval des Rapides where it was formerly located, to No. 10710 Grande Allée Street, Montreal."

Certified copy of by-law No. 16 duly adopted at a meeting of directors of "American Home Builders Corporation", April 15, 1958, and unanimously confirmed at a special general meeting of the company held April 15, 1958 by the shareholders holding 100% of the shares represented at said meeting.

Montreal, this fifteenth day of April, 1958.

51383

LÉO GIROUX,
Secretary-Treasurer.

(A.G. 12282-56)

**BURNER EQUIPMENT LTD.
ÉQUIPEMENT DE BRÛLEURS LTÉE**

Special by-law "A"

A by-law to change the head office of the company from Montreal to Outremont.

Be it enacted:

That the head office of the company be removed as at 1st May, 1959 to the city of Outremont, Quebec.

Certified true copy.

Dated at the city of Outremont, P.Q., this 23rd day of June, 1959.

(Seal)
51384-o

ROSS KING,
Secretary-Treasurer.

(P.G. 4921-49)

C. A. BLANCHET INC.

Règlement N° 13

Changeant le siège social de la compagnie.

Attendu que par lettres patentes incorporant la compagnie "C. A. Blanchet Inc.", le siège social a été fixé à Amos, district d'Abitibi, et

Attendu qu'il est jugé opportun qu'il soit transporté à la cité de Québec, province de Québec;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie ce qui suit:

Que la situation du siège social de la compagnie "C. A. Blanchet Inc.", est par les présentes transporté de la ville d'Amos, district d'Abitibi, à la cité de Québec, au N° 431 rue Vitre.

Je, soussigné, secrétaire de "C. A. Blanchet Inc.", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus est une copie véritable et authentique du règlement N° 3 adopté par les directeurs à leur assemblée tenue le 26 janvier 1959, et subsequmment approuvé à l'unanimité par les actionnaires à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins de le considérer, et tenue le 26e jour de janvier 1959, par le vote de cent pour cent (100%) en valeur des actions représentées par tous les actionnaires présents à ladite assemblée.

(Sceau)

51385-o

Le Secrétaire,

MARCEL BLANCHET.

(A.G. 4921-49)

C. A. BLANCHET INC.

By-law No. 13

Changing the head office of the company.

Whereas by letters patent incorporating the company "C. A. Blanchet Inc.", the head office was established at Amos, district of Abitibi, and

Whereas it is deemed expedient that it be moved to the city of Quebec, Province of Quebec;

Therefore, be it enacted as a by-law of the company as follows:

That the location of the head office of the company "C. A. Blanchet Inc.", is hereby moved from the town of Amos, district of Abitibi, to the city of Quebec, at No. 431 Vitre Street.

I, the undersigned, secretary of "C. A. Blanchet Inc.", hereby certify that the above by-law is a certified true copy of by-law No. 3 adopted by the directors at their meeting held January 26, 1959, and subsequently confirmed, unanimously, by the shareholders at a special general meeting called for considering said by-law, and held the 26th day of January, 1959, by a vote of one hundred per cent (100%) of the value of the shares represented by all the shareholders present at said meeting.

(Seal)

51385

MARCEL BLANCHET,

Secretary.

(P.G. 12421-52)

INDUSTRIA (ORE AND CHEMICALS)
LIMITED

Changement d'adresse du siège social.

Règlement spécial "D"

Le siège social de la compagnie autrefois situé à 2435 chemin Lucerne, Ville Mont-Royal, Qué., sera, à compter du 1er mai 1959, situé à 3400 rue Namur dans la cité et district de Montréal, province de Québec.

Je, soussigné, secrétaire de "Industria (Ore and Chemicals) Limited", certifie par les présentes que le règlement précité a été édicté par les directeurs de la compagnie à une assemblée régulière tenue le 29 avril 1959, et qu'il a été ratifié et confirmé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue subsequmment le même jour. A l'assemblée des directeurs, tous les directeurs étaient présents. A l'assemblée générale spéciale des actionnaires, tous les actionnaires étaient présents.

Montréal, Qué., 1er mai 1959.

51386-o

Le Secrétaire,

E. O. ROHARDT.

(A.G. 12421-52)

INDUSTRIA (ORE AND CHEMICALS)
LIMITED

Change of address of head office.

Special by-law "D"

The head office of the company formerly located at 2435 Lucerne Road, Town of Mount Royal, Que., shall as of May 1st., 1959 be located at 3400 Namur Street, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

I, the undersigned, secretary of "Industria (Ore and Chemicals) Limited", hereby certify that the above by-law was enacted by the directors of the company at a regular meeting held on April 29th., 1959 and was ratified and confirmed by the shareholders at a special general meeting held later on the same day. At the meeting of directors, all the directors were present. At the special general meeting of shareholders, all the shareholders were present.

Montreal, Que., May 1st, 1959.

51386-o

E. O. ROHARDT,

Secretary.

J. L. LEFEBVRE LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "J. L. Lefebvre Limitée", incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 29 décembre 1958, a son principal bureau d'affaires au N° 415 est de la rue St-Paul à Montréal, district de Montréal.

Montréal, le 10 juin 1959.

51387-o

Le Secrétaire-trésorier, dûment autorisé

à faire la présente déclaration,
ANDRÉ LEFEBVRE.

J. L. LEFEBVRE LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "J. L. Lefebvre Limitée", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent issued December 29, 1958, has its principal place of business at No. 415 St. Paul Street, East, Montreal, district of Montreal.

Montreal, June 10, 1959.

51387

ANDRÉ LEFEBVRE,

Secretary-Treasurer, duly authorized
to make this declaration.

(P.G. 2434-39)

MONTREAL STEVEDORING CORPORATION

Règlement spécial "B"

Un règlement qui change le siège social de la compagnie.

Qu'il soit décrété:

Que le siège social de la compagnie soit, à compter du 1er mai 1959, transporté de la cité de Westmount à la cité d'Outremont, Québec.

Vraie copie certifiée.

Daté en la cité d'Outremont, P.Q., ce 23e jour de juin 1959.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
EDWARD IRWIN.

51388

(P.G. 12912-57)

NATIONAL CUT & PRECAST STONE (QUEBEC) LTD.

Règlement N° 25

"Il est alors proposé, secondé et résolu à l'unanimité que le siège social soit transporté du N° 6958 rue Iberville, Montréal, au N° 10459 rue Bellevue, Montréal-Nord, et que ce règlement portant le N° 25 soit soumis pour ratification à une assemblée spéciale des actionnaires, et que, si approuvé, l'avis suivant soit transmis au Procureur général pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*:

"Avis est donné que "National Cut & Precast Stone (Quebec) Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes datées du 11 septembre 1957 avec bureau principal situé jusqu'à aujourd'hui au N° 6958 rue Iberville, Montréal, a transporté au N° 10459 rue Bellevue, Montréal-Nord. A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal."

Daté à Montréal, ce 15ième jour de juillet 1959.

Copie conforme du règlement N° 25, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 15 juillet 1959.

Le Secrétaire,
JACQUES PARÉ.

51389-0

(P.G. 11928-57)

PHILPEN INVESTMENTS LIMITED

Règlement N° XXIV

qui change la situation du siège social de la compagnie.

Attendu qu'il est reconnu opportun de changer la situation du siège social de la compagnie.

En conséquence, qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° XXIV des règlements de "Philpen Investments Limited" (ici nommée "la compagnie"), ce qui suit:

Que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes, changée de chambre 505, 901 carré Victoria, Montréal, à 22 avenue Arlington, Westmount.

Decrété ce 16e jour d'avril 1959.

Vraie copie certifiée du règlement N° XXIV de "Philpen Investments Limited", décrété par les directeurs de ladite compagnie à une assemblée dûment convoquée et tenue à Montréal, P.Q., le 16e jour d'avril 1959, et sanctionné à l'unanimité, et confirmé par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée et tenue plus tard ledit 16e jour d'avril 1959, aux fins de considérer ledit règlement.

Le Secrétaire,
MARGOT M. QUINN.

51390

(A.G. 2434-39)

MONTREAL STEVEDORING CORPORATION

Special by-law "B"

A by-law to change the head office of the company.

Be it enacted:

That the head office of the company be removed as at 1st May, 1959 from the city of Westmount to the city of Outremont, Quebec.

Certified true copy.

Dated at the city of Outremont, P.Q., this 23rd day of June, 1959.

(Seal)

EDWARD IRWIN,
Secretary-Treasurer.

51388-0

(A.G. 12912-57)

NATIONAL CUT & PRECAST STONE (QUEBEC) LTD.

By-law No. 25

"It is therefore proposed, seconded and unanimously resolved that the head office is transferred from No. 6958 Iberville Street, Montreal, to 10459 Bellevue Street, Montreal-North, and that this by-law bearing No. 25 be submitted for ratification at a special meeting of the shareholders, and that, if approved, the following notice be transferred to the Attorney General for publication in the *Quebec Official Gazette*:

"Notice is given that "National Cut & Precast Stone (Quebec) Ltd.", incorporated by letters patent dated September 11, 1957 with head office situated to date at No. 6958 Iberville Street, Montreal, has transferred it to No. 10459 Bellevue Street, Montreal-North. From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office."

Dated at Montreal, this 15th day of July, 1959.

Copy in conformity with by-law No. 25, as adopted by the directors and approved by the shareholders on July 15, 1959.

JACQUES PARÉ,
Secretary.

51389

(A.G. 11928-57)

PHILPEN INVESTMENTS LIMITED

By-law No. XXIV

being a by-law changing the location of the head office of the company.

Whereas it is deemed expedient to change the location of the head office of the company.

Now, therefore, be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. XXIV of the by-laws of "Philpen Investment Limited" (herein called the "company") as follows:

That the location of the head office of the company be and the same is hereby changed from Room 505, 901 Victoria Square, Montreal, to 22 Arlington Avenue, Westmount.

Enacted this 16th day of April, 1959.

Certified a true copy of by-law No. XXIV of "Philpen Investments Limited", enacted by the directors of the said company at a meeting duly called and held at Montreal, P.Q., on the 16th day of April, 1959, and unanimously sanctioned and confirmed by all the shareholders of the company at a special general shareholders' meeting duly called and held later on the said 16th day of April, 1959, for the purpose of considering the said by-law.

MARGOT M. QUINN,
Secretary.

51390-0

(P.G. 12560-58)

STILLMEADOWS COMPANY LIMITED

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété un règlement de "Stillmeadows Co. Ltd." (ici nommée la "compagnie"), ce qui suit:

Règlement XXII

"Que la situation du siège social de la compagnie est, par les présentes, changée de la cité de Montréal au village de Dewittville, en la province de Québec et le règlement un de la compagnie est, par les présentes, amendé en conséquence."

Décreté à une assemblée des directeurs de "Stillmeadows Co. Ltd.", tenue le 15^e jour d'avril 1959.

Sanctionné et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires, à laquelle toutes les actions en cours étaient représentées en personne ou par procuration, tenue au bureau de "Genser & Phillips", 276 ouest, rue St-Jacques, à 11 heures, le 15^e jour d'avril 1959.

(Sceau)
51391

Le Secrétaire,
S. PHILLIPS.

(P.G. 16504-52)

THE ALBERT PAPER COMPANY INC.

Règlement 27

L'endroit où le siège social de la compagnie sera situé, est par les présentes, changé de la cité de Montréal à la cité de Westmount.

Décreté ce 1^{er} jour de mai 1959.

Témoin: le sceau corporatif de la compagnie.
(Sceau Corporatif)

Le Président,
JOSEPH A. BENEDETTO.
L'Assistant-secrétaire,
J. W. DUNTON.

Vraie copie certifiée,
L'Assistant-secrétaire,
J. W. DUNTON.

51392

(A.G. 12560-58)

STILLMEADOWS COMPANY LIMITED

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Stillmeadows Co. Ltd." (herein called the "company"), as follows:

By-law XXII

"That the location of the head office of the company is hereby changed from the city of Montreal to the village of Dewittville in the Province of Quebec and that by-law one is hereby amended accordingly."

Enacted at a meeting of directors of "Stillmeadows Co. Ltd.", held on the 15th day of April, 1959.

Sanctioned and approved by a special general meeting of shareholders at which all shares outstanding were represented by person or by proxy held at the office of "Genser & Phillips", 276 St. James Street, West, at 11 o'clock on the 15th day of April, 1959.

(Seal)
51391-o

S. PHILLIPS,
Secretary.

(A.G. 16504-52)

THE ALBERT PAPER COMPANY INC.

By-law 27

The place where the head office of the company is to be situate is hereby changed from the city of Montreal to the city of Westmount.

Enacted this 1st day of May, 1959.

As witness: the corporate seal of the company.
(Corporate Seal)

JOSEPH A. BENEDETTO,
President.
J. W. DUNTON,
Assistant-Secretary.

Certified a true copy,
J. W. DUNTON,
Assistant-Secretary.

51392-o

(P.G. 13737-59)

LES PÉTROLES MONTGOMERY

(1958) LTÉE

MONTGOMERY FUELS (1958) LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Les Pétroles Montgomery (1958) Ltée — Montgomery Fuels (1958) Limited", constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 24^e jour d'octobre 1958, a établi son siège social à Rand St-Marie, en les cité et district de Valleyfield, P.Q.

Daté à Montréal, ce 19^e jour d'août 1959.

51395

Le Président,
PAUL CAMPEAU.

GARDEN PACKING CO. LTD.

Avis est donné que la compagnie "Garden Packing Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 mars 1959 et ayant son bureau principal à Montréal a établi son bureau à 901 Carré Victoria, chambre 301, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, Province de Québec, ce 1^{er} jour de septembre 1959.

51414-o

Le Président,
G. W. GLEASON.

(A.G. 13737-59)

LES PÉTROLES MONTGOMERY

(1958) LTÉE

MONTGOMERY FUELS (1958) LIMITED

Notice is hereby given that "Les Pétroles Montgomery (1958) Ltée — Montgomery Fuels (1958) Limited", incorporating in the Province of Quebec by letters patent, granted under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 24th day of October, 1958, has established its head office at rang Ste. Marie, in the city and district of Valleyfield, P.Q.

Dated at Montreal, this 19th day of August 1959

51395-o

PAUL CAMPEAU,
President.

GARDEN PACKING CO. LTD.

Notice is hereby given that "Garden Packing Co. Ltd.", incorporated by letters patent on March 23, 1959 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Room No. 301, 901 Victoria Square, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Province of Quebec, this 1st day of September, 1959.

51414-o

G. W. GLEASON,
President.

CHAMPION TIRE CHAINS COMPANY LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Champion Tire Chains Company Limited", constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes du Lieutenant-gouverneur, en date du (19) dix-neuf mai mil neuf cent cinquante-deux et ayant son bureau principal et siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau jusqu'à aujourd'hui au N° 2321 de la rue Des Érables, l'a transporté au N° 2457 de la rue des Carrières.

A compter du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingtième jour d'août mil neuf cent cinquante-neuf.

CHAMPION TIRE CHAINS CO. LTD.,
51404-o Par: LÉO DESCOTEAUX.

CHAMPION TIRE CHAINS COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "Champion Tire Chains Company Limited", company incorporated by letters patent of the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the nineteen day of May, nineteen hundred and fifty-two, and having its head office in Montreal, where its office was established up to to-day, at 2321 Des Érables Street, has moved it to 2457 Des Carrières Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this twentieth day of August, nineteen hundred and fifty-nine.

CHAMPION TIRE CHAINS CO. LTD.,
51404-o Per: LÉO DESCOTEAUX.

Soumissions

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-HILAIRE (Comté de Rouville)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné Edmond Chagnon, secrétaire-trésorier, St-Hilaire, comté de Rouville, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 21 septembre 1959, pour l'achat de \$111,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Hilaire, comté de Rouville, datées du 1er août 1959 et remboursables par séries du 1er août 1960 au 1er août 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 26 mai 1959 — construction d'une école élémentaire de huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$111,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1960.....x	\$13,500.00
1er août 1961.....x	14,000.00
1er août 1962.....x	15,000.00
1er août 1963.....x	16,000.00
1er août 1964.....	2,000.00
1er août 1965.....	2,000.00
1er août 1966.....	2,500.00
1er août 1967.....	2,500.00
1er août 1968.....	2,500.00
1er août 1969.....	3,000.00
1er août 1970.....	3,000.00
1er août 1971.....	3,000.00
1er août 1972.....	3,500.00
1er août 1973.....	3,500.00
1er août 1974.....	3,500.00
1er août 1975.....	4,000.00
1er août 1976.....	4,000.00
1er août 1977.....	4,500.00
1er août 1978.....	4,500.00
1er août 1979.....	5,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de

Tenders

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST. HILAIRE (County of Rouville)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Edmond Chagnon, Secretary-Treasurer, St. Hilaire, county of Rouville; until 8.00 o'clock p.m., Monday, September 21, 1959, for the purchase of \$111,500.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of the village of St. Hilaire, county of Rouville, dated August 1st, 1959, and redeemable serially from August 1st, 1960 to August 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually, on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 26, 1959 — erection of an elementary school of eight classes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$111,500.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1960.....x	\$13,500.00
August 1st, 1961.....x	14,000.00
August 1st, 1962.....x	15,000.00
August 1st, 1963.....x	16,000.00
August 1st, 1964.....	2,000.00
August 1st, 1965.....	2,000.00
August 1st, 1966.....	2,500.00
August 1st, 1967.....	2,500.00
August 1st, 1968.....	2,500.00
August 1st, 1969.....	3,000.00
August 1st, 1970.....	3,000.00
August 1st, 1971.....	3,000.00
August 1st, 1972.....	3,500.00
August 1st, 1973.....	3,500.00
August 1st, 1974.....	3,500.00
August 1st, 1975.....	4,000.00
August 1st, 1976.....	4,000.00
August 1st, 1977.....	4,500.00
August 1st, 1978.....	4,500.00
August 1st, 1979.....	5,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of

\$58,080.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$14,520.00 chacun, de 1960 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beloeil, comté de Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er août 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 21 septembre 1959, à 8.00 heures du soir, en l'école St-Joseph, St-Hilaire, comté de Rouville.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hilaire, (Comté de Rouville), ce 27 août 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
EDMOND CHAGNON.

Adresse postale: C.P. 209, St-Hilaire,
(Rouville), P.Q.

Téléphone: FOrêt 7-2091. 51407-o

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-JEAN- DE-BRÉBEUF (Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Jean-Marc Dostie, secrétaire-trésorier, R.R. N° 2, Inverness, comté de Mégantic, jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 21 septembre 1959, pour l'achat de \$38,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jean-de-Brébeuf, comté de Mégantic, datées du 1er septembre 1959 et remboursables par séries du 1er septembre 1960 au 1er septembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 8 juin 1959, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire de quatre classes.

\$58,080.00, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$14,520.00 each, from 1960 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beloeil, county of Verchères.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1966 inclusively, is issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Québec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, September 21, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at St. Joseph's school, St. Hilaire, county of Rouville.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Hilaire, (County of Rouville), this August 27, 1959.

EDMOND CHAGNON,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address: P.B. 209, St. Hilaire,
(Rouville), P.Q.

Téléphone: FOrêt 7-2091. 51407

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST. JEAN- DE-BRÉBEUF (County of Mégantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jean-Marc Dostie, Secretary-Treasurer, R.R. No. 2, Inverness, county of Mégantic, until 8.30 o'clock p.m., Monday, September 21, 1959, for the purchase of \$38,500.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of St. Jean-de-Brébeuf, county of Mégantic, dated September 1st, 1959 and redeemable serially from September 1st, 1960 to September 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually, on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 8, 1959, as modified — erection of an elementary school of four classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$38,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1960.....	\$ nil
1er septembre 1961.....	x 15,500.00
1er septembre 1962.....	1,000.00
1er septembre 1963.....	1,000.00
1er septembre 1964.....	1,000.00
1er septembre 1965.....	1,000.00
1er septembre 1966.....	1,000.00
1er septembre 1967.....	1,000.00
1er septembre 1968.....	1,000.00
1er septembre 1969.....	1,000.00
1er septembre 1970.....	1,000.00
1er septembre 1971.....	1,000.00
1er septembre 1972.....	1,500.00
1er septembre 1973.....	1,500.00
1er septembre 1974.....	1,500.00
1er septembre 1975.....	1,500.00
1er septembre 1976.....	1,500.00
1er septembre 1977.....	1,500.00
1er septembre 1978.....	2,000.00
1er septembre 1979.....	2,000.00

La lettre "x" indique l'année durant laquelle un octroi total de \$15,473.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement, en 1961, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thetford Mines.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er septembre 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 21 septembre 1959, à 8.30 heures du soir, dans la salle de M. Carrier, marchand, Inverness, comté de Mégantic.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Inverness, (Comté de Mégantic), ce 2 septembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-MARC DOSTIE.

R.R. N° 2, Inverness,
(Mégantic), P.Q.

Téléphone: 621 sonnez 12.

51416-o

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from October 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$38,500.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1960.....	\$ nil
September 1st, 1961.....	x 15,500.00
September 1st, 1962.....	1,000.00
September 1st, 1963.....	1,000.00
September 1st, 1964.....	1,000.00
September 1st, 1965.....	1,000.00
September 1st, 1966.....	1,000.00
September 1st, 1967.....	1,000.00
September 1st, 1968.....	1,000.00
September 1st, 1969.....	1,000.00
September 1st, 1970.....	1,000.00
September 1st, 1971.....	1,000.00
September 1st, 1972.....	1,500.00
September 1st, 1973.....	1,500.00
September 1st, 1974.....	1,500.00
September 1st, 1975.....	1,500.00
September 1st, 1976.....	1,500.00
September 1st, 1977.....	1,500.00
September 1st, 1978.....	2,000.00
September 1st, 1979.....	2,000.00

The letter "x" indicate the year during which the payment of a total amount of \$15,473.00, granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment, in 1961, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Thetford Mines.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1966, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to September 1st, 1969, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at part, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, September 21, 1959, at 8.30 o'clock p.m., at Mr. Carrier's Hall, merchant, Inverness, county of Megantic.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Inverness, (County of Mégantic), this September 2, 1959.

JEAN-MARC DOSTIE,
Secretary-Treasurer.

R.R. No. 2, Inverness,
(Mégantic), P.Q.

Telephone: 621 Ring 12.

51416

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
POUR LA MUNICIPALITÉ
DE ST-FRANÇOIS-DE-SALES
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé Lucien Cartier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, à 6,830 Boulevard des Mille Îles, ville de St-François, (Laval), ou jusqu'à 8.00 heures du soir, à l'école Boileau, ville de St-François, (Laval), lundi, le 21 septembre 1959, pour l'achat de \$185,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-François-de-Sales, comté de Laval, datées du 1er septembre 1959 et remboursables par séries du 1er septembre 1960 au 1er septembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 1er juillet 1959 — construction d'une école de huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$185,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1960.....x	\$15,500.00
1er septembre 1961.....x	16,500.00
1er septembre 1962.....x	17,500.00
1er septembre 1963.....x	18,500.00
1er septembre 1964.....x	19,500.00
1er septembre 1965.....	4,000.00
1er septembre 1966.....	4,500.00
1er septembre 1967.....	4,500.00
1er septembre 1968.....	5,000.00
1er septembre 1969.....	5,500.00
1er septembre 1970.....	5,500.00
1er septembre 1971.....	6,000.00
1er septembre 1972.....	6,500.00
1er septembre 1973.....	6,500.00
1er septembre 1974.....	7,000.00
1er septembre 1975.....	7,500.00
1er septembre 1976.....	8,000.00
1er septembre 1977.....	8,500.00
1er septembre 1978.....	9,000.00
1er septembre 1979.....	9,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$82,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$16,400.00 chacune, de 1960 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans ou avant le 1er septembre 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme

THE SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY
OF ST-FRANÇOIS-DE-SALES
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lucien Cartier, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 6,830 Mille Îles Boulevard, town of St. François, (Laval), or 8.00 o'clock p.m., at the Boileau school, town of St. François, (Laval), Monday, September 21, 1959, for the purchase of \$185,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of St. François-de-Sales, county of Laval, dated September 1st, 1959 and redeemable serially from September 1st, 1960 to September 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually, on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 1st, 1959 — erection of a school of eight classes.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from October 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$185,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1960.....x	\$15,500.00
September 1st, 1961.....x	16,500.00
September 1st, 1962.....x	17,500.00
September 1st, 1963.....x	18,500.00
September 1st, 1964.....x	19,500.00
September 1st, 1965.....	4,000.00
September 1st, 1966.....	4,500.00
September 1st, 1967.....	4,500.00
September 1st, 1968.....	5,000.00
September 1st, 1969.....	5,500.00
September 1st, 1970.....	5,500.00
September 1st, 1971.....	6,000.00
September 1st, 1972.....	6,500.00
September 1st, 1973.....	6,500.00
September 1st, 1974.....	7,000.00
September 1st, 1975.....	7,500.00
September 1st, 1976.....	8,000.00
September 1st, 1977.....	8,500.00
September 1st, 1978.....	9,000.00
September 1st, 1979.....	9,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$82,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$16,400.00 each, from 1960 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to September 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates,

de vingt ans: après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 21 septembre 1959, à 8.00 heures du soir, à l'école Boileau, ville de St-François, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de St-François, (Comté de Laval), ce 2 septembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN CARTIER.

Adresse postale: 6,830 Boulevard des Mille Îles,
Ville de St-François, (Laval), P.Q.,
Téléphone: Ville de St-François: NO-6-8034,
Montréal: VI-9-3555. 51415-0

VILLAGE DE LA PROVIDENCE (Comté de St-Hyacinthe)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé A.-J. Archambeault, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, coin Ste-Anne et St-Charles, La Providence, comté de St-Hyacinthe, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 21 septembre 1959, pour l'achat de \$75,000.00 d'obligations du village de La Providence, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er octobre 1959 et remboursables par séries du 1er octobre 1960 au 1er octobre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 207 — travaux d'aqueduc et travaux de pavages.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$75,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1960.....	\$2,000.00
1er octobre 1961.....	2,000.00
1er octobre 1962.....	2,500.00
1er octobre 1963.....	2,500.00
1er octobre 1964.....	2,500.00
1er octobre 1965.....	3,000.00
1er octobre 1966.....	3,000.00
1er octobre 1967.....	3,000.00
1er octobre 1968.....	3,500.00
1er octobre 1969.....	3,500.00
1er octobre 1970.....	3,500.00
1er octobre 1971.....	4,000.00
1er octobre 1972.....	4,000.00
1er octobre 1973.....	4,500.00
1er octobre 1974.....	4,500.00
1er octobre 1975.....	5,000.00
1er octobre 1976.....	5,000.00
1er octobre 1977.....	5,500.00
1er octobre 1978.....	5,500.00
1er octobre 1979.....	6,000.00

the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, September 21, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Boileau school, town of St. François, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Town of St. François, (County of Laval), this September 2, 1959.

LUCIEN CARTIER,
Secretary-Treasurer.

P. O. Address: 6,830 Mille Îles Boulevard,
Town of St. François, (Laval), P.Q.,
Telephone: Town of St. François: NO-6-8034,
Montreal: VI-9-3555. 51415

VILLAGE OF LA PROVIDENCE (County of St. Hyacinthe)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, A.-J. Archambeault, Secretary-Treasurer, City Hall, corner of Ste. Anne and St. Charles, La Providence, county of St. Hyacinthe, until 8.00 o'clock p.m., Monday, September 21, 1959, for the purchase of \$75,000.00 of bonds of the village of La Providence, county of St. Hyacinthe, dated October 1st, 1959 and redeemable serially from October 1st, 1960 to October 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 5% or more than 6% per annum, payable semi-annually, on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 207 — Waterworks and paving operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from October 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$75,000.00 — 20 years

Year	Capital
October 1st, 1960.....	\$2,000.00
October 1st, 1961.....	2,000.00
October 1st, 1962.....	2,500.00
October 1st, 1963.....	2,500.00
October 1st, 1964.....	2,500.00
October 1st, 1965.....	3,000.00
October 1st, 1966.....	3,000.00
October 1st, 1967.....	3,000.00
October 1st, 1968.....	3,500.00
October 1st, 1969.....	3,500.00
October 1st, 1970.....	3,500.00
October 1st, 1971.....	4,000.00
October 1st, 1972.....	4,000.00
October 1st, 1973.....	4,500.00
October 1st, 1974.....	4,500.00
October 1st, 1975.....	5,000.00
October 1st, 1976.....	5,000.00
October 1st, 1977.....	5,500.00
October 1st, 1978.....	5,500.00
October 1st, 1979.....	6,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er octobre 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 septembre 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, coin Ste-Anne et St-Charles, La Providence, comté de St-Hyacinthe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Providence, (Comté de St-Hyacinthe), ce 1er septembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,

A.-J. ARCHAMBEAULT.

Adresse postale: 765 rue St-Pierre,

La Providence, (St-Hyacinthe), P.Q.,

Téléphone: PProvince 4-8360. 51417-0

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE L'ABORD-À-PILOUFE

(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé L. Lapointe, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8.00 heures du soir, école St-Édouard, 3733, 2ème rue, L'Abord-à-Pilouffe, comté de Laval, lundi, le 21 septembre 1959, pour l'achat de \$98,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Abord-à-Pilouffe, comté de Laval, datées du 1er octobre 1959 et remboursables par séries du 1er octobre 1960 au 1er octobre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 1er mai 1959, telle que modifiée — construction d'une résidence pour religieux et dépenses incidentes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1959.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to October 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 21, 1959 at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, corner of Ste. Anne and St. Charles, La Providence, county of St. Hyacinthe.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Providence, (County of St. Hyacinthe), this September 1st, 1959.

A.-J. ARCHAMBEAULT,

Secretary-Treasurer.

Post office address: 765 St. Pierre Street,

La Providence, (St. Hyacinthe), P.Q.

Téléphone: PProvince 4-8360. 51417

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF L'ABORD-À-PILOUFE

(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L. Lapointe, Secretary-Treasurer, until 8.00 o'clock p.m., St-Édouard school, 3733, 2nd Street, L'Abord-à-Pilouffe, county of Laval, Monday, September 21, 1959, for the purchase of an issue of \$98,000.00 of bonds for the school commissioners of the municipality of L'Abord-à-Pilouffe, county of Laval, dated October 1st, 1959, and redeemable serially from October 1st, 1960 to October 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 1st, 1959, as amended — construction of a residence for religious teachers and incidental expenses.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$98,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1960.....x	\$24,000.00
1er octobre 1961.....x	25,500.00
1er octobre 1962.....	1,500.00
1er octobre 1963.....	1,500.00
1er octobre 1964.....	2,000.00
1er octobre 1965.....	2,000.00
1er octobre 1966.....	2,000.00
1er octobre 1967.....	2,000.00
1er octobre 1968.....	2,500.00
1er octobre 1969.....	2,500.00
1er octobre 1970.....	2,500.00
1er octobre 1971.....	2,500.00
1er octobre 1972.....	3,000.00
1er octobre 1973.....	3,000.00
1er octobre 1974.....	3,000.00
1er octobre 1975.....	3,500.00
1er octobre 1976.....	3,500.00
1er octobre 1977.....	3,500.00
1er octobre 1978.....	4,000.00
1er octobre 1979.....	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$50,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$25,000.00 chacun, en 1960 et en 1961, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à L'Abord-à-Plouffe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er octobre 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts révisés de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 21 septembre 1959, à 8.00 heures du soir, à l'école St-Édouard, 3733, 2ème rue, L'Abord-à-Plouffe, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Abord-à-Plouffe, (Comté de Laval), ce 2 septembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
L. LAPOINTE.

École St-Édouard, 3733, 2ème rue,
L'Abord-à-Plouffe, (Laval), P.Q.,
Téléphone: MURRAY-1-5393. 51418-o

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$98,000.00 — 20 years

Year	Capital
October 1st, 1960.....x	\$24,000.00
October 1st, 1961.....x	25,500.00
October 1st, 1962.....	1,500.00
October 1st, 1963.....	1,500.00
October 1st, 1964.....	2,000.00
October 1st, 1965.....	2,000.00
October 1st, 1966.....	2,000.00
October 1st, 1967.....	2,000.00
October 1st, 1968.....	2,500.00
October 1st, 1969.....	2,500.00
October 1st, 1970.....	2,500.00
October 1st, 1971.....	2,500.00
October 1st, 1972.....	3,000.00
October 1st, 1973.....	3,000.00
October 1st, 1974.....	3,000.00
October 1st, 1975.....	3,500.00
October 1st, 1976.....	3,500.00
October 1st, 1977.....	3,500.00
October 1st, 1978.....	4,000.00
October 1st, 1979.....	4,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$50,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$25,000.00 each, from 1960 to 1961 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of three terms only.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at L'Abord-à-Plouffe.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to October 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, September 21, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the St-Édouard school, 3733, 2nd Street, L'Abord-à-Plouffe, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

L'Abord-à-Plouffe, (County of Laval), September 2nd, 1959.

L. LAPOINTE,
Secretary-Treasurer.

St-Édouard school, 3733, 2nd Street,
L'Abord-à-Plouffe, (Laval), P.Q.,
Telephone: MURRAY-1-5393. 51418

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-JUSTINE- DE-NEWTON

(Comté de Vaudreuil-Soulanges)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Donat Levac, secrétaire-trésorier, Ste-Justine-de-Newton, comté de Vaudreuil-Soulanges, jusqu'à 8.00 heures du soir, jeudi, le 24 septembre 1959, pour l'achat de \$157,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Justine-de-Newton, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 1er août 1959 et remboursables par séries du 1er août 1960 au 1er août 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 juin 1959 — construction d'une école centrale.

Pour fins d'adjudication seulement le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$157,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1960.....	x\$21,500.00
1er août 1961.....	x 22,500.00
1er août 1962.....	x 24,000.00
1er août 1963.....	x 25,500.00
1er août 1964.....	2,500.00
1er août 1965.....	2,500.00
1er août 1966.....	3,000.00
1er août 1967.....	3,000.00
1er août 1968.....	3,000.00
1er août 1969.....	3,500.00
1er août 1970.....	3,500.00
1er août 1971.....	3,500.00
1er août 1972.....	4,000.00
1er août 1973.....	4,000.00
1er août 1974.....	4,500.00
1er août 1975.....	4,500.00
1er août 1976.....	5,000.00
1er août 1977.....	5,500.00
1er août 1978.....	5,500.00
1er août 1979.....	6,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$97,987.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements dont le premier de \$24,496.89 et les trois autres de \$24,496.87 chacun, de 1960 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Justine-de-Newton.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er août 1969 inclusivement si elles sont émises

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE-JUSTINE- DE-NEWTON

(County of Vaudreuil-Soulanges)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Donat Levac, Secretary - Treasurer, Ste-Justine-de-Newton, county of Vaudreuil-Soulanges, until 8.00 o'clock p.m. Thursday, September 24, 1959, for the purchase of an issue of \$157,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Justine-de-Newton, county of Vaudreuil-Soulanges, dated August 1st, 1959, and redeemable serially from August 1st 1960 to August 1st, 1979, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 11, 1959 — construction of a central school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$157,000.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1960.....	x\$21,500.00
August 1st, 1961.....	x 22,500.00
August 1st, 1962.....	x 24,000.00
August 1st, 1963.....	x 25,500.00
August 1st, 1964.....	2,500.00
August 1st, 1965.....	2,500.00
August 1st, 1966.....	3,000.00
August 1st, 1967.....	3,000.00
August 1st, 1968.....	3,000.00
August 1st, 1969.....	3,500.00
August 1st, 1970.....	3,500.00
August 1st, 1971.....	3,500.00
August 1st, 1972.....	4,000.00
August 1st, 1973.....	4,000.00
August 1st, 1974.....	4,500.00
August 1st, 1975.....	4,500.00
August 1st, 1976.....	5,000.00
August 1st, 1977.....	5,500.00
August 1st, 1978.....	5,500.00
August 1st, 1979.....	6,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$97,987.50, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments the first of which is of \$24,496.89 and the other three of \$24,496.87 each, from 1960 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year, short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Justine-de-Newton.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term,

pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 24 septembre 1959, à 8.00 heures du soir, en la salle municipale du village, Ste-Justine-de-Newton, comté de Vaudreuil-Soulanges.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Justine-de-Newton, (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 2 septembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
DONAT LEVAC.

Ste-Justine-de-Newton,
(Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Téléphone 75.

51419-0

after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, September 24, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Municipal Hall of the village of Ste-Justine-de-Newton, county of Vaudreuil-Soulanges.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Justine-de-Newton, (County of Vaudreuil-Soulanges), September 2, 1959.

DONAT LEVAC,
Secretary-Treasurer.

Ste-Justine-de-Newton,
(Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Telephone: 75.

51419

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 6162-F. En faillite. Dans l'affaire de la faillite de: NAPOLEON LAPORTE, cultivateur, paroisse St-Laurent, Ile d'Orléans, P. Qué., débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le TRENTE SEPTEMBRE 1959, à DEUX heures p.m. sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de St-Laurent, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, l'immeuble ci-après décrit savoir:

Désignation: Item A: Une terre comprenant la partie non subdivisée du lot numéro vingt-neuf (29 n.s.) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Laurent, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, P. Qué., mesurant en front deux arpents et neuf pieds; sur la profondeur la distance qu'il y a entre la ligne séparative des paroisses de St-Pierre et St-Laurent, au nord-ouest et la route nationale au sud-est; bornée comme suit: au nord-ouest et au sud-est comme susdit, au nord-est à Louis Campeau ou représentants et au sud-ouest à Honoré Langlois, ou représentants; avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Item B: Un lopin de terre ou emplacement formé par la subdivision numéro un (1) du lot original numéro vingt-neuf (29-1) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Laurent, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, P. Qué., et décrit comme suit au livre de renvoi officiel: "De figure irrégulière borné vers le nord-est par le lot N° 28, vers le sud-est par le fleuve St-Laurent, vers le sud-ouest par le lot N° 29-2 et vers le nord-ouest par la route nationale, mesurant douze pieds de largeur et deux cent cinq pieds de profondeur moyenne; contenant en superficie deux mille quatre cent soixante pieds carrés, M. A. (2,460').

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec Superior Court "Sitting in Bankruptcy", No. 6162-F. In the matter of the bankruptcy of: NAPOLEON LAPORTE, farmer, parish of St. Laurent, Island of Orleans, P. Que., debtor

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER 1959, at TWO o'clock p.m., shall be sold by public auction, at the door of the church of the parish of St. Laurent, Island of Orleans, county of Montmorency, the immoveable hereinafter described, as to wit:

Description: Item A: A farm comprising the non-subdivided part of lot number twenty-nine (29 n.s.) of the official cadastre for the parish of St. Laurent, Island of Orleans, county of Montmorency, P. Que., measuring in frontage two arpents and nine feet; in depth, the distance between the dividing line of the parishes of St. Pierre and St. Laurent northwesterly and the National highway southeasterly; bounded as follows: northwesterly and southeasterly as above, northeasterly by Louis Campeau or representatives and southwesterly by Honoré Langlois, or representatives; together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Item B: A plot of land or emplacement formed by subdivision number one (1) of original lot number twenty-nine (29-1) of the official cadastre for the parish of St. Laurent, Island of Orleans, county of Montmorency, P. Que., and described as follows in the official book of reference: "Of irregular shape bounded northeasterly by lot No. 28, southeasterly by the river St. Lawrence, southwesterly by lot No. 29-2 and northwesterly by the National highway, measuring twelve feet in width and two hundred and five feet of average depth; containing an area of two thousand four hundred and sixty square feet, E. M. (2,460').

Les items A et B seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister, ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717, et 719 (A) du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de La Loi de faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, 19 août, 1959.

Le Syndic,

AUGUSTE MALTAIS.

Bureau de: A. Maltais & Associés,

466 de la Couronne, Québec.

51308-34-2-0

Item A and B shall be offered for sale to the last and highest bidder with rents and church apportionments which may exist as a charge thereon as well as subject to servitudes both active and passive.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned Trustees.

This sale is made in accordance with articles 716, 717, and 719 (A) of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act.

This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, August 19, 1959.

AUGUSTE MALTAIS,

Trustee.

Office: A. Maltais & Associés,

466 Crown Street, Quebec.

51308-34-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure N° 11099. DAME DELIMA BRODEUR, veuve d'Edmour Patenaude, de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe; et GERMAIN PATENAUDE, du village La Providence, district de St-Hyacinthe, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur, de la substitution du testament de feu Edmour Patenaude, demandeurs; vs PAUL-ÉMILE PATENAUDE, de St-Joseph sur Yamaska; Dame Floriane Patenaude, épouse d'Ovide Cadotte et ce dernier pour autoriser son épouse des cité et district de St-Hyacinthe; Dame Réjeanne Patenaude, épouse, d'Albert Leclerc, de St-Valérien, district de Bedford et ce dernier pour autoriser son épouse; Mlle Thérèse Patenaude, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe; le curateur public de la province de Québec, représentant Émilien Patenaude, actuellement interné à l'Hôpital de Bordeaux, à Montréal; Noël Brodeur, en sa qualité de curateur *ad hoc*, de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, Louis Patenaude de la Providence, district de St-Hyacinthe, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure, du district de St-Hyacinthe, sise au Palais de Justice, dans la cité de St-Hyacinthe, en exécution d'un jugement rendu par la Cour Supérieure le 16 janvier 1959, dans l'instance engagée entre Dame Delima Brodeur, veuve d'Edmour Patenaude, de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, et GERMAIN PATENAUDE, du village La Providence, district de St-Hyacinthe, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur, de la substitution du testament de feu Edmour Patenaude, demandeurs; vs PAUL-ÉMILE PATENAUDE, de St-Joseph sur Yamaska; Dame Floriane Patenaude, épouse d'Ovide Cadotte et ce dernier pour autoriser son épouse des cité et district de St-Hyacinthe; Dame Réjeanne Patenaude, épouse d'Albert Leclerc, de St-Valérien, district de Bedford et ce dernier pour autoriser son épouse; Mlle Thérèse Patenaude, fille majeure et usant de ses droits de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe; le curateur public de la province de Québec représentant Émilien Patenaude, actuel-

Sale by Licitaton

Canada, Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court No. 11099. DAME DELIMA BRODEUR, widow of Edmour Patenaude of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe and GERMAIN PATENAUDE, of the village of La Providence, district of St-Hyacinthe, as much personally as in his quality of curator, in the substitution of the testament of the late Edmour Patenaude, plaintiffs; vs PAUL-ÉMILE PATENAUDE, of St-Joseph sur Yamaska; Dame Floriane Patenaude, wife of Ovide Cadotte and the latter to authorize his wife of the city and district of St-Hyacinthe; Dame Réjeanne Patenaude, wife of Albert Leclerc, of St-Valérien, district of Bedford and the latter to authorize his wife; Miss Thérèse Patenaude, spinster of full age and in use of his rights, of the parish Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe; the public curator of the Province of Quebec representing Émilien Patenaude, presently interned at the Bordeaux Hospital, at Montreal; Noël Brodeur, in his quality of curator *ad hoc* of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe, Louis Patenaude, de La Providence, district of St-Hyacinthe, defendants.

NOTICE OF LICITATION

The FIFTH day of OCTOBER 1959, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of St-Hyacinthe, situated at the Court House, in the city of St-Hyacinthe, in execution of a judgment rendered by the Superior Court on January 16, 1959 in the case taken between Dame Delima Brodeur, widow of Edmour Patenaude, of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe and GERMAIN PATENAUDE of the village La Providence, district of St-Hyacinthe, as much personally as in his quality of Curator, in the substitution of the testament of the late Edmour Patenaude, plaintiffs; vs PAUL-ÉMILE PATENAUDE, of St-Joseph sur Yamaska; Dame Floriane Patenaude, wife of Ovide Cadotte and the latter to authorize his wife of the city district of St-Hyacinthe; Dame Réjeanne Patenaude, wife of Albert Leclerc, of St-Valérien, district of Bedford and the latter to authorize his wife; Miss Thérèse Patenaude, spinster and in use of her rights of the parish Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe; the public curator of the Province of Quebec, representing

ement interné à l'Hôpital de Bordeaux, à Montréal; Noël Brodeur, en sa qualité de curateur *ad hoc* de la paroisse de Notre-Dame de Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe; Louis Patenaude de la Providence, district de St-Hyacinthe, défendeurs.

"Une terre de un arpent et demi sur trente arpents de profondeur, plus ou moins étant partie du lot N° quatre-vingt-six, P. 86, du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe, à distraire une lisière de dix pieds par trente arpents et une largeur de quinze pieds par un arpent et demi vendu au Ministère de la Voirie de la province de Québec".

La vente de cet immeuble sera sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe de la Cour Supérieure, du district de St-Hyacinthe et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire, de ladite Cour au moins douze jours, avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Hyacinthe, ce 27 août 1959.

Le Procureur des demandeurs,
51406-36-2 EUGÈNE TOUSIGNANT.

Émilien Patenaude, presently interned at the Bordeaux Hospital, at Montreal; Noël Brodeur, in his quality of curator *ad hoc*, of the parish of Notre-Dame de Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe; Louis Patenaude, de La Providence, district of St-Hyacinthe, defendants.

"A farm of one arpent and one half by thirty arpents in depth, more or less, being part of lot No. eighty-six, Pt. 86, of the cadaster for the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, to withdraw a strip of ten feet by thirty arpents and a width of fifteen feet by an arpent and one-half sold to the Department of Roads of the Province of Quebec".

The sale of this immovable shall be subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the clerk of the Superior Court, of the district of St-Hyacinthe, and any opposition to annul, to secure or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary, of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Saint-Hyacinthe, this 27th day of August, 1959.

EUGÈNE TOUSIGNANT,
51406-36-2 Attorney for the plaintiffs.

Vente pour taxes

VILLE DE CHANDLER

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Alexandre Cyr, secrétaire-trésorier de la ville de Chandler, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, en la salle des délibérations du conseil municipal de la susdite ville, à l'Hôtel de Ville, en la ville de Chandler, LUNDI, le VINGT-ET UNIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil neuf cent cinquante-neuf à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et autres avec intérêts, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que les taxes intérêts et dépens ne soient payés avant la vente; comme appartenant à Sieur Émile Duclos et Héritiers légaux de feu Dame Charles Duclos;

1° Un emplacement mesurant 27.2 pieds vers le nord, 35 pieds au nord, 29 pieds et 63 pieds vers l'est, 58 pieds vers le sud et 103 pieds vers l'ouest; connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chandler sous le numéro du subdivision 72-B-36 du premier rang de la Seigneurie de Pabos.

2° Un autre lot mesurant 24.3 pieds vers le nord, 103 pieds vers l'est, 9 pieds vers le sud et 103 pieds vers l'ouest; connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chandler, sous le numéro de subdivision 73-5 du premier rang de la Seigneurie de Pabos.

3° Avec bâtisse dessus construite sur les deux lots ci-haut mentionnés.

Taxe municipale: \$23.30; taxe d'eau: \$36.00; intérêts: \$1.90. Total: \$61.10.

Les immeubles ci-dessus désignés sont situés dans la ville de Chandler. L'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Chandler, le 22 août 1959.
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
51356-35-2-o ALEXANDRE CYR.

Sale for Taxes

TOWN OF CHANDLER

Public notice is hereby given by the undersigned, Alexandre Cyr, Secretary-Treasurer of the town of Chandler that the hereinafter designated properties will be sold by public auction in the meeting room of Chandler municipal council of the foresaid town, at the Town Hall, on MONDAY, the TWENTY-FIRST of SEPTEMBER, nineteen hundred and fifty-nine, at TEN o'clock in the forenoon; for the non-payment of the municipal and other taxes with interest, also the costs subsequently sale. As belonging to Mr. Émile Duclos and Legal Heirs of the late Mrs Charles Duclos.

1. An emplacement measuring 27.2 feet on direction north; 25 feet on the north, 29 and 63 feet on the east, 58 feet on the south and 103 feet on the west, known and designated of the official cadastral under subdivision number 72-B-36 of the first range of the Seigneurie de Pabos.

2. An other emplacement measuring 24.3 feet on the north; 103 feet on the east; 9 feet on the south and 103 feet on the west. Known and designated of the official cadastral under subdivision number 73-5 of the first range of the Seigneurie de Pabos.

3. With the building thereon erected on both lots.

Municipal taxes: \$23.20; water tax: \$36.00; interests: \$1.90. Total: \$61.10.

The above immovable is situated in the town of Chandler. The purchaser must pay immediately the price of purchase.

Given at Chandler, August 22nd, 1959.
(Seal) ALEXANDRE CYR,
51356-35-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, { GARAGE CENTRAL
N° 10,758. { D'AMOS LTÉE, corps
politique et incorporé, ayant
une place d'affaires, à Amos, district d'Abitibi,
P.Q., saisissant, vs ANDRÉ ROUSSY, autre-
fois domicilié à Amos, district d'Abitibi, P.Q.,
maintenant domicilié à Val d'Or, P.Q.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro trente-six (36) du rang dix (10) du canton Dalquier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Félix de Dalquier, comté d'Abitibi-Est, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1959 à DEUX heures p.m.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Amos, J. ALFRED GAUTHIER.
6 août 1959. 51222-33-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { GEO-EXPLORERS LIM-
Rouyn-Noranda, { ITED, une corporation
N° 4969. { ayant son bureau principal au
N° 181 troisième Avenue,
Noranda, Qué., demanderesse vs OKA-BATHURST MINING CORPORATION LIMITED (Libre de responsabilité personnelle), une corporation minière ayant son bureau principal au N° 455 St-François Xavier, Montréal, Qué., défenderesse.

La propriété à vendre est la suivante:

Tous les droits, crédits pour travaux de prospection et développement faits, titres et intérêts de la défenderesse dans et en vertu de cinq (5) permis de mise en valeur émis par le Ministère des Mines, Québec, P.Q., portant les Nos 29689 à 29693, affectant 1000 acres, plus ou moins, apparaissant sur les cartes du canton de McCorkill, P.Q. détenues au Département des Mines, Québec, P.Q., étant cinq (5) claims miniers, piquetés en vertu de chacun des cinq (5) certificats miniers suivants à savoir: N° 88454 à 88457 inclusivement et 94791.

Pour être vendu en bloc au bureau de la Cour du Magistrat à Val d'Or, P.Q., le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1959, à QUATRE heures TRENTE de l'après-midi, heure avancée de l'est.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Amos, Qué., J. A. GAUTHIER.
le 7 août 1959. 51223-33-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, { GARAGE CENTRAL
No. 10,758. { D'AMOS LTÉE, a body
politic and incorporated, hav-
ing a place of business at Amos, district of
Abitibi, P.Q., seizing creditor, vs ANDRÉ
ROUSSY, heretofore domiciled at Amos, district
of Abitibi, P.Q. presently domiciled at Val d'Or,
P.Q.

NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as being lot number thirty-six (36) of range ten (10) of the Dalquier township, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

To be sold at the parochial church St-Félix de Dalquier, county of Abitibi-East, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER, 1959, at TWO o'clock p.m.

Sheriff's Office, J. ALFRED GAUTHIER,
Amos, Sheriff.
August 6, 1959. 51222-33-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, { GEO-EXPLORERS LIM-
Rouyn-Noranda, { ITED, a corporation
No. 4969. { having its head office at 181
Third Avenue, Noranda, P.Q.,
plaintiff vs OKA-BATHURST MINING CORPORATION LIMITED (No Personal Liability), a mining corporation having its head office at 445 St. Francis Xavier St., Montreal, P.Q., the defendant.

The property to be sold is the following:

All the Defendant's rights, credits for prospecting and development work done, title and interests in and under five (5) mining development licenses issued by the Quebec Development of Mines bearing Nos. 29689 to 29693, affecting 1000 acres, more or less, shown on the map of McCorkill Township, P.Q., kept at the Department of Mines, Quebec, P.Q., being 5 claims each staked in virtue of the following mining licenses, namely: 88454 to 88457 inclusively and 94791.

To be sold as a whole at the Magistrate's Court office at Val d'Or, P.Q., on the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER, 1959, at the hour of FOUR THIRTY in the afternoon eastern daylight saving time.

Sheriff's Office, J. A. GAUTHIER,
Amos, P.Q., Sheriff.
August 7, 1959. 51223-33-2-o

Fieri Facias de Terris

Province de Québec — District d'Abitibi
 Cour Supérieure, { **GARAGE CENTRAL**
 N° 11,450. { **D'AMOS LIMITÉE,**
 corps politique et incorporé,
 ayant sa place d'affaires à Amos district d'Abitibi
 P.Q., demandeur; vs **ROGER BREAUULT,**
 domicilié à St-Félix de Dalquier district d'Abitibi
 P.Q., défendeur.

AVIS DE VENTE

Les immeubles connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Dalquier les lots numéros trente-quatre A (34A) et trente-quatre B (34B) et trente-cinq A (35A) et trente-cinq B (35B) du rang six (6) et le lot treize (13) du rang (8) du même canton avec bâtisses, circonstances et dépendances dessus construites.

Pour être vendus en blocs, à la porte de l'église paroissiale de St-Félix de Dalquier, le SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Amos, ce 24 août 1959. J. A. GAUTHIER.
 51399-36-2-0

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **LABBÉ & FRÈRE LTÉE,**
 N° 26,607. { corps politique et incor-
 poré ayant son siège social à
 Arthabaska, dit district, demandeur, vs **AL-
 PHONSE DUBÉ,** de St-Fortunat, défendeur.

Une terre située en la paroisse de St-Fortunat, comté de Wolfe, connue sous les numéros onze c et douze a (11c et 12a) du rang cinq, au cadastre officiel du canton de Wolfestown, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve présente-ment.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Fortunat de Wolfestown comté de Wolfe, JEUDI le HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1959 à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Arthabaska, ce 28 août 1959. FÉLIX HOULE.
 51398-36-2-0

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
 District de Beauharnois

Cour Supérieure, { **ARTHUR COUILLARD**
 C. S. F. { **LTÉE,** corporation lé-
 N° 4069-1958 { galement constituée, ayant
 son siège social en la cité de
 Beauharnois, et **BENOÎT SAUVÉ,** vendeur
 d'huile, de la cité de Beauharnois, dit district,
 demandeurs, et **NORBERT ROUX,** entrepre-
 neur, demeurant et faisant affaires à Beauhar-
 nois, dit district, sous la raison sociale de "Beau-
 harnois Excavation Engg". et maintenant de
 lieux inconnus, défendeur. Et **J. C. MAR-
 COTTE,** syndic licencié, de la cité de Montréal,
 district de Montréal, en sa qualité de syndic à la
 faillite du défendeur ci-dessus désigné. Syndic
 intimé.

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec — District of Abitibi
 Superior Court, { **GARAGE CENTRAL**
 No. 11,450. { **D'AMOS LIMITÉE,**
 body politic and corporate,
 having its place of business at Amos, district of
 Abitibi, P.Q., plaintiff vs **ROGER BREAUULT,**
 domiciled at St. Félix de Dalquier, district of
 Abitibi, P.Q., defendant.

NOTICE OF SALE

The immoveables known and designated on the official plan and book of reference for the township of Dalquier, lots number thirty-four A (34A) and thirty-four B (34B) and thirty-five A (35A) and thirty-five B (35B) of range six (6) and lot thirteen (13) of range (8) of the same township, with buildings, circumstances and dependencies thereon erected.

To be sold "en bloc" at the door of the paro-
 chial church of St. Félix de Dalquier, the SE-
 VENTH day of OCTOBER 1959, at TWO o'clock
 in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. GAUTHIER,
 Amos, this August 24, 1959. Sheriff.
 51399-36-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 District of Arthabaska

Superior Court, { **LABBÉ & FRÈRE LTÉE,**
 No. 26,607. { a body politic and in-
 corporated, having its head
 office at Arthabaska, said district, plaintiff, vs
ALPHONSE DUBÉ, of St-Fortunat, defendant.

A farm situated in the parish of St-Fortunat, county of Wolfe, known under numbers eleven c and twelve a (11c and 12a) of range five, on the official cadaster of the township of Wolfestown, with all the buildings thereon erected, circum-
 stances and dependencies, as the whole is pre-
 sently to be found.

To be sold at the parochial church door of
 St-Fortunat de Wolfestown, county of Wolfe,
 THURSDAY, the EIGHTH day of OCTOBER,
 1959, at THREE o'clock in the afternoon
 (daylight saving time).

Sheriff's Office, FÉLIX HOULE,
 Arthabaska, August 28, 1959. Sheriff.
 51398-36-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
 District of Beauharnois

Superior Court, { **ARTHUR COUILLARD**
 C. S. F. { **LTÉE,** a legally incor-
 No. 4069-1958 { porated corporation having
 its head office in the city of
 Beauharnois, and **BENOÎT SAUVÉ,** oil sales-
 man, of the city of Beauharnois, said district,
 plaintiffs, and **NORBERT ROUX,** contractor,
 residing and carrying on business at Beauhar-
 nois, said district, under the style of "Beauhar-
 nois Excavation Engg". and presently of un-
 known whereabouts, defendant. And **J. C. MAR-
 COTTE,** licenced trustee of the city of
 Montreal, district of Montreal, in his quality of
 trustee in the bankruptcy hereinabove desig-
 nated. Respondant Trustee.

A savoir: "Un emplacement sis et situé sur la rue Julien, en la cité de Beauharnois, connu et désigné comme étant partie du lot numéro cent trente-deux (Pte. N° 132), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Clément, comté de Beauharnois; mesurant cent quatorze pieds et vingt-cinq centièmes de pieds dans sa ligne sud-est, cent quatre-vingt-dix-huit pieds, et dix-neuf pieds dans sa ligne brisée sud-ouest le long de la rue Julien, cent pieds dans sa ligne nord-ouest, le long de la ligne de division entre ledit emplacement et le lot N° 132-4, deux cent vingt-trois pieds dans sa ligne sud-ouest, le long de la ligne de division entre ledit emplacement et les lots Nos. 132-1, 132-2, 132-3, et 132-4, et quatre cent quarante-cinq pieds dans sa ligne nord-est, mesure anglaise, plus ou moins; borné dans une ligne nord-ouest par la Rivière St-Louis, et dans une autre ligne nord-ouest par le lot N° 132-4, au nord-est par les lots Nos. 131-27, 131-28, 131-29, 131-30, 131-31 et 131-32, et par une partie non subdivisée dudit lot N° 131, au sud-est par le lot N° 132-10, au sud-ouest par partie dudit lot N° 132, étant la rue Julien, et par les lots Nos. 132-1, 132-2, 132-3 et 132-4".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de l'église de Beauharnois, le DIX-SEPTEMBRE, jour de SEPTEMBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST POIRIER.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield,
ce 7ième jour d'août 1959. 51230-33-2-o
(1ère publication: le 15 août 1959)

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis
District de Gaspé

Cour de Magistrat, N° 529-072. { **HOUSEHOLD SALES**
DISTRIBUTORS,
Sam Bassel & Peter Bassel,
3523 A St-Laurent Blvd, demandeur, vs AIMÉ
ROY, Cap-Chat, Gaspé-Nord P.Q., défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un terrain de figure irrégulière situé au 2ième rang du canton Cap-Chat, portant le N° K-4 du cadastre officiel dudit canton, borné au nord-ouest par le lot K-3, au nord-est par le lot K-2 au sud-est par la route village du Cap, au sud-ouest par le lot L-2, mesurant 44.5 pieds au nord-ouest 69.6 pieds au nord-est, 37.4 pieds au sud-est et 39 pieds au sud-ouest, contenant en superficie 2009 pieds carrés, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Cap-Chat, JEUDI le SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER.

Bureau du Shérif,
le 1er septembre 1959. 51422-36-2-o

Fieri Facias de Bonis
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 20,201. { **FRANÇOIS LEMIEUX**, de
Mont-Louis, comté de
Gaspé, P. Q., demandeur; vs
LIONEL DARAICHE, de Gros Morne, comté de
Gaspé, P. Q., défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Partie du lot numéro cinquante-A (P. 50-A) au cadastre officiel du rang un, canton Taschero,

To wit: "An emplacement located and situated on Julien Street, in the city of Beauharnois, known and designated as being part of lot number one hundred and thirty-two (Pt. No. 132), of the official plan and in the book of reference of the parish of St. Clément, county of Beauharnois; measuring one hundred and fourteen feet and twenty-five hundredths of a foot in its southeast line, one hundred and ninety-eight feet and nineteen feet in its broken line southwest along Julien Street, one hundred feet in its northwest line, along the dividing line between the said emplacement and lot No. 132-4, two hundred and twenty-three in its southwest line, along the dividing line between the said emplacement and lots Nos. 132-1, 132-2, 132-3 and 132-4, and four hundred and forty-five feet in its northeast line, English measure, more or less; bounded in a northwest line by the St-Louis River, and in another line northwest by lot No. 132-4, on the northeast by lots Nos. 131-27, 131-28, 131-29, 131-30, 131-31 and 131-32, and by an unsubdivided part of the said lot No. 131, on the southeast, by lot No. 132-10, on the southwest, by part of the said lot No. 132, being Julien Street, and by lots Nos. 132-1, 132-2, 132-3 and 132-4".

To be sold at the parochial church door of the Beauharnois church, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield,
this 7th day August, of 1959. 51230-33-2
[1st publication: on August 15, 1959]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis
District of Gaspé

Magistrate's Court, N° 529-072. { **HOUSEHOLD SALES**
DISTRIBUTORS,
Sam Bassel & Peter Bassel,
3523 A St. Laurent Blvd, plaintiff, vs AIMÉ
ROY, Cap-Chat, Gaspé-North P.Q., defendant.

The property to be sold is the following:

"A piece of land of irregular shape situated in range 2 of the township of Cap-Chat, bearing No. K-4 of the official cadastre of said township, bounded northwesterly by lot K-3, northeasterly by lot K-2, southeasterly by the road of the village du Cap, southwesterly by lot L-2, measuring 44.5 feet to the northwest, 69.6 feet to the northeast, 37.4 feet to the southeast and 39 feet to the southwest, containing an area of 2009 square feet, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of Cap-Chat, THURSDAY the SIXTH day of OCTOBER, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
September 1st, 1959. 51422-36-2

Fieri Facias de Bonis
District of Rimouski

Superior Court, N° 20,201. { **FRANÇOIS LEMIEUX**, of
Mont-Louis, county of
Gaspé, P. Q., plaintiff; vs
LIONEL DARAICHE, of Gros Morne, county of
Gaspé, P. Q., defendant.

The property for sale is the following:

"Part of lot number fifty-A (P. 50-A) in the official cadaster of range one, township Taschero,

ladite partie du lot 50-A étant bornée au nord-ouest à Émeric Daraiche, partie de 50-A, au nord-est à la Rivière Gros-Morne, et au sud-est à Émeric Daraiche, partie 50-A mesurant le long du chemin au sud-ouest 217 pieds, à Émeric Daraiche au nord-ouest 74 pieds à la Rivière du Gros-Morne, 205.5 pieds et à Émeric Daraiche au sud-est 52.8 pieds, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église de Gros-Morne, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
le 1er septembre 1959. J. F. MEAGHER.
51426-36-2-0

the said part of lot 50-A being bounded on the northwest by Émeric Daraiche, part of 50-A, on the northeast, by the Gros-Morne River, and on the southeast, by Émeric Daraiche, part 50-A, measured along the road southwest 217 feet, by Émeric Daraiche on the northwest 74 feet by the Gros-Morne River, 205.5 feet and by Émeric Daraiche on the southeast 52.8 feet, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Gros-Morne, on the SIXTH day of OCTOBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. F. MEAGHER,
September 1st, 1959. Sheriff.
51426-36-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { GASTON LEFEBVRE,
N° 6335. { marchand, domicilié à
Buckingham, district de Hull,
demandeur, vs GÉRALD ROUSSEL, cultiva-
teur, domicilié à Notre-Dame du Laus, dit district, tiers-saisi, & AIMÉ ROUSSEL, de Notre-Dame du Laus, dit district, était, défendeur.

1° "Un lopin de terre de figure irrégulière formant partie du lot 22, rang 7, de l'arpentage primitif, borné à l'ouest par le rang 6; au nord par le lot numéro 23; à l'est par le rang 8 et la rivière Serpent; au sud par le lot numéro 21a; mesurant 13 chaînes à l'ouest, 84 chaînes et 2 mailles au nord, 84 chaînes et 58 mailles au sud, contenant en superficie 109 acres et 59 centièmes; et situé dans le canton McGill, district de Hull."

2° "Un lopin de terre de figure irrégulière connu et désigné comme étant le lot numéro 22a du rang 8 et formant partie du lot 22 de l'arpentage primitif, borné à l'ouest par le rang 7; au nord, par le lot numéro 23a; vers le sud-est et le sud-ouest, par la rivière Serpent; mesurant 9 chaînes et 50 mailles à l'ouest, 33 chaînes au nord, contenant en superficie 13 acres; et situé dans le canton McGill, district de Hull."

3° "Un lopin de terre de figure irrégulière connu et désigné comme étant le lot numéro 22b du rang 8 et formant partie du lot 22 de l'arpentage primitif, borné à l'ouest par la rivière Serpent; vers le nord-ouest et nord-est par la rivière Serpent; au nord par le lot 23b; à l'est, par le rang 9; au sud, par le lot 21b; vers le sud-ouest, par la rivière Serpent; mesurant une chaîne et cinquante mailles à l'ouest, 43 chaînes au nord, 13 chaînes à l'est; 80 chaînes et 50 mailles au sud, contenant en superficie 84 acres et 94 centièmes; et situé dans le canton McGill, district de Hull."

Pour être vendus à la porte de l'église Notre-Dame du Laus, dit district, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
ce 8 août 1959. R. ST-PIERRE.
51231-33-2-0

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { LÉO MÉNARD, de Em-
N° 7731. { brun, provin de Onta-
rio, et JACQUES PATE-
NAUDE, de la cité d'Ottawa, province d'Onta-
rio, tous deux commerçants, demandeurs, vs

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { GASTON LEFEBVRE,
No. 6335. { merchant, domiciled at
Buckingham, district of Hull,
plaintiff, vs GÉRALD ROUSSEL, farmer, do-
micated at Notre-Dame du Laus, said district,
garnishee, and AIMÉ ROUSSEL, of Notre-
Dame du Laus, said district, defendant.

1. "A plot of land of irregular shape forming part of lot 22, range 7, of the original survey, bounded westerly by range 6; northerly by lot number 23; easterly by range 8 and the Serpent River, southerly by lot number 21a; measuring 13 chains westerly, 84 chains and 2 links northerly, 84 chains and 58 links southerly, containing an area of 109 acres and 59 hundredths; and situated in the McGill township, district of Hull."

2. "A plot of land of irregular shape known and designated as being lot number 22a of range 8 and forming part of lot 22 of the original survey, bounded westerly by range 7; northerly by lot number 23a; southeasterly and south-westerly by the Serpent River, measuring 9 chains and 50 links westerly, 33 chains northerly, containing an area of 13 acres; and situated in the township of McGill, district of Hull."

3. "A plot of land of irregular shape known and designated as being lot number 22b of range 8 and forming part of lot 22 of the original survey, bounded westerly by the Serpent River; northwesterly and northeasterly by the Serpent River; northerly by lot 23b; easterly by range 9; southerly by lot 21b; southwesterly by the Serpent River; measuring one chain and fifty links westerly, 43 chains northerly, 13 chains easterly; 80 chains and fifty links southerly, containing an area of 84 acres and 94 hundredths; and situated in McGill township, district of Hull."

The be sold at the church door of Notre-Dame du Laus, said district, the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, R. ST-PIERRE,
this August 8, 1959. Sheriff.
51231-33-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { LÉO MÉNARD, of Em-
No. 7731. { brun, Province of Onta-
rio, and JACQUES PATE-
NAUDE, of the city of Ottawa, Province of Onta-
rio, both dealers, plaintiffs vs GEM CONS-

GEM CONSTRUCTION CO., LTD., corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité d'Eastview, province d'Ontario, défenderesse.

"Ces parcelles de terrain sises et situées en la ville de Buckingham et plus particulièrement connues et désignées comme étant les subdivisions numéros huit, neuf, dix, onze et douze du lot numéro douze B (12b-8), (12b-9), (12b-10), (12b-11) et (12b-12) du cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Buckingham, maintenant situé dans les limites de la ville de Buckingham, comté de Papineau".

Pour être vendues à la porte de l'église, St-Grégoire de Naziance, en la ville de Buckingham, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
ce 4 août, 1959. R. ST-PIERRE.
51232-33-2-o

TRUCTION CO., LTD., corporation legally constituted, having its head office in the city of Eastview, Province of Ontario, defendant.

"Those parcels of land lying and situated in the town of Buckingham and more particularly known and designated as being subdivision numbers eight, nine, ten, eleven and twelve of lot number twelve B (12b-8), (12b-9), (12b-10), (12b-11) and (12b-12) of the official cadastre for range three of the township of Buckingham, presently situated within the limits of the town of Buckingham, county of Papineau".

To be sold at the door of the St. Grégoire de Naziance Church, in the town of Buckingham, the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, R. ST. PIERRE,
this August 4, 1959. Sheriff.
51232-33-2

KAMOURASKA

Exécution de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { **ALPHONSE RAY-**
N° 1979. { **MOND LIMITÉE,**
corporation légalement
constituée ayant son principal établissement à
Montréal, district de Montréal, vs J. A. GA-
GNON, demeurant à St-Elzéar, district de
Kamouraska, défendeur.

Une terre contenant environ cinquante acres en superficie, étant la moitié sud-ouest du lot numéro neuf (½ S. O. 9) au cadastre officiel pour le canton Cabano, dans le deuxième rang, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de St-Elzéar, LUNDI le VINGT et UNIÈME jour de SEPTEMBRE 1959 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup, **CYRILLE PELLETIER**,
ce 8ième jour d'août 1959. 51224-33-2-o
[Première insertion: samedi le 15 août 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { **RAYMOND LANGLAIS,**
N° 21,188. { **garagiste, faisant affai-**
res à Rivière-du-Loup, sous le
raison sociale de "Langlais & Bérubé Auto Enr'g"
vs **PHILIAS BOUCHER**, cultivateur, résidant
à St-François-Xavier de Viger, défendeur.

1° Une terre à bois, contenant environ 50 acres en superficie, étant la moitié nord-est du lot numéro seize (½ N.-E. 16) rang cinq, canton Hocquart.

2° Une maison située sur le lot numéro dix-sept (17) rang cinq (5), canton Hocquart, avec un terrain de cinquante pieds de front sur soixante pieds de profondeur, tel que le tout est réservé dans la vente par Réal Dumais à Joseph Paré, passée le 24 août 1954, et enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Témiscouata, sous le numéro cent vingt-trois huit cent quatre-vingt-deux (123,882).

3° Une terre contenant environ deux cents acres en superficie, connue sous les numéros

KAMOURASKA

Execution of de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { **ALPHONSE RAY-**
No. 1979. { **MOND LIMITÉE,**
corporation legally consti-
tuted having its head office in Montreal, district
of Montreal, vs J. A. GAGNON, residing at
St. Elzéar, district of Kamouraska, defendant.

A farm containing some fifty acres in area, being the southwesterly half of lot number nine (S. W. ½ 9) of the official cadastre for the township of Cabano, in range two, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

All of which to be sold at the door of the church of St. Elzéar, MONDAY, the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

CYRILLE PELLETIER,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff of the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.
this 8th day of August, 1959. 51224-33-2
[First insertion: Saturday, August 15, 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { **RAYMOND LANGLAIS,**
No. 21,188. { **garage-keeper, carrying**
on business at Rivière-du-
Loup, under the style and name of "Langlais &
Bérubé Auto Enr'g" vs **PHILIAS BOUCHER**,
farmer, residing at St. François-Xavier de Viger,
defendant.

1° A piece of woody land, containing an area of some 50 acres, being the northeasterly half of lot number sixteen (N.R. ½ 16) range five, township of Hocquart.

2. A house situated on lot number seventeen (17) range five (5), township of Hocquart, including a piece of land of fifty feet of frontage by sixty feet of depth, all of which as reserved in the sale by Réal Dumais to Joseph Paré, passed August 24, 1954, and registered in the registry office for the division of Témiscouata, under number one hundred and twenty-three eight hundred and eighty-two (123,882).

3. A farm containing some two hundred acres in area, known under number seventeen and

dix-sept et dix-huit (17-18) rang cinq, canton Hocquart, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire le terrain de l'école, le terrain de Hermel Rousseau, et le terrain de Réal Dumais, avec les bâtisses dessus construites, sur ce terrain réservé.

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de St-François-Xavier de Viger, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député Shérif du district de Kamouraska,

CYRILLE PELLETIER.

Bureau du Shérif,

Rivière-du-Loup,

ce 8ième jour d'août 1959. 51225-33-2-0

[Première insertion, samedi le 15 août 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Kamouraska

Cour Supérieure, { MARC POULIN, Ingénieur forestier domicilié à 100 rue St-Jean-Bosco,

Québec, vs LÉON COURCY, St-Louis du Ha Ha comté de Témiscouata, défendeur.

Le lot 28 du rang 7, du canton Cabano, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le tout pour être vendu, à la porte de l'église, de St-Louis du Ha Ha, comté de Témiscouata, LUNDI, le VINGT et UNIÈME jour de SEPTEMBRE, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député Shérif du

Bureau du Shérif, district de Kamouraska,

Rivière-du-Loup, CYRILLE PELLETIER.

ce 8ième jour d'août 1959. 51229-33-2-0

[Première insertion, samedi, le 15 août 1959]

Execution de Terris

Canada — Province de Québec

District de Kamouraska

Cour Supérieure, { ALBERT LÉVESQUE, N° 20506. { contracteur Général,

domicilié à St-Pacôme, district de Kamouraska, vs J. ROLAND LÉVESQUE, ex-industriel, faisant affaires sous la raison sociale de "Esquire Clothing Reg'd", domicilié à St-Pacôme, district de Kamouraska, défendeur et GÉRARD CHAPLEAU & DAVID MICHAUD, registrateurs, faisant affaires ensemble sous le nom de "Chapleau & Michaud", dans la division d'enregistrement de Kamouraska à St-Pascal, district de Kamouraska.

"Une bâtisse qui a déjà servie de couvent et qui sert actuellement de manufacture et autres dépendances sur un terrain borné au nord à Roland Lévesque, à l'est à René Lévesque, au sud à la rue Caron, et à l'ouest à la rue Fortier, lequel terrain fait partie du lot N° 398 du cadastre de St-Pacôme appartenant à Roland Lévesque, industriel de St-Pacôme."

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de St-Pacôme, MARDI, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif du

Bureau du Shérif, district de Kamouraska,

Rivière-du-Loup, CYRILLE PELLETIER.

ce 29ème jour d'août 1959. 51400-36-2-0

[Première insertion: samedi, le 5 septembre 1959]

eighteen (17-18) range five, township of Hocquart, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to be excluded, the land of the school, that of Hermel Rousseau, and the land of Réal Dumais, with the buildings thereon erected, on said reserved land.

All of which to be sold at the door of the Church of St. François-Xavier de Viger, the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

CYRILLE PELLETIER,

Deputy Sheriff for the district

Sheriff's Office,

Rivière-du-Loup,

this 8th day of August 1959. 51225-33-2

[First insertion, Saturday, August 15, 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Kamouraska

Superior Court, { MARC POULIN, Forestry Engineer, domiciled at 100 St-Jean Bosco Street,

Quebec, vs LÉON COURCY, St-Louis du Ha Ha county of Témiscouata, defendant.

Lot 28 of range 7, of the Cabano township, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To whole to be sold, at the church door of St-Louis du Ha Ha, county of Témiscouata, MONDAY, the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

CYRILLE PELLETIER,

Sheriff's Office,

Deputy-Sheriff of the

Rivière-du-Loup, District of Kamouraska.

this 8th day of August, 1959. 51229-33-2

[First insertion Saturday, August 15, 1959.]

Execution de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Kamouraska

Superior Court, { ALBERT LÉVESQUE, N° 20506. { general contractor, domiciled at St. Pacôme, district of Kamouraska, vs J. ROLAND LÉVESQUE, ex-industrialist, carrying on business under the style and name of "Esquire Clothing Reg'd", domiciled at St. Pacôme, district of Kamouraska, defendant, and GÉRARD CHAPLEAU & DAVID MICHAUD, registrars, carrying on business together under the name of "Chapleau & Michaud", in the registry division of Kamouraska at St. Pascal, district of Kamouraska.

"A building that formerly was used as a convent and presently as a factory and other dependencies situated on a piece of land bounded northerly by Roland Lévesque, easterly by René Lévesque, southerly by Caron Street, and westerly by Fortier Street, which land forms part of lot No. 398 of the cadastre of St. Pacôme, belonging to Roland Lévesque, industrialist of St. Pacôme."

All of which to be sold at the door of the church of St. Pacôme, TUESDAY, the THIRTEENTH day of OCTOBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

CYRILLE PELLETIER,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff for the

Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.

this 29th day of August 1959. 51400-36-2

[First insertion: Saturday, September 5, 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { **LUCIEN LAUZIER**, Au-
N° 21208. bergiste, domicilié à
Saint-Pacôme, district de
Kamouraska, vs **J. EDMOND LÉVESQUE**,
agent, domicilié à St-Pacôme, Station, district
de Kamouraska.

"Un emplacement avec la maison et autres dépendances y érigées, situé dans le premier rang de la paroisse de St-Pacôme, au lieu nommé les "Petites Côtes" ayant trois quarts d'arpent de front sur un demi-arpent de profondeur, le tout plus ou moins, borné au nord-ouest au chemin royal des Petites Côtes, au sud-est au pied nord du rocher, à Zacharie Lévesque, et au sud-ouest à Auguste Thériault, et au nord-est audit Zacharie Lévesque, connu et désigné au cadastre de St-Pacôme, sous partie du numéro cent trente-six (ptie 136) le tout tel qu'actuellement.

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de St-Pacôme, MARDI, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup, **CYRILLE PELLETIER**,
ce 29ème jour d'août 1959. 51401-36-2-o
[Première insertion: samedi le 5 septembre 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { **CANADIAN OIL COM-**
N° 21,260. **PANIES LIMITED**,
corps politique et incorporé,
ayant son siège social à Montréal, et un bureau
d'affaires à Moncton N.B., et à Edmundston N.B.,
demandeur vs **LA SUCCESSION ANDRÉ**
FORTIN, ce dernier de son vivant, garagiste de
Ste-Rose du Déglée, district et comté de Témiscouata, défenderesse.

1° Un terrain ou emplacement dans le village de Ste-Rose du Déglée, sur le premier rang, et connu comme faisant partie du lot numéro trente-trois (p. 33) du cadastre de la paroisse de Ste-Rose du Déglée, division d'enregistrement de Témiscouata, avec la maison à un étage et demi susconstruite, circonstances et dépendances. Ce terrain pris à environ cent vingt pieds au nord-est de l'ancienne route N° 2, mesure un demi-arpent de largeur sur un demi-arpent de profondeur à partir de ladite ligne située à cent vingt pieds du chemin comme susdit et se trouve borné au nord-est et sud-ouest par le résidu du terrain de M. Robert Boucher, au sud-est par celui de Robert Lavoie pour une partie et partie par celui de Wilfrid Dubé et au nord-ouest par celui de Roméo Devost pour une partie et partie par celui de Wilfrid Dubé, toutes les bornes ci-dessus étant d'autres parties dudit numéro trente-trois, non subdivisé.

Avec et y compris un endroit de passage d'environ seize pieds de largeur en faveur de l'acquéreur le long de la ligne dudit Robert Lavoie pour déboucher au chemin public (ancienne route N° 2) dans le chemin de sortie présentement utilisé à cette fin par ledit Robert Boucher qui s'est réservé un droit de passage d'environ seize pieds de largeur le long dudit Robert Lavoie, sur le terrain présentement vendu en prolongeant ledit chemin de sortie pour communiquer jusqu'à son terrain situé au nord-est de celui présentement

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { **LUCIEN LAUZIER**, inn-
No. 21208. keeper, domiciled at
Saint-Pacôme, district of
Kamouraska, vs **J. EDMOND LÉVESQUE**,
agent, domiciled at St. Pacôme, Station, district
of Kamouraska.

"An emplacement with house and other dependencies thereon erected, situated in range one of the parish of St. Pacôme, at that place called "Petites Côtes", having three quarters of an arpent of frontage by a half arpent of depth, all of which more or less, bounded northwesterly by the King's highway of Petites Côtes, south-easterly at the foot of the rock to the north, by Zacharie Lévesque, and southwesterly by August Thériault, and northeasterly by said Zacharie Lévesque, known and designated on the cadastre of St. Pacôme, as part of number one hundred and thirty-six (P. 136) all of which as it actually stands.

All of which to be sold at the door of the church of St. Pacôme, TUESDAY, the THIRTEENTH day of OCTOBER 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CYRILLE PELLETIER,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff for the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska,
this 29th day of August, 1959. 51401-36-2
[First insertion: Saturday, September 5, 1959]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { **CANADIAN OIL COM-**
No. 21,260. **PANIES LIMITED**,
a body politic and corporate,
having its head office at Montreal, and a business
office at Moncton, N.B., and at Edmundston,
N.B., plaintiffs; vs **THE ESTATE OF ANDRÉ**
FORTIN, the latter being in his lifetime a garage-keeper of Ste-Rose du Déglée, district and county of Témiscouata, defendant.

1. A lot or emplacement in the village of Ste-Rose du Déglée, in the first range and known as forming part of lot number thirty-three (Pt. 33) of the cadaster of the parish of Ste-Rose du Déglée, registration division of Témiscouata, with the one and one-half storey house thereon erected, circumstances and dependencies. This lot, starting at about one hundred and twenty feet on the northeast of the old road No. 2, measures a half/arpent in width along a half/arpent in depth commencing from the said line situated at one hundred and twenty feet from the road as abovementioned and is bounded on the northeast and southwest by the residue of the land of Mr. Robert Boucher, on the southeast by that of Robert Lavoie for one part and partly by that of Wilfrid Dubé and on the northwest, by that of Roméo Devost for one part and partly by that of Wilfrid Dubé, all boundaries hereinabove being other parts of the said number thirty-three, unsubdivided.

With, and therein comprised a right of way of about sixteen feet in width in favor of the purchaser along the line of the said Robert Lavoie to emerge at the public road (old route No. 2) in the outgoing road presently used for this purpose by the said Robert Boucher who has reserved himself a right of way of about sixteen feet in width along the said Robert Lavoie, on the lot presently sold, by extending the said outgoing road to communicate with his lot situated on the northeast of that presently sold and designated,

vendu et désigné, ledit Robert Boucher ayant réservé et créé toutes servitudes actives et passives à ces fins de passage en toute saison, en tout temps et de toute façon; le tout tel que stipulé au titre d'acquisition du présent vendeur, soit vente par ledit R. Boucher à Témiscouata le 27 mars 1957, sous le numéro 131-248.

2° Un morceau de terrain situé sur le deuxième rang et connu comme étant une partie du lot numéro cent quarante (p. 140) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose du Dégelée, division d'enregistrement de Témiscouata, avec le garage et poste de service susconstruit, circonstances et dépendances. Ce terrain mesure cent soixante-dix pieds dans chacune de ses lignes nord-est et sud-ouest et cent trente pieds dans chacune de ses lignes nord-ouest et sud-est et se trouve borné vers le nord-est par la route N° 2 et vers le nord-ouest, le sud-ouest et le sud-est par d'autres parties dudit lot numéro cent quarante, non subdivisé, ou terrain de Gilbert T. Lavoie.

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Rose du Dégelée, MERCREDI le QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE 1959 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup. CYRILLE PELLETIER.
ce 1er jour de septembre 1959. 51421-36-2-o
[Première insertion: samedi le 5 septembre 1959]

the said Robert Boucher having reserved and created all active and passive servitudes for purposes of passage in any season, at any time and in any way; the as stipulated in the title deed of the present vendor, i.e., sale by the said R. Boucher at Témiscouata on March 27, 1957, under number 131-248.

2. A piece of land situated on the second range and known as being a part of lot number one hundred and forty (Pt. 140) of the official cadaster of the parish of Ste-Rose du Dégelée, registration division of Témiscouata, with garage and service station thereon erected, circumstances and dependencies. This land measures one hundred and seventy feet in each of its northeast and southwest lines and one hundred and thirty feet in each of its northwest and southeast lines and is bounded on the northeast by route No. 2 and on the northwest, southwest and southeast by other parts of the said lot number one hundred and forty, unsubdivided, or land of Gilbert T. Lavoie.

The whole to be sold at the church door of Ste-Rose du Dégelée, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

CYRILLE PELLETIER,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff of the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.
this 1st day of September, 1959. 51421-36-2
[First insertion: Saturday, September 5, 1959]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: { IRWIN COHEN, marchand de la cité de Montréal, faisant affaires seul, sous les noms et raison sociale de "Dominion Watch & Clock Co.", demandeur vs JOSEPH DORÉ, défendeur.

"Un emplacement dans le rang du Petit Bois, à St-Martin, étant une partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-trois P-583 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Martin, mesurant une largeur de soixante pieds par une profondeur de quatre-vingts pieds plus ou moins, mesure anglaise, et borné comme suit: en front à une rue privée, en arrière au terrain de M. Lucien Giroux, d'un côté au nord au terrain de M. Théophile Delisle et de l'autre côté au sud à M. Florent Ouellet ou représentants, avec maison et bâtisses dessus construites, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes, attachées audit immeuble portant le numéro civique 43 Val Ouellette, à St-Martin, Québec."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Martin, le DIX-HUIT SEPTEMBRE, 1959, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

CAISSE &

LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,

Montréal, le 11 août 1959.

51250-33-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { JOSAPHAT LAQUERRE, cultivateur, domicilié à Val Alain, comté de Lotbinière.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { IRWIN COHEN, merchant of the city of Montreal, carrying on business alone, under the firm name and style of "Dominion Watch & Clock Co.", plaintiff vs JOSEPH DORÉ, defendant.

"An emplacement in range of Petit Bois, at St. Martin, being a part of lot number five hundred and eighty-three P-583, of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St. Martin, measuring sixty feet in width by a depth of eighty feet more or less, English measure, and bounded as follows: in front by a private street, in the rear by the land of Mr. Lucien Giroux, on one side to the north by the land of Mr. Théophile Delisle and on the other side to the south by Mr. Florent Ouellet or representatives, with house and buildings thereon erected, all of which as it actually stands with the servitudes both active and passive, apparent and unapparent, attaching to said immovable bearing civic number 43 Val Ouellette, at St. Martin, Quebec."

To be sold at the door of the parochial church of the parish of St. Martin, the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1959, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE &

LAURENCELLE,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, August 11, 1959.

51250-33-2-o

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { JOSAPHAT LAQUERRE, farmer, domiciled at Val Alain, county of Lotbinière.

nière, district de Québec, contre DAMIEN CORRIVEAU, domicilié à St-Janvier de Joly, comté de Lotbinière, district de Québec.

Avis est par le présent donné que l'immeuble qui devait être vendu en la présente cause au bureau d'enregistrement de Lotbinière, comté de Lotbinière, le TRENTE-et-UNIÈME jour de JUILLET 1959, sera vendu le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1959 au même endroit, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député Shérif,

51423-36-2-o ALBERT F. RACETTE.

[Première insertion: 5 septembre 1959]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { EMILE DEGUISE, gara-
N° 14-547. { giste, domicilié à Sorel,
district de Richelieu, deman-
deur, vs RICHELIEU STEEL & METAL CO.

corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires à Sorel, dit district de Richelieu, défenderesse.

1° "Un terrain situé en la cité de Sorel, faisant partie du lot numéro trente-sept (P. 37) du cadastre de la ville de Sorel, tenant au nord autre partie dudit N° 37 du vendeur, au sud une lisière de terrain de dix pieds de largeur qui suit la voie ferrée des Chemins de Fer Nationaux du Canada et qui appartient à Victor Lavallée ou représentants, à l'est autre partie dudit N° 37 du vendeur et à l'ouest partie de la partie du N° 37 que le vendeur a vendu à Sorel Asphalte Co.; les lignes nord et ouest dudit terrain forment entre elles un angle de quatre-vingt-dix degrés, et les lignes est et ouest sont parallèles entre elles. Ce terrain mesure quatre cents pieds de longueur dans sa ligne ouest, cent trente pieds dans sa ligne nord et six cent cinquante pieds, plus ou moins, dans sa ligne est, soit toute la longueur qui se trouve à partir du point extrême est de sadite ligne nord à aller jusqu'à la lisière de terrain de dix pieds de largeur qui longe la voie ferrée."

2° "Une lisière de terrain de dix pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a du terrain de la compagnie acquéreuse, longeant la ligne de chemin de fer, à aller jusqu'à la profondeur du terrain de l'acquéreuse qui se trouve en arrière du terrain de Sorel Asphalte, faisant partie du lot numéro trente-sept (P. 37) du cadastre de la ville de Sorel; tenant en front autre partie du N° 37 de l'acquéreuse, en profondeur autre partie du N° 37 de l'acquéreuse et du côté sud la ligne du chemin de fer; avec la cabane qui y est érigée."

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Sorel, JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, F. COURNOYER.
Sorel, le 10 août 1959. 51233-33-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris Cour de l'Échiquier du Canada District d'Ottawa

N° 153401. { LA LOI DE L'IMPÔT SUR
LE REVENU ET AMEN-
DEMENTS, demanderesse; vs

district of Quebec, versus, DAMIEN CORRI-
VEAU, domiciled at St. Janvier de Joly, county
of Lotbinière, district of Quebec.

Notice is hereby given that the immovable which should have been sold in this cause at the registry office of Lotbinière, county of Lotbinière, the THIRTY-FIRST day of JULY, 1959, shall be sold the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER, 1959, at the same place, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

51423-36-2 Deputy Sheriff.

[First insertion: September 5, 1959]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, { EMILE DEGUISE, garage-
No. 14-547. { keeper, domiciled at So-
rel, district of Richelieu, plain-
tiff, vs RICHELIEU STEEL & METAL CO.,

legally incorporated corporation, having its head office at Sorel, said district of Richelieu, defendant.

1. "A lot of land situate in the city of Sorel, forming part of lot number thirty-seven (Pt. 37) for the cadaster of the city of Sorel, touching on the north another part of the said No. 37 of the vendor, on the south, a strip of land of ten feet in width which follows the railroad of the Canadian National Railway of Canada and which belongs to Victor Lavallée or representatives, on the east another part of the said No. 37 of the vendor and on the west, part of part of No. 37 which the vendor sold to the Sorel Asphalte Co.; the north and west lines of the said lot forming between them an angle of ninety degrees, and the east and west lines are parallel to each other. This lot measures four hundred feet in length on the west line, one hundred and thirty feet on its north line and six hundred and fifty feet, more or less, on its east line, that is along the full length which is to be found starting from the point at the extreme east of the said north line to the strip of land of ten feet in width along the railroad track."

2. "A strip of land of ten feet in width on the depth there is from the lot of the purchasing company, along the railroad track, as far as the depth of the lot of the purchaser, which is to be found in rear of the lot of the Sorel Asphalte, forming part of lot number thirty-seven (Pt. 37) of cadaster for the city of Sorel; touching in front another part of No. 37 belonging to the purchaser, in depth another part of No. 37 belonging to the purchaser and on the south side of the railroad track; with the cabin thereon erected."

To be sold at my office, at the Court House, at Sorel, THURSDAY, the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

F. COURNOYER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, August 10, 1959. 51233-33-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris Exchequer Court of Canada District of Ottawa

No. 153401. { THE INCOME TAX ACT
AND AMENDMENTS,
plaintiff; vs CAMILLE GAU-

CAMILLE GAUTHIER, faisant affaires sous le nom de "GASPESIA REFRIGERATION CONTRACTOR REG'D", ayant sa place d'affaire au No 7 rue Gendron, en la ville de Matane, district de Rimouski, défendeur.

"La subdivision sept (7), de la subdivision treize (13) du lot numéro trois cent trois (303) (303-13-7) du cadastre officiel révisé d'une partie de la paroisse de St-Jérôme de Matane, maintenant comprise dans les limites de la ville de Matane, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, rente s'il y en a à charge."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Rédempteur de Matane, le SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 1 septembre 1959. 51425-36-2-o

THIER, carrying on business under the name of "GASPESIA REFRIGERATION CONTRACTOR REG'D" having its place of business at No. 7 Gendron Street, in the town of Matane, district of Rimouski, defendant.

"Subdivision seven (7) of subdivision thirteen (13) of lot number three hundred and three (303) (303-13-7) of the revised official cadaster of a part of the parish of St-Jérôme de Matane, presently comprised within the limits of the town of Matane, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, ground rent, should property be burdened therewith."

To be sold at the church door of the parish of St-Rédempteur de Matane, on the SEVENTH day of OCTOBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, September 1st, 1959. 51425-36-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { CHAMPLAIN OIL PRODUCTS LIMITED, No. 11,481.

corporation commerciale ayant son siège à Montréal, district de Montréal, demanderesse, vs J. A. (ARMAND) BEAUDOIN, de Malartic, district d'Abitibi, défendeur dans l'instance originaire de saisie.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un certain lopin de terre ou emplacement étant la subdivision numéro vingt-neuf (29) du bloc deux cent un (201) au plan et livre de renvoi officiels du canton Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église Immaculée Conception de Rouyn, P.Q. le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 7 août 1959. 51226-33-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { CHAMPLAIN OIL PRODUCTS LIMITED, No. 11,481.

commercial corporation having its head office in Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs J. A. (ARMAND) BEAUDOIN, of Malartic, district of Abitibi, defendant in instance of original seizure.

Seized as belonging to the defendant:

"Lot of land known and designated as lot twenty-nine (29) bloc two hundred and one (201) according to the official plan and book of reference for the township of Rouyn, with buildings thereon erected, circumstances and appurtenances."

To be sold at the church door of Immaculée Conception of Rouyn, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, August 7th, 1959. 51226-33-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Supérieure, { JEAN-PAUL PERRAULT No. 19 475. { LTÉE, corporation légale-

ment constituée avec siège social au No 146 rue Wellington nord, à Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, vs Dame FERNANDE SAINÉ, épouse légalement séparée de biens de Louis Malluk, autrefois résidant à Asbestos, district de St-François, et maintenant résidant à C.P. 2375 Beyrouth, Liban, défenderesse, et LOUIS MALLUK, époux légalement séparé de biens de Dame Fernande Sainé demeurant dans un lieu inconnu, pour l'autorisation nécessaire à ladite dame, son épouse, aux fins des présentes, mis-en-cause.

Comme appartenant à ladite défenderesse:

" $\frac{1}{4}$ indivis dans les propriétés immobilières suivantes qu'elle possède avec d'autres co-propriétaires, à savoir $\frac{1}{2}$ indivis à Dame Assad Kouri et un autre quart indivis à Gisèle Sainé, dans les 2 lots vacants suivants: 5-121 et 5-122, au plan

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis

Superior Court, { JEAN-PAUL PERRAULT No. 19 475. { LTÉE, corporation legal-

ly constituted with corporate seat at No. 146 Wellington north, at Sherbrooke, district of St-François, plaintiff, vs Dame FERNANDE SAINÉ, wife legally separated as to property of Louis Malluk, formerly residing at Asbestos, district of St-François and now residing at C.P. 2375 Beyrouth, Liban, defendant, & LOUIS MALLUK, husband legally separated as to property of Dame Fernande Sainé domiciled in a unknown place, for the necessary authorization to the said dame, his wife, to these presents, mis-en-cause.

As belonging to the said defendant:

"Undivided $\frac{1}{4}$ in the following immoveable properties that the possessors with other joint-proprietors, to wit undivided $\frac{1}{2}$ to Dame Assad Kouri and an other undivided fourth to Gisèle Sainé, in the 2 vacant following lots: 5-121 and

et livre de renvoi officiels pour le village d'Asbestos, division d'enregistrement Richmond, ainsi que $\frac{1}{4}$ indivis sur les lots suivants avec bâtisses de 2 logements chacune, à savoir: 6-30-6-20-7, portant les numéros civiques 78 et 80, rue Panneton, à Asbestos et 6-31-6-20-8, portant les numéros civiques 82 et 84, rue Panneton, à Asbestos, au plan et livre de renvoi officiels pour le village d'Asbestos, division d'enregistrement Richmond.

"Lesdits lots Nos 5-121 et 5-122 du village d'Asbestos, sont sujets à la réserve des droits de mines tels que réservés aux titres de ces lots et tels que vendus par Mlle Alice Lafrance à Canadian Johns-Manville Company Limited, par acte de vente enregistré N° 53131."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Aimé, de Asbestos, JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 7 août 1959 51227-33-2-0
[Première insertion, le 15 août 1959]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 19, 385- { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, district
de Québec, demandeur, vs LÉANDRE COU-
TURE, cultivateur, domicilié à Springhill, comté
de Frontenac, P.Q., district de St-François, dé-
fendeur.

"Le lot de terre numéro neuf-a (9a) du rang
cinq sud-ouest des plan et livre de renvoi officiels
du canton de Whitton, avec bâtisses;

"Un lopin de terrain de dix acres de terre en
superficie, plus ou moins, à prendre et à distraire
au bout sud-est du lot numéro un (Pt. 1) du
rang quatre propre, des plan et livre de renvoi
officiels du canton de Whitton, borné au nord-
est, par le chemin public, et la ligne entre ce
rang-ci et le cinquième rang sud-ouest, au sud-
est par la ligne entre les rangs quatre et cinq de
Whitton; au sud-ouest, par le lot numéro deux
dudit quatrième rang; et au nord-ouest, par la
continuation à angle droit de la ligne de division
entre les lots huit-b et neuf-a dudit cinquième
rang sud-ouest du canton de Whitton, jusqu'au
lot deux ci-dessus mentionné."

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église
paroissiale de Notre-Dame du Bon Conseil de
Springhill (Nantes), MERCREDI, le SEIZIÈ-
ME jour de SEPTEMBRE 1959, à DIX heures
de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sherbrooke, JOSEPH LABRECQUE.
ce 7 août 1959. 51228-33-2-0
[Première insertion: le 15 août 1959]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Province de Québec
District de Témiscamingue

Cour de Magistrat, { AYERS LIMITED, de-
No. 7593. { manderesse; vs NOR-
MAND & GLENN CLE-
ROUX, défendeurs.

"Le coin nord-ouest du lot numéro 14, rang 5,
canton Guigues, de 308' x 308'.

5-122, upon the official plan and book of reference
for the village of Asbestos, Richmond registry
division, as well as undivided $\frac{1}{4}$ on the following
lots with buildings of 2 tenement each, to wit:
6-30-6-20-7, bearing the civic numbers 78 and
80, Panneton street, at Asbestos and 6-31-6-20-8,
bearing the civic numbers 82 and 84, Panneton
street, at Asbestos, upon the official plan and
book of reference for the village of Asbestos,
Richmond registry division.

"The said lots No. 5-121 and 7-122 of the village
of Asbestos are subject to the reserve of rights of
mines as reserved in the titles of these lots and
as sold by Miss Alice Lafrance to Canadian
Johns-Manville Company Limited, by deed of
sale registered No. 53131."

To be sold at the door of the parochial church
of St-Aimé-Asbestos, THURSDAY, the SEVEN-
TEENTH day of SEPTEMBER, 1959, at TEN
o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, August the 7th, 1959. 51227-33-2-0
[First insertion, August the 15th, 1959]

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 19, 385- { DIT BUREAU, body
politic and incorporated, hav-
ing its corporate seat at Quebec, district of
Quebec, plaintiff, vs LÉANDRE COUTURE,
farmer, domiciled at Springhill, county of
Frontenac, P.Q. district of St. Francis, defendant.

"The lot of land number nine-a (9a) of range
five south-west upon the official plan and book
of reference for the township of Whitton, with
buildings;

"A morsel of land of ten acres of land in
superficies, more or less, to take and to distract
at the south-east end of lot number one (Pt. 1)
of proper range four upon the official plan and
book of reference for the township of Whitton,
bounded to the north-east by the public road
and the line between this range and the fifth
range south-west, to the south-east by the line
between ranges four and five of Whitton; to the
south-west by lot number two of said range four;
and to the north-west by the continuation right
angle of the division line between lots eight-b
and nine-a of said fifth range south-west of the
township as far as lot two above mentioned."

To be sold "en bloc" at the door of the paro-
chial church of Notre-Dame du Bon Conseil de
Springhill (Nantes), WEDNESDAY, the SIX-
TEENTH day of SEPTEMBER, 1959, at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, JOSEPH LABRECQUE,
Sherbrooke, Sheriff.
this 7th of August, 1959. 51228-33-2-0
[First insertion: the 15th of August, 1959]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Province of Quebec
District of Témiscamingue

Magistrate's Court, { AYERS LIMITED,
No. 7593. { plaintiff; vs NOR-
MAND & GLENN CLE-
ROUX, defendants.

"The north-west corner of lot number 14,
rang 5, in the township of Guigues, of 308' x 308'.

Le coin sud-ouest du lot numéro 15A, rang 5, canton Guigues, de 51' x 156'.

Partie de 50' x 100' du lot numéro 14, rang 5, canton Guigues, bornée: ouest au chemin public; nord à l'emplacement en premier lieu décrit, coin nord ouest, est et sud au résidu dudit lot numéro 14."

Le tout tel que plus amplement décrit à l'acte d'acquisition enregistré sous le numéro 43123, avec b. tisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Guigues, LUNDI, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député Shérif,
D. H. LAMARCHE.

Bureau du Shérif,
Ville Marie, P. Q.,
le 31 août 1959.

51424-36-2-o

[Première insertion: 5 septembre 1959.]

The south-west corner of lot number 15A, range 5, in the township of Guigues, of 51' x 156'.

Part of 50' x 100' of lot number 14, range 5, of the township of Guigues, bounded as follows: west to the public road, north to the north-west corner above cited; east and south by the remaining portion of said lot number 14."

The whole as more fully described in a deed of sale registered at Ville Marie under the number 43123, with buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of Guigues, MONDAY, the FIFTH days of OCTOBER 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

D. H. LAMARCHE,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Ville Marie, P. Q.,
August 31st, 1959.

51424-36-2-o

[First insertion: September 5, 1959]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 36

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Erdei vs Nikoriak. 3561

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

839-A — Imprimerie, région de Mont-
réal. 3561
839-B — Imprimerie, région de Québec 3566

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3497

AVIS DIVERS:

American Home Builders Corporation
(Directeurs) 3571
Barnabé Motors Ltd (Directeurs) . . . 3570
Dorchester Commerce Realty Limited
(Directeurs) 3571
La Corporation des Administrateurs
Professionnels — The Corporation of
Professional Administrators (Direc-
teurs) 3569
L'Organisation des Plombiers, Poseurs
d'Appareils de Chauffage et Ferblan-
tiers des Cantons de l'Est (Nom chan-
gé) 3572
Mount Royal Press Limited (Directeurs) 3573
O.T.J. de St-Joseph de Beauce (Règle-
ments) 3570
O.T.J. de St-Joseph de Beauce (Direc-
teurs) 3570
Placements Kennebec Inc. (Directeurs) 3572
Richmar Development Corp (Direc-
teurs) 3570
Sainville Transport Inc. (Directeurs) 3572
Sept-Iles Esso Service Inc. (Directeurs) 3571

CHARTES — ABANDON DE:

Family Holdings Corp. 3573
Graham Boulevard Realty Corp. 3573
N. & A. Film & Amusement Corpora-
tion 3573

CURATELLE PUBLIQUE:

Pratte, Louis-Georges, Succ. 3574

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Erdei vs Nikoriak. 3561

ORDERS IN COUNCIL:

839-A — Printing, region of Montreal 3561
839-B — Printing, region of Quebec. . . 3566

NOTICE TO INTEREST PARTIES:

3497

MISCELLANEOUS NOTICES:

American Home Builders Corporation
(Directors) 3571
Barnabé Motors Ltd., (Directors) 3570
Dorchester Commerce Realty Limited
(Directors) 3571
The Corporation of Professional Admi-
nistrators — La Corporation des Ad-
ministrateurs Professionnels (Direc-
tors) 3569
L'Organisation des Plombiers, Poseurs
d'Appareils de Chauffage et Ferblan-
tiers des Cantons de l'Est (Name
changed) 3572
Mount Royal Press Limited (Directors) 3573
O.T.J. de St-Joseph de Beauce (By-
Laws) 3570
O.T.J. de St-Joseph-de-Beauce (Direc-
tors) 3570
Placements Kennebec Inc. (Directors) 3572
Richmar Development Corp. (Direc-
tors) 3570
Sainville Transport Inc. (Directors) . . . 3572
Sept-Iles Esso Service Inc. (Directors) 3571

CHARTERS — SURRENDER OF:

Family Holdings Corp. 3573
Graham Bouchard Realty Corp. 3573
N. & A. Film & Amusement Corpora-
tion 3573

PUBLIC CURATORSHIP:

Pratte, Louis-Georges, Estate. 3574

DEMANDES À LA LÉGISLATION:

Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and Affiliated Congregation	
Shaare Tefillah	3574
The Steel Company of Canada Limited	3575

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Perron	3576
Portage-du-Fort	3576
Spaulding	3576
St-Charles, village	3576
St-Eugène de Grantham	3575
St-Eugène de Grantham, village	3575
St-Romuald-de-Moffet	3576

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Aylmer, village	3577
Beauport, paroisse	3578
Brompton, canton	3579
Charlesbourg, paroisse	3577
Longueuil, paroisse	3577
Longueuil, village	3577
St-Foye, paroisse	3579
St-Germain-de-Rimouski, ville	3578
St-Marguerite, paroisse	3578
St-Martin, paroisse	3578

EXAMENS DU BARREAU:

Richelieu, étude	3579
Saguenay, étude	3579
Trois-Rivières, étude	3579

LIQUIDATIONS, AVIS DE:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Geneviève	3580
L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal	3580

LETTRES PATENTES:

A/C Mobile Homes Ltd.	3498
Adélar Bélanger & Fils Ltée	3499
Adelmar Limited	3499
Alex Assaly Inc.	3499
Allmark Investment Ltd.	3500
Ariel Investment Corp.	3500
Arnfyte Investment Corp.	3500
Arthur Cloutier & Fils Ltée	3500
Association Conservatrice de Québec-Est (Fédéral) Inc.	3501
Association des Pompiers Volontaires de Laval-Ouest Inc.	3501
Astoria Development Corp.	3502
Avanel Inc.	3502
Axminster Holdings & Investments Ltd.	3502
Batina Investments Ltd.	3503
Becamo Investment Ltd.	3503
Blican Holdings Ltd.	3503
Border Land Corp.	3504
Boucherie Côté Inc.	3504
Breslin Holdings Ltd.	3504
Boly Realities Ltd.	3505
Braemar Restaurants (North) Ltd.	3505
Boundary Investment Corp.	3505
Buttonwood Corp. Ltd.	3506
Canada Door Mfg. Co. Ltd.	3506

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and Affiliated Congregation	
Shaare Tefillah	3574
The Steel Company of Canada Limited	3575

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Perron	3576
Portage-du-Fort	3576
Spaulding	3576
St-Charles, village	3576
St-Eugène de Grantham	3575
St-Eugène de Grantham, village	3575
St-Romuald-de-Moffet	3576

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Aylmer, village	3577
Beauport, parish	3578
Brompton, township	3579
Charlesbourg, parish	3577
Longueuil, parish	3577
Longueuil, village	3577
St-Foye, parish	3579
St-Germain-de-Rimouski, town	3578
St-Marguerite, parish	3578
St-Martin, parish	3578

BAR EXAMINATIONS:

Richelieu, study	3579
Saguenay, study	3579
Trois-Rivières, study	3579

WINDING UP NOTICES:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Geneviève	3580
L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal	3580

LETTERS PATENT:

A/C Mobile Homes Ltd.	3498
Adélar Bélanger & Fils Ltée	3499
Adelmar Limited	3499
Alex Assaly Inc.	3499
Allmark Investment Ltd.	3500
Ariel Investment Corp.	3500
Arnfyte Investment Corp.	3500
Arthur Cloutier & Fils Ltée	3500
Association Conservatrice de Québec-Est (Fédéral) Inc.	3501
Association des Pompiers Volontaires de Laval-Ouest Inc.	3501
Astoria Development Corp.	3502
Avanel Inc.	3502
Axminster Holdings & Investments Ltd.	3502
Batina Investments Ltd.	3503
Becamo Investment Ltd.	3503
Blican Holdings Ltd.	3503
Border Land Corp.	3504
Boucherie Côté Inc.	3504
Breslin Holdings Ltd.	3504
Boly Realities Ltd.	3505
Braemar Restaurants (North) Ltd.	3505
Boundary Investment Corp.	3505
Buttonwood Corp. Ltd.	3506
Canada Door Mfg. Co. Ltd.	3506

Cabot Holdings Ltd.	3506	Cabot Holdings Ltd.	3506
Caribbean Estates Inc.	3507	Caribbean Estates Inc.	3507
Carine Investments Ltd.	3507	Carine Investments Ltd.	3507
Cartax Inc.	3507	Cartax Inc.	3507
Centre d'Ophthalmologie Maisonneuve Inc.— Maisonneuve Ophthalmological Center Inc.	3508	Maisonneuve Ophthalmological Center Inc.— Centre d'Ophthalmologie Maisonneuve Inc.	3508
Chez Nous Development Ltd.	3508	Chez Nous Development Ltd.	3508
Chief Investment Corp.	3508	Chief Investment Corp.	3508
City Refuse Service Inc.— Service de Rebutis Cité Inc.	3509	City Refuse Service Inc.— Service de Rebutis Cité Inc.	3509
Clarenelle Investment Corp.	3509	Clarenelle Investment Corp.	3509
Congress Housing Inc.	3509	Congress Housing Inc.	3509
Continental Electric Appliances Ltd.	3510	Continental Electric Appliances Ltd.	3510
Coronation Towers Ltd.	3510	Coronation Towers Ltd.	3510
Daisy Development Corp.	3511	Daisy Development Corp.	3511
Dauphine Automobile Club de Québec Inc.— Dauphine Automobile Club of Québec Inc.	3511	Dauphine Automobile Club of Québec Inc.— Dauphine Automobile Club de Québec Inc.	3511
Davaar Housing Development Ltd.	3511	Davaar Housing Development Ltd.	3511
Davezi Development Corp.	3512	Davezi Development Corp.	3512
Dennix Development Inc.	3512	Dennix Development Inc.	3512
Diamond Knitting Incorporated.	3512	Diamond Knitting Incorporated.	3512
Distributeurs Champlain Inc.— Champlain Distributors Inc.	3513	Champlain Distributors Inc.— Distributeurs Champlain Inc.	3513
Distribution Bio-Chimique Inc.— Bio-Chemical Distribution Inc.	3513	Bio-Chemical Distribution Inc.— Distribution Bio-Chimique Inc.	3513
Dixie Photo Service Inc.	3513	Dixie Photo Service Inc.	3513
Dolphin Corporation.	3514	Dolphin Corporation.	3514
Dolphin Real Estate Holdings Inc.	3514	Dolphin Real Estate Holdings Inc.	3514
Duran Investments Inc. (Correction)	3560	Duran Investments Inc. (Correction)	3560
Elgo Realty Corp.	3514	Elgo Realty Corp.	3514
Elyon Enterprises Ltd.	3515	Elyon Enterprises Ltd.	3515
Entreprises Électriques du Québec Ltée — Electrical Enterprises of Québec Ltd.	3515	Electrical Enterprises of Québec Ltd.— Entreprises Électriques du Québec Ltée	3515
Erma Development Corp.	3515	Erma Development Corp.	3515
Esspin Investment Corp.	3516	Esspin Investment Corp.	3516
Fairmane Investment Corp.	3516	Fairmane Investment Corp.	3516
Feldmors Fur Inc.	3516	Feldmors Fur Inc.	3516
Fuger Investment Corporation	3517	Fuger Investment Corporation	3517
Gatehouse Inc.	3517	Gatehouse Inc.	3517
Gold Coast Development Corporation	3518	Gold Coast Development Corporation	3518
Greenlawn Developments Ltd.	3518	Greenlawn Developments Ltd.	3518
Guide Frontenac Guide Inc.	3518	Guide Frontenac Guide Inc.	3518
Hadomic Investments Ltd.	3519	Hadomic Investments Ltd.	3519
Hamel Transport Lotbinière Limitée	3519	Hamel Transport Lotbinière Limitée	3519
Harlynn Realty Corp.	3519	Harlynn Realty Corp.	3519
H. A. Tingley Ltd — Ltée	3519	H. A. Tingley Ltd — Ltée	3519
Hertel Construction Inc.	3520	Hertel Construction Inc.	3520
Hôpital St-Camille de Fort Coulonge	3520	Hôpital St-Camille de Fort Coulonge	3520
Horizon Enterprises Ltd.	3521	Horizon Enterprises Ltd.	3521
Hôtel Meunier Limitée	3521	Hôtel Meunier Limitée	3521
Hyman Cohen Realities Inc.	3521	Hyman Cohen Realities Inc.	3521
Immeubles "Colonial" Realities Ltd.	3522	Immeubles "Colonial" Realities Ltd.	3522
Industrial Combustion and Equipment Ltd.	3522	Industrial Combustion and Equipment Ltd.	3522
International Flush Door Ltd.	3522	International Flush Door Ltd.	3522
Isle Jésus Housing Inc.	3523	Isle Jésus Housing Inc.	3523
Jack Barry Realities Inc.	3523	Jack Barry Realities Inc.	3523
J. A. D. Construction Inc.	3523	J. A. D. Construction Inc.	3523
Janor Realities Company Limited	3424	Janor Realities Company Limited	3424
J. C. A. Automobile Ltée	3524	J. C. A. Automobile Ltée	3524
J. J. Legault Inc.	3524	J. J. Legault Inc.	3524
Juster Enterprises Inc.	3525	Juster Enterprises Inc.	3525
Kingsley Investment Corp.	3525	Kingsley Investment Corp.	3525
La Boulangerie Doyon Inc.	3525	La Boulangerie Doyon Inc.	3525
La Flèche Limited Dividend Corporation	3526	La Flèche Limited Dividend Corporation	3526
Laniel Enterprises Inc.	3526	Laniel Enterprises Inc.	3526
LaSalle Blanket Co. Ltd.	3526	LaSalle Blanket Co. Ltd.	3526
L'Association des Bibliothèques Municipales de Québec Inc.	3527	L'Association des Bibliothèques Municipales de Québec Inc.	3527
L'Association des Citoyens de Dorion — Citoyen's Association of Dorion	3527	Citoyen's Association of Dorion — L'Association des Citoyens de Dorion	3527
L'Association Radio Amateur de la Mauricie, Incorporée	3527	L'Association Radio Amateur de la Mauricie, Incorporée	3527
La Société Linnéenne de Québec Inc.	3528	La Société Linnéenne de Québec Inc.	3528

Laurentide Mobile Homes Inc.	3528	Laurentide Mobile Homes Inc.	3528
Laval Beach Cabin Ltd.—Cabine de Plage Laval Ltée.	3528	Laval Beach Cabin Ltd.—Cabine de Plage Laval Ltée.	3528
Le Centre des Loisirs de la Ville de Petite-Rivière.	3529	Le Centre des Loisirs de la Ville de Petite-Rivière.	3529
Le Conseil Économique et Industriel de Gaspé — The Economic and Indus- trial Council of Gaspé.	3529	The Economic and Industrial Council of Gaspé — Le Conseil Économique et Industriel de Gaspé.	3529
Leewood Development Corp.	3530	Leewood Development Corp.	3530
Léon Sirois & Fils Limitée.	3530	Léon Sirois & Fils Limitée.	3530
Le Salon du Meuble (Ville-Marie) Ltée.	3530	Le Salon du Meuble (Ville-Marie) Ltée.	3530
Les Édifices Boivin Inc.	3531	Les Édifices Boivin Inc.	3531
Les Entreprises Cascade Inc.	3531	Les Entreprises Cascade Inc.	3531
Les Entreprises Maisonnnette Ltée.	3531	Les Entreprises Maisonnnette Ltée.	3531
Les Entreprises Unik Limitée (Unik Enterprises Limited).	3532	(Unik Enterprises Limited) Les En- treprises Unik Limitée.	3532
Les Immeubles Rockla Limitée — Rock- la Estate Limited.	3532	Rockla Estate Limited — Les Immeu- bles Rockla Limitée.	3532
Les Immeubles St-Régis Inc.	3532	Les Immeubles St-Régis Inc.	3532
Les Loisirs Saint Yves.	3533	Les Loisirs Saint Yves.	3533
Les Projets Du Tremblay Inc.	3533	Les Projets Du Tremblay Inc.	3533
Le Téléphone de Contrecoeur Ltée — Contrecoeur Telephone Ltd.	3533	Contrecoeur Telephone Ltd.— Le Télé- phone de Contrecoeur Ltée.	3533
Lexington Development Corp.	3534	Lexington Development Corp.	3534
L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs de St-Rémi Inc.	3534	L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs de St-Rémi Inc.	3534
Lore Development Inc.	3534	Lore Development Inc.	3534
Lyncroft Realty Corp.	3535	Lyncroft Realty Corp.	3535
MacDonald Auto Inc.	3535	MacDonald Auto Inc.	3535
Maestro Development Inc.	3535	Maestro Development Inc.	3535
Maga Development Corp.	3536	Maga Development Corp.	3536
Magnolia Development Inc.	3536	Magnolia Development Inc.	3536
Maison R. Lavallée Inc.	3536	Maison R. Lavallée Inc.	3536
Malibou Development Corp.	3537	Malibou Development Corp.	3537
Marlene Realty Corp.	3537	Marlene Realty Corp.	3537
Medoc Construction Inc.	3537	Medoc Construction Inc.	3537
Mercury Toys Inc.	3538	Mercury Toys Inc.	3538
Midfield Investment Corp.	3538	Midfield Investment Corp.	3538
Mocabe Development Ltd.	3538	Mocabe Development Ltd.	3538
Modern Fruit Inc.	3539	Modern Fruit Inc.	3539
Montbeliard Ltée.	3539	Montbeliard Ltée.	3539
Montel, Inc.	3539	Montel, Inc.	3539
Montreal Laurentian Housing Inc.	3539	Montreal Laurentian Housing Inc.	3539
Morejay Realities Ltd.	3540	Morejay Realities Ltd.	3540
M. S. H. Holdings Ltd.	3540	M. S. H. Holdings Ltd.	3540
Napoléon Paul Gauthier Ltée.	3540	Napoléon Paul Gauthier Ltée.	3540
Neptune Construction Company.	3541	Neptune Construction Company.	3541
Norelco Inc.	3541	Norelco Inc.	3541
North America Leather Industries Inc.	3541	North America Leather Industries Inc.	3541
Northern Homes and Trailers Limited.	3542	Northern Homes and Trailers Limited.	3542
Ortona Investment Corp.	3542	Ortona Investment Corp.	3542
Packaging Laboratories and Designing Ltd.	3542	Packaging Laboratories and Designing Ltd.	3542
Palder Construction Ltd.	3543	Palder Construction Ltd.	3543
Paradise Island Ltd.	3543	Paradise Island Ltd.	3543
Parsons & Engelsman Enterprises Ltd.	3543	Parsons & Engelsman Enterprises Ltd.	3543
Patron Investments Ltd.	3544	Patron Investments Ltd.	3544
Paul Besner Incorporée.	3544	Paul Besner Incorporée.	3544
Pêche et Pisciculture de Saint-Irénée Inc.	3544	Pêche et Pisciculture de Saint-Irénée Inc.	3544
Perreault & Fils Inc.	3545	Perreault & Fils Inc.	3545
Pierrefonds Cartage and Trucking Inc.	3545	Pierrefonds Cartage and Trucking Inc.	3545
Pomar Investment Ltd.	3545	Pomar Investment Ltd.	3545
Preferred Homes Corp.	3546	Preferred Homes Corp.	3546
Ravenna Investments Ltd.	3546	Ravenna Investments Ltd.	3546
Rex Ville Development Inc.	3546	Rex Ville Development Inc.	3546
Saint-John's Paving Inc.	3547	Saint-John's Paving Inc.	3547
Ste-Marie Steamship Line Ltd.	3547	Ste-Marie Steamship Line Ltd.	3547
St. Philippe Investment Corp.	3547	St. Philippe Investment Corp.	3547
Sako Electrical Ltd.	3548	Sako Electrical Ltd.	3548
Santoral Development Inc.	3548	Santoral Development Inc.	3548
Saykaly Realities Ltd.	3548	Saykaly Realities Ltd.	3548
Seaford Corporation.	3549	Seaford Corporation.	3549
Service Unic Inc.	3549	Service Unic Inc.	3549
Sheffield Investment Corp.	3550	Sheffield Investment Corp.	3550
Simon Construction Inc.	3550	Simon Construction Inc.	3550
Siniarski Investments Corp.	3550	Siniarski Investments Corp.	3550
Skyline Hotels (Montreal) Limited.	3551	Skyline Hotels (Montreal) Limited.	3551

Southland Realty Ltd.	3551
Stadia Investment Ltd.	3551
Steel & Concrete Inc.	3552
Style Development Inc.	3552
Summerhaven Construction Corp.	3552
Sun Holding Corporation	3553
Sunnybank Investment Corp.	3553
Taverne Sabourin Inc.	3553
Taxis Lucerne, Inc.	3554
Technical Producers Limited	3554
Terreland Inc.	3554
Tex-Dye Inc.	3555
The Glen-Dorion Golf and Country Club Inc.	3555
The Glen-Dorion Golf Club Inc.	3555
Towne Bajerries Inc.	3556
Trans-Atlantic Industrial Centre Ltd.	3556
Valentine & Son Ltd.	3556
Vallée Interiors Inc.— Intérieurs Vallée Inc.	3557
Valleyfield Motors Sales Ltd.	3557
Vienna Meat Market & Delicatessen Ltd.	3557
Western Homes Ltd.	3558
Westmount High Old Boys' Association Inc.	3558
Wonder Delicatessen & Restaurant Inc.	3559
Yuma Mines Limited	3559
Yvan Latouche Inc.	3559
Zigmund Investment Corp.	3560
231 Verchères Ltd.	3560

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

Economic Insurance Company Limited	3580
------------------------------------	------

PROCLAMATION:

Concernant l'annexion d'un certain territoire à la munic. du village de Saint-Isidore	3581
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

Allmark Investment Ltd.	3582
American Home Builders Corporation	3583
Burner Equipment Ltd.— Équipement de Brûleurs Ltée	3583
C. A. Blanchet, Inc.	3584
Champion Tire Chains Company Limited	3587
Ducharme Ltée — Ducharme Ltd.	3582
Industria (Ore and Chemicals) Limited	3584
Garden Packing Co. Ltd.	3586
J. L. Lefebvre Limitée	3584
Les Pétroles Montgomery (1958) Ltée— Montgomery Fuels (1958) Ltd.	3586
Montmorency Construction Inc.	3583
Montreal Stevedoring Corporation	3585
National Cut & Precast Stone (Quebec) Ltd.	3585
O.T.J. de St-Joseph de Beauce	3570
Packaging Laboratories and Designing Ltd.	3583
Philpen Investments Limited	3585
Stillmeadows Co. Ltd.	3586
The Albert Paper Company Inc.	3586

SOUMISSIONS:

L'Abord-à-Plouffe, comm. scolaire	3592
La Providence, village	3591
St-Justine-de-Newton, comm. scolaire	3594
St-François-de-Sales, comm. scolaire	3590
St-Hilaire, village, comm. scolaire	3587
St-Jean-de-Brébeuf, comm. scolaire	3588

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Lapointe, Napoléon	3595
--------------------	------

Southland Realty Ltd.	3551
Stadia Investment Ltd.	3551
Steel & Concrete Inc.	3552
Style Development Inc.	3552
Summerhaven Construction Corp.	3552
Sun Holding Corporation	3553
Sunnybank Investment Corp.	3553
Taverne Sabourin Inc.	3553
Taxis Lucerne, Inc.	3554
Technical Producers Limited	3554
Terreland Inc.	3554
Tex-Dye Inc.	3555
The Glen-Dorion Golf and Country Club Inc.	3555
The Glen-Dorion Golf Club Inc.	3555
Towne Bajerries Inc.	3556
Trans-Atlantic Industrial Centre Ltd.	3556
Valentine & Son Ltd.	3556
Vallée Interiors Inc.— Intérieurs Vallée Inc.	3557
Valleyfield Motors Sales Ltd.	3557
Vienna Meat Market & Delicatessen Ltd.	3557
Western Homes Ltd.	3558
Westmount High Old Boys' Association Inc.	3558
Wonder Delicatessen & Restaurant Inc.	3559
Yuma Mines Limited	3559
Yvan Latouche Inc.	3559
Zigmund Investment Corp.	3560
231 Verchères Ltd.	3560

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

Economic Insurance Company Limited	3580
------------------------------------	------

PROCLAMATION:

Concerning the annexation of a certain territory of the munic. of the village of Saint-Isidore	3581
--	------

HEAD OFFICES:

Allmark Investment Ltd.	3582
American Home Builders Corporation	3583
Burner Equipment Ltd.— Équipement de Brûleurs Ltée	3583
C. A. Blanchet Inc.	3584
Champion Tire Chains Company Limited	3587
Ducharme Ltée — Ducharme Ltd.	3582
Industria (Ore and Chemicals) Limited	3584
Garden Packing Co. Ltd.	3586
J. L. Lefebvre Limitée	3584
Montgomery Fuels (1958) Ltd.— Les Pétroles Montgomery (1958) Ltée	3586
Montmorency Construction Inc.	3583
Montreal Stevedoring Corporation	3585
National Cut & Precast Stone (Quebec) Ltd.	3585
O.T.J. de St-Joseph de Beauce	3570
Packaging Laboratories And Designing Ltd.	3583
Philpen Investments Limited	3585
Stillmeadows Co. Ltd.	3586
The Albert Paper Company Inc.	3586

TENDERS:

L'Abord-à-Plouffe, School Comm.	3592
La Providence, village	3591
St-Justine-de-Newton, School Comm.	3594
St-François-de-Sales, School Comm.	3590
St-Hilaire, village, School Comm.	3587
St-Jean-de-Brébeuf, School Comm.	3588

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Lapointe, Napoléon	3595
--------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Brodeur *et al* vs Patenaude *et al* 3596

VENTE POUR TAXES:

Chandler, ville..... 3597

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Garage Central d'Amos Limitée vs
Breault..... 3599
Garage Central d'Amos Ltée vs Roussy.
Geo-Explorers Limited vs Oka-Bathurst
Mining Corporation Limited..... 3598

ARTHABASKA:

Labbé & Frère Ltée vs Dubé..... 3599

BEAUHARNOIS:

Arthur Couillard Ltée vs Rioux *et al*... 3599

GASPÉ:

Household Sales Distributors vs Roy... 3600
Lemieux vs Daraiche..... 3600

HULL:

Lefebvre vs Roussel *et al*..... 3601
Ménard vs Gem Construction..... 3601

KAMOURASKA:

Alphonse Raymond Limitée vs Gagnon. 3602
Canadian Oil Companies vs La Succ.
André Fortin..... 3604
Langlais vs Boucher..... 3602
Lauzier vs Levesque..... 3604
Levesque *et al* vs Chapleau & Michaud
Poulin vs Courcy..... 3603

MONTREAL:

Cohen vs Doré..... 3605

QUÉBEC:

Laquerre vs Corriveau..... 3605

RICHELIEU:

Deguise vs Richelieu Steel & Metal Co. 3606

RIMOUSKI:

Loi de l'Impôt sur le Revenu vs Gauthier..... 3606

ROUYN-NORANDA:

Champlain Oil Products Limited vs
Beaudoin..... 3607

SAINT-FRANÇOIS:

Jean-Paul Perreault Ltée vs Saine..... 3607
L'Office du Crédit Agricole du Québec
vs Couture..... 3608

TÉMISCAMINGUE:

Ayers Limited vs Norman & Glenn
Cléroux..... 3608

SALE BY LICITATION:

Brodeur *et al* vs Patenaude *et al* 3596

SALE FOR TAXES:

Chandler, town..... 3597

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Garage Central d'Amos Limitée vs
Breault..... 3599
Garage Central d'Amos Ltée vs Roussy.
Geo-Explorers Limited vs Oka-Bathurst
Mining Corporation Limited..... 3598

ARTHABASKA:

Labbé & Frère Ltée vs Dubé..... 3599

BEAUHARNOIS:

Arthur Couillard Ltée vs Rioux *et al*... 3599

GASPÉ:

Household Sales Distributors vs Roy... 3600
Lemieux vs Daraiche..... 3600

HULL:

Lefebvre vs Roussel *et al*..... 3601
Ménard vs Gem Construction..... 3601

KAMOURASKA:

Alphonse Raymond Limitée vs Gagnon. 3602
Canadian Oil Companies vs André
Fortin Estate..... 3604
Langlais vs Boucher..... 3602
Lauzier vs Levesque..... 3604
Levesque *et al* vs Chapleau & Michaud
Poulin vs Courcy..... 3603

MONTREAL:

Cohen vs Doré..... 3605

QUEBEC:

Laquerre vs Corriveau..... 3605

RICHELIEU:

Deguise vs Richelieu Steel & Metal Co. 3606

RIMOUSKI:

The Income Tax Act vs Gauthier..... 3606

ROUYN-NORANDA:

Champlain Oil Products Limited vs
Beaudoin..... 3607

SAINT FRANCIS:

Jean Paul Perreault Ltée vs Saine..... 3607
Quebec Farm Credit Bureau vs Cou-
ture..... 3608

TÉMISCAMINGUE:

Ayers Limited vs Norman Glenn
Cléroux..... 3608